

Recueil

DES ACTES ADMINISTRATIFS

2020

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT

Février
N° 2 A - 2021

ardèche
LE DEPARTEMENT

S O M M A I R E

I - Arrêtés du Président

* Arrêté temporaire n° 082 ADC WN 21 RD0024	11
* Arrêté n° 2021-30 portant fixation des prix de journée au titre de l'année 2021 des services gérés par l'association ADSEA 07	13
* Arrêté n° 2021-19 portant fixation des prix de journée 2021 des services gérés par l'association ANEF Vallée du Rhône - 26500 BOURG-LES-VALENCE	16
* ARRÊTÉ n°2021-20 Portant fixation du prix de journée au titre de l'année 2021 pour le service hébergement et accompagnement social des Mineurs Non Accompagnés géré par l'association ' ANEF '	19
* ARRÊTÉ n°2021-11 Portant fixation du prix de journée au titre de l'année 2021 pour le service hébergement et accompagnement social des Mineurs Non Accompagnés géré par l'association ' Pluriels '	22
* ARRÊTÉ n°2021-22 Portant fixation de la dotation au titre de l'année 2021 pour la dotation du service Prévention spécialisée géré par l'association «ADSEA 07»	25
* ARRÊTÉ n°2021-74 Portant fixation du prix de journée de l'année 2021 pour le service d'accompagnement progressif à l'autonomie des mineurs non accompagnés devenus jeunes majeurs (SAPA) géré par l'association PLURIELS	28
* Arrêté n°2021-8 portant fixation du prix de journée 2021 du service d'accompagnement progressif en milieu familial (SAPMF) de l'association PLURIELS - 26700 Pierrelatte	31
* ARRÊTÉ n°2021-187 Portant fixation, au titre de l'année 2021, du prix de journée du Foyer Appartement de la Croix-Rouge française à Beauchastel.	33
* DÉCISION n°2021-65 Portant renouvellement de l'adhésion à l'association ADIRA pour l'année 2021	36

* DÉCISION n°2021-66 Portant renouvellement de l'adhésion à l'association COTER CLUB pour l'année 2021	38
* ARRÊTÉ n°2021-114 portant composition de la Commission Consultative Paritaire Départementale de l'Ardèche	40
* ARRÊTÉ n°2021-133 Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à l'hébergement de la Résidence Autonomie «Saint-Antoine» à Aubenas.	43
* ARRÊTÉ n°2021-134 Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à la dépendance et du forfait global dépendance de l'EHPAD «Les Opalines» à TOURNON SUR RHONE	46
* ARRÊTÉ n°2021-135 Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à l'hébergement de l'Etablissement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) «Les Opalines» à TOURNON SUR RHONE.	49
* ARRÊTÉ n°2021-142 Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à la dépendance et du forfait global dépendance de l'EHPAD «Fernand Laffont» à Le Cheylard	51
* ARRÊTÉ n°2021-143 PORTANT FIXATION, AU TITRE DE L'ANNÉE 2021, DES TARIFS JOURNALIERS AFFÉRENTS À L'HÉBERGEMENT DE L'ÉTABLISSEMENT POUR PERSONNES AGÉES DÉPENDANTES (EHPAD) «FERNAND LAFFONT» À LE CHEYLARD.	54
* ARRÊTÉ n°2021-144 Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à l'hébergement de la résidence «LE ROCHER DE MIDI» à MONTPEZAT-SOUS-BAUZON	56
* ARRÊTÉ n°2021-162 Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à la dépendance et du forfait global dépendance de l'EHPAD «LES MURIERS» à SAINT SAUVEUR DE MONTAGUT	59
* ARRÊTÉ n°2021-163 Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à l'hébergement de l'EHPAD «LES MURIERS» à SAINT-SAUVEUR-DE-MONTAGUT	62
* ARRÊTÉ n°2021-173 Modifiant l'arrêté n° 2021-101 portant, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à l'hébergement de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées (EHPA) «Les Jardins d'Helvie» à Alba la Romaine.	65
* ARRÊTÉ n°2021-174	67
* ARRÊTÉ n°2021-175 Modifiant l'arrêté n° 2021-106 Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à l'hébergement de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées (EHPA) «Les Terrasses de l'Eyrieux» à Les Ollières sur Eyrieux.	69
* ARRÊTÉ n°2021-176 Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à la dépendance et du forfait global dépendance de l'EHPAD «LES TAMARIS» à GUILHERAND-GRANGES	71

* ARRÊTÉ n°2021-183 Portant fixation, au titre de l'année 2021, du prix de journée du Service d'Accompagnement à la Vie Sociale de la Croix-Rouge française à Beauchastel.	74
* ARRÊTÉ n°2021-184 Portant fixation, au titre de l'année 2021, du prix de journée du Foyer de Vie pour Personnes Handicapées Veillissantes de la Croix-Rouge française à Beauchastel.	77
* ARRÊTÉ n°2021-188 Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à la dépendance et du forfait global dépendance de l'EHPAD «CHALAMBELLE» à BURZET	80
* ARRÊTÉ n°2021-191 Portant fixation, au titre de l'année 2021, du prix de journée du Foyer Hébergement de la Croix-Rouge française à Beauchastel.	83
* ARRETE portant autorisation de modification au multi accueil « La Ribambelle » 2, impasse des Ecoles 07270 LAMASTRE	86
* ARRÊTÉ n°2021-151 Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à la dépendance et du forfait global dépendance pour l'EHPAD «LE MONTOULON» du Centre Hospitalier Du VALS D'ARDECHE à PRIVAS.	88
* ARRÊTÉ n°2021-104 Portant fixation, au titre l'année 2021, des tarifs afférents à l'hébergement de l'EHPAD La Résidence du Lac au Lac d'Issarlès	91
* ARRÊTÉ n°2021-105 Portant fixation, au titre l'année 2021, des tarifs afférents à l'hébergement de l'EHPAD Marcel Coulet à Guilhaud Granges	93
* ARRÊTÉ n°2021-155 Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs afférents à l'hébergement de l'EHPAD ' LE MONTOULON» du Centre Hospitalier du VALS D'ARDECHE à PRIVAS.	95
* ARRÊTÉ n°2021-157 Portant fixation du prix de journée pour l'exercice 2021 du service «Passerelle» géré par l'association OXYGENE - 13200 ARLES	97
* Arrêté permanent n° DRM S 2021 24 011 P	99
* ARRÊTÉ n°2021-126 Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à la dépendance et du forfait global dépendance de l'EHPAD «ST JOSEPH» à ANNONAY	101
* ARRÊTÉ n°2021-140 Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à la dépendance et du forfait global dépendance de l'EHPAD DU CH D'ANNONAY à ANNONAY	104
* ARRÊTÉ n°2021-141 Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à la dépendance et du forfait global dépendance de l'EHPAD «Les Opalines» à Viviers	107

* ARRÊTÉ n°2021-150 Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à la dépendance et du forfait global dépendance de l'EHPAD «Mon Sourire» à SAINT FELICIEN	110
* ARRÊTÉ n°2021-139 Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à la dépendance et du forfait global dépendance de l'EHPAD «Montalivet» à ANNONAY	113
* ARRÊTÉ n°2021-127 Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à l'hébergement de l'Etablissement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) «ST JOSEPH» à ANNONAY.	116
* ARRÊTÉ n°2021-148 Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à l'hébergement de l'Etablissement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) «Mon sourire» à SAINT FELICIEN	119
* DÉCISION n°2021-96 RENOUVELLEMENT DE L'ADHESION A L'ASSOCIATION MAISON DE SANTE PLURIDISCIPLINAIRE AU PAYS DE VERNOUX POUR L'ANNEE 2021	121
* DÉCISION n°2021-99 RENOUVELLEMENT DE L'ADHESION A L'ASSOCIATION DES TERRITOIRES POUR DES SOLUTIONS SOLIDAIRES POUR L'ANNEE 2021	123
* DÉCISION n°2021-112 Renouvellement de l'adhésion à l'association Stop aux violences Sexuelles Drôme Ardèche pour l'année 2021	125
* ARRÊTÉ n°2021-122 RENOUVELLEMENT DE L'ADHESION A L'ASSOCIATION DE COOPERATION SANITAIRE SYSTEME D'INFORMATION DE SANTE RHÔNE-ALPES POUR L'ANNEE 2021	127
* DÉCISION n°2021-123 RENOUVELLEMENT DE L'ADHESION A L'ASSOCIATION «GROUPEMENT ANIMATEURS EN GERONTOLOGIE»	129
* DÉCISION n°2021-124 RENOUVELLEMENT DE ADHÉSION A L'ASSOCIATION AGIR POUR L'ANNEE 2021	131
* ARRÊTÉ n°2021-128 Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à la dépendance et du forfait global dépendance pour l'EHPAD «Les Chataigniers» à Vallée d'AntraiguesAsperjoc.	133
*ARRÊTÉ n°2021-153 Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à la dépendance et du forfait global dépendance pour l'EHPAD «RIVOLY» du Centre Hospitalier Du VALS D'ARDECHE à PRIVAS.	136
*ARRÊTÉ n°2021-154 Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs afférents à l'hébergement de L'EHPAD' RIVOLY» du Centre Hospitalier du VALS D'ARDECHE à PRIVAS.	139
* Arrêté temporaire n° 082 ADC WN 21 RD0024	142

* Arrêté n° 2021-30 portant fixation des prix de journée au titre de l'année 2021 des services gérés par l'association ADSEA 07	144
* Arrêté n° 2021-19 portant fixation des prix de journée 2021 des services gérés par l'association ANEF Vallée du Rhône - 26500 BOURG-LES-VALENCE	147
* ARRÊTÉ n°2021-20 Portant fixation du prix de journée au titre de l'année 2021 pour le service hébergement et accompagnement social des Mineurs Non Accompagnés géré par l'association ' ANEF '	150
* ARRÊTÉ n°2021-11 Portant fixation du prix de journée au titre de l'année 2021 pour le service hébergement et accompagnement social des Mineurs Non Accompagnés géré par l'association ' Pluriels '	153
* ARRÊTÉ n°2021-22 Portant fixation de la dotation au titre de l'année 2021 pour la dotation du service Prévention spécialisée géré par l'association «ADSEA 07» .	156
* ARRÊTÉ n°2021-74 Portant fixation du prix de journée de l'année 2021 pour le service d'accompagnement progressif à l'autonomie des mineurs non accompagnés devenus jeunes majeurs (SAPA) géré par l'association PLURIELS	159
* Arrêté n°2021-8 portant fixation du prix de journée 2021 du service d'accompagnement progressif en milieu familial (SAPMF) de l'association PLURIELS - 26700 Pierrelatte	162
ARRÊTÉ n°2021-187 Portant fixation, au titre de l'année 2021, du prix de journée du Foyer Appartement de la Croix-Rouge française à Beauchastel.	187
* DÉCISION n°2021-65 Portant renouvellement de l'adhésion à l'association ADIRA pour l'année 2021	167
* DÉCISION n°2021-66 Portant renouvellement de l'adhésion à l'association COTER CLUB pour l'année 2021	169
* ARRÊTÉ n°2021-114 portant composition de la Commission Consultative Paritaire Départementale de l'Ardèche	171
* ARRÊTÉ n°2021-133 Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à l'hébergement de la Résidence Autonomie «Saint-Antoine» à Aubenas.	174
* ARRÊTÉ n°2021-134 Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à la dépendance et du forfait global dépendance de l'EHPAD «Les Opalines» à TOURNON SUR RHONE	177
* ARRÊTÉ n°2021-135 Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à l'hébergement de l'Etablissement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) «Les Opalines» à TOURNON SUR RHONE.	180
* ARRÊTÉ n°2021-142 Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à la dépendance et du forfait global dépendance de l'EHPAD «Fernand Laffont» à Le Cheylard	182

* ARRÊTÉ n°2021-143 Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à l'hébergement de l'Etablissement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) «Fernand Laffont» à Le Cheylard.	185
* ARRÊTÉ n°2021-144 Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à l'hébergement de la résidence «LE ROCHER DE MIDI» à MONTPEZAT-SOUS-BAUZON	187
*ARRÊTÉ n°2021-162 Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à la dépendance et du forfait global dépendance de l'EHPAD «LES MURIERS» à SAINT SAUVEUR DE MONTAGUT	190
* ARRÊTÉ n°2021-163 Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à l'hébergement de l'EHPAD «LES MURIERS» à SAINT-SAUVEUR-DE-MONTAGUT	193
* ARRÊTÉ n°2021-173 Modifiant l'arrêté n° 2021-101 portant, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à l'hébergement de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées (EHPA) «Les Jardins d'Helvie» à Alba la Romaine.	193
* ARRÊTÉ n°2021-174 Modifiant l'arrêté n° 2021-133 portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à l'hébergement de la Résidence Autonomie «Saint-Antoine» à Aubenas.	198
* ARRÊTÉ n°2021-175 Modifiant l'arrêté n° 2021-106 Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à l'hébergement de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées (EHPA) «Les Terrasses de l'Eyrieux» à Les Ollières sur Eyrieux.	200
* ARRÊTÉ n°2021-176 Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à la dépendance et du forfait global dépendance de l'EHPAD «LES TAMARIS» à GUILHERAND-GRANGES	202
ARRÊTÉ n°2021-183 Portant fixation, au titre de l'année 2021, du prix de journée du Service d'Accompagnement à la Vie Sociale de la Croix-Rouge française à Beauchastel.	205
*ARRÊTÉ n°2021-184 Portant fixation, au titre de l'année 2021, du prix de journée du Foyer de Vie pour Personnes Handicapées Vieillissantes de la Croix-Rouge française à Beauchastel.	208
* ARRÊTÉ n°2021-188 Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à la dépendance et du forfait global dépendance de l'EHPAD «CHALAMBELLE» à BURZET	211
* ARRÊTÉ n°2021-191 Portant fixation, au titre de l'année 2021, du prix de journée du Foyer Hébergement de la Croix-Rouge française à Beauchastel.	214
* ARRETE portant autorisation de modification au multi accueil « La Ribambelle » 2, impasse des Ecoles 07270 LAMASTRE	217

* ARRÊTÉ n°2021-151 Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à la dépendance et du forfait global dépendance pour l'EHPAD «LE MONTOULON» du Centre Hospitalier Du VALS D'ARDECHE à PRIVAS.	219
*ARRÊTÉ n°2021-104 Portant fixation, au titre l'année 2021, des tarifs afférents à l'hébergement de l'EHPAD La Résidence du Lac au Lac d'Issarlès	222
* ARRÊTÉ n°2021-105 Portant fixation, au titre l'année 2021, des tarifs afférents à l'hébergement de l'EHPAD Marcel Coulet à Guilhaud Granges	224
*ARRÊTÉ n°2021-155 Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs afférents à l'hébergement de L'EHPAD ' LE MONTOULON» du Centre Hospitalier du VALS D'ARDECHE à PRIVAS.	226
*ARRÊTÉ n°2021-157 Portant fixation du prix de journée pour l'exercice 2021 du service «Passerelle» géré par l'association OXYGENE - 13200 ARLES	228
* Arrêté permanent n° DRM S 2021 24 011 P Portant limitation de vitesse	230
* ARRÊTÉ n°2021-126 Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à la dépendance et du forfait global dépendance de l'EHPAD «ST JOSEPH» à ANNONAY	232
* ARRÊTÉ n°2021-140 Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à la dépendance et du forfait global dépendance de l'EHPAD DU CH D'ANNONAY à ANNONAY	235
* ARRÊTÉ n°2021-141 Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à la dépendance et du forfait global dépendance de l'EHPAD «Les Opalines» à Viviers	238
* ARRÊTÉ n°2021-150 Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à la dépendance et du forfait global dépendance de l'EHPAD «Mon Sourire» à SAINT FELICIEN	241
*ARRÊTÉ n°2021-139 Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à la dépendance et du forfait global dépendance de l'EHPAD «Montalivet» à ANNONAY	244
* ARRÊTÉ n°2021-127 Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à l'hébergement de l'Etablissement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) «ST JOSEPH» à ANNONAY.	247
* ARRÊTÉ n°2021-148 Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à l'hébergement de l'Etablissement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) «Mon sourire» à SAINT FELICIEN	250
* DÉCISION n°2021-96 RENOUVELLEMENT DE L'ADHESION A L'ASSOCIATION MAISON DE SANTE PLURIDISCIPLINAIRE AU PAYS DE VERNOUX POUR L'ANNEE 2021	252
* DÉCISION n°2021-99 RENOUVELLEMENT DE L'ADHESION A L'ASSOCIATION DES TERRITOIRES POUR DES SOLUTIONS SOLIDAIRES POUR L'ANNEE 2021	254

*DÉCISION n°2021-112 Renouvellement de l'adhésion à l'association Stop aux violences Sexuelles Drôme Ardèche pour l'année 2021	256
*ARRÊTÉ n°2021-122 RENOUVELLEMENT DE L'ADHESION A L'ASSOCIATION DE COOPERATION SANITAIRE SYSTEME D'INFORMATION DE SANTE RHÔNE-ALPES POUR L'ANNEE 2021	258
* DÉCISION n°2021-123 RENOUVELLEMENT DE L'ADHESION A L'ASSOCIATION «GROUPEMENT ANIMATEURS EN GERONTOLOGIE»	260
*DÉCISION n°2021-124 RENOUVELLEMENT DE ADHÉSION A L'ASSOCIATION AGIR POUR L'ANNEE 2021	262
*ARRÊTÉ n°2021-128 Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à la dépendance et du forfait global dépendance pour l'EHPAD «Les Chataigniers» à Vallée d'AntraiguesAsperjoc.	264
* ARRÊTÉ n°2021-153 Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à la dépendance et du forfait global dépendance pour l'EHPAD «RIVOLY» du Centre Hospitalier Du VALS D'ARDECHE à PRIVAS.	267
* ARRÊTÉ n°2021-154 Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs afférents à l'hébergement de L'EHPAD' RIVOLY» du Centre Hospitalier du VALS D'ARDECHE à PRIVAS.	270

I - Arrêts du Président

Arrêté temporaire n° 082 ADC WN 21 RD0024

Portant réglementation de la circulation routière

Le Président,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la route

Vu le Code de la voirie routière,

Vu l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992, et modifiée par les textes subséquents,

Vu l'arrêté n° 2020-325 de M. le Président du Département de l'Ardèche en date du 18/11/2020 portant délégations de signature,

Vu la demande de l'entreprise VEZIAN TP en date du 25/02/2021

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise ou de la personne chargée de leur réalisation, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation,

ARRETE :

Article 1 :

Afin de permettre à l'Entreprise Vezian TP d'effectuer des travaux sur réseaux humides la circulation sera temporairement réglementée dans les conditions ci-après définies sur la RD 24

Entre les PR 19+115 et PR 19+433 hors agglomération de VALGORGE

Article 2 :

La circulation des véhicules de toutes natures sera réglementée comme suit :

Du 04/03/2021 au 23/04/2021 inclus.

- Circulation alternée commandée par feux tricolores et par pilotage manuel schéma CF 23 et CF 24.
- La gestion manuelle sera obligatoire de 8 h à 17 h, en cas de file d'attente dépassant 80 ml.
- Limitation de vitesse à 50 km/h au droit du chantier pendant toute la durée des travaux.
- Interdiction de stationner au droit du chantier.

Article 3 :

La signalisation réglementaire sera mise en place et maintenue en permanence en bon état par les soins et à la charge de l'Entreprise chargée de l'exécution des travaux selon le schéma fourni par les services du Département de l'Ardèche – Territoire sud-ouest et joint au présent arrêté.

Cette signalisation sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle du 6 novembre 1992 et retirée à la fin des travaux.

Le demandeur devra pouvoir assurer pendant toutes les périodes d'utilisation une intervention immédiate en cas de panne ou de détérioration du matériel de signalisation du chantier, de jour comme de nuit, en semaine, week-end et jour férié.

Le nom, le numéro de téléphone et le courriel de la personne chargée de ces interventions sont :
M...BARBE (VEZIAN TP) Tél : 06/23/53/82/20 Courriel : veziantp@wanadoo.fr

Article 4 :

Les dispositions de l'article 1 et 2 du présent arrêté entreront en vigueur dès la mise en place de la signalisation réglementaire.

Article 5 :

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Article 6 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux sur le site www.telerecours.fr ou devant le Président du Conseil départemental de l'Ardèche et/ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69433 LYON Cedex 03, dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

Article 7 :

Sont chargés de l'exécution du présent arrêté, chacun en ce qui le concerne :

- M. le Président (DRM/Territoire sud-ouest),
- M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie de l'Ardèche à Privas,
- M. le Directeur de l'entreprise VEZIAN TP ZI 07170 LAVILLEDIEU

Fait à AUBENAS, le 26/02/2021

Pour le Président

Le Responsable Du Territoire Sud-Ouest Adjoint


Olivier EVESQUE

DIFFUSION :

Commune de VALGORGE

Région AURA -Service Transports 07 (transports07@auvergnerhonealpes.fr)

Le territoire sud-ouest- SO montagne

Chrono

Affiché au Territoire sud-ouest

Secteur opérationnel de montagne le 26/02/2021

Géo-référence consultable à l'adresse suivante

http://geo.geoardeche.fr/portail_routes/index.html

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

**Arrêté n° 2021-30 portant fixation des prix de journée au titre de l'année 2021
des services gérés par l'association ADSEA 07**

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, en particulier les articles R 314 et suivants relatifs aux dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux,

VU l'arrêté conjoint de M. le Préfet de l'Ardèche et de M. le Président du Conseil Départemental en date du 2 décembre 2009 portant autorisation accordée à M. le Président de l'Association Départementale de Sauvegarde de l'Enfance, de l'Adolescence et des Adultes de l'Ardèche (ADSEA) pour la création de 60 places d'aide éducative en milieu ouvert,

VU l'arrêté conjoint de M. le Préfet de l'Ardèche et de M. le Président du Conseil Départemental en date du 20 avril 2018 portant extension de l'autorisation accordée à M. le Président de l'Association Départementale de Sauvegarde de l'Enfance, de l'Adolescence et des Adultes de l'Ardèche (ADSEA) pour la création de 75 places d'aide éducative en milieu ouvert à moyens ;

VU l'arrêté conjoint du 10 mai 2016 de M. le secrétaire général chargé de l'administration de l'Etat et de M. Le Président du conseil départemental de l'Ardèche portant autorisation de création de 30 places d'aide éducative en milieu ouvert à moyens renforcés ;

VU l'arrêté conjoint du 5 novembre 2018 de M. le secrétaire général chargé de l'administration de l'Etat et de M. Le Président du conseil départemental de l'Ardèche portant autorisation de création de 35 places d'aide éducative en milieu ouvert à moyens renforcés dans le sud du Département de l'Ardèche,

VU la dérogation à titre temporaire et exceptionnel pour l'exercice de 10 mesures supplémentaires sur l'année 2021 pour l'AEMO R,

VU le contrat pluriannuel d'objectif et de moyen conclu avec l'ADSEA 07 pour l'exercice des mesures d'Aide Educative en Milieu Ouvert dans le cadre judiciaire (AEMO) 2021-2023

SUR PROPOSITIONS de la Directrice Interrégionale Adjointe de la Direction Interrégionale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse Centre-Est, Directeur Territorial par intérim de la Direction Interrégionale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse Drôme-Ardèche et de la Directrice Générale Adjointe Solidarités ;

ARRETENT

ARTICLE 1^{er} – Pour l'exercice budgétaire **2021** les recettes et les dépenses prévisionnelles du service **AEMO renforcée** de l'ADSEA sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montant retenu	Total retenu
Dépenses	Groupe 1 Dépenses afférentes à l'exploitation	89 359 €	635 617 €
	Groupe 2 Dépenses afférentes au personnel	457 298 €	
	Groupe 3 Dépenses afférentes à la structure	88 960 €	
Recettes	Groupe 2 Autres produits relatifs à l'exploitation	632 790 €	635 617 €
	Groupe 3 Produits financiers et produits non encaissables	2827€	

ARTICLE 2 – A compter du **1^{er} janvier 2021**, la tarification des prestations du service AEMO renforcé de l'ADSEA est fixée comme suit :

635 617 € (– 2 435 € (recette atténuative) 633 182 € / 23 790 journées (100 % de taux d'occupation sur 75 mesures) = **26,61 €**

ARTICLE 3 – Pour l'exercice budgétaire **2021** les recettes et les dépenses prévisionnelles du service **AEMO** de l'ADSEA 07 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montant retenu	Total retenu
Dépenses	Groupe 1 Dépenses afférentes à l'exploitation	44 608 €	340 012 €
	Groupe 2 Dépenses afférentes au personnel	248 884 €	
	Groupe 3 Dépenses afférentes à la structure	46 520 €	
Recettes	Groupe 2 Autres produits relatifs à l'exploitation	333 094 €	340 012€
	Groupe 3 Produits financiers et produits non encaissables	1 465 €	
	Reprise excédent antérieur pour équilibrer le budget	5 453€	

340 012 € - 1465 € (recette atténuative) – 6547 € reprise sur excédent soit 332 000 €.

La dotation allouée au service l'AEMO s'élève à **332 000 €** au titre de l'exercice budgétaire 2021.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de la date de la présente notification auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (107, rue Servient - 69418 LYON CEDEX 03).

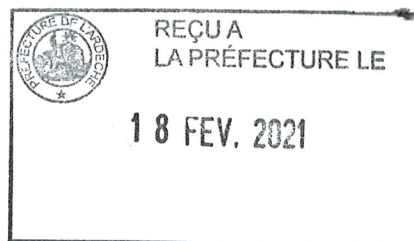
ARTICLE 5 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Ardèche, Madame la Directrice Interrégionale de la Direction Interrégionale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse Centre-Est, Mme la Directrice Générale Adjointe Solidarités, M. le Président de l'ADSEA, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à PRIVAS, le 14 janvier 2021

LE PREFET DE L'ARDECHE




Thierry DEVIMEUX



LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités
Géraldine MALATIER



MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Arrêté n° 2021-19 portant fixation des prix de journée 2021 des services gérés par l'association ANEF Vallée du Rhône – 26500 BOURG-LES-VALENCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU le Code Civil dans ses articles 375 à 375-8 ;

VU l'arrêté conjoint du Président du Conseil Départemental et du Préfet de l'ARDECHE du 2 décembre 2009 portant autorisation de création d'un service d'Action Educative en Milieu Ouvert renforcé, géré par l'Association SESAME ANEF sise 1, Rue Rossini à 26000 VALENCE ;

VU l'arrêté du 21 décembre 2009 du Préfet de l'ARDECHE, portant habilitation pour l'Association SESAME ANEF à exercer des mesures d'Assistance Educative en Milieu Ouvert judiciaires ;

VU l'arrêté conjoint n° 2018-334 portant autorisation de création de 35 places d'Aide Educative en Milieu Ouvert à moyens renforcés (AEMO R) dans le nord et le centre du département de l'Ardèche en date du 5 novembre 2018 ;

VU la dérogation à titre temporaire et exceptionnel pour l'exercice de cinq mesures supplémentaires sur l'année 2021 pour l'AEMO R,

VU les propositions budgétaires et tarifaires transmises par l'institution gestionnaire de l'établissement;

CONSIDERANT la procédure contradictoire suivie ;

Sur proposition conjointe de Monsieur le Directeur Interrégional Adjoint de la Direction Interrégionale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse Centre-Est, Directeur Territorial par intérim de la Direction Interrégionale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse Drôme-Ardèche et de Madame la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETEMENT

ARTICLE 1^{er} – Pour l'exercice budgétaire 2021 les recettes et les dépenses prévisionnelles du service AEMO SESAM (15 places SESAM et 40 places d'AEMO R) sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montant retenu	Total retenu
Dépenses	Groupe 1 Dépenses afférentes à l'exploitation	86 113 €	670 315 €
	Groupe 2 Dépenses afférentes au personnel	434 643 €	
	Groupe 3 Dépenses afférentes à la structure	149 559 €	
Recettes	Groupe 1 Produits de la tarification	668 315 €	670 315 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	2 000 €	

ARTICLE 2 – A compter du 1^{er} janvier 2021, la tarification des prestations du service AEMO SESAM ANEF VALLE DU RHONE est fixé comme suit :

292 365 € / 5 475 journées (100% de taux d'occupation) = **53,40 €**

Le prix de journée pour le service SESAM est fixé à 53,40 €.

375 950 € / 14 600 journées (114,28 % de taux d'occupation) = **25,75 €.**

Le prix de journée pour le service AEMO R est fixé à 25,75 €.

ARTICLE 3 – Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la tarification sanitaire et sociale, 119, Avenue de Saxe – 69003 LYON, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification.

ARTICLE 4 – Madame la Directrice Interrégionale de la Direction Interrégionale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse Centre-Est, Monsieur le Directeur Général des Services Départementaux, Monsieur le Directeur de l'association ANEF, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'ARDECHE

Fait à PRIVAS, le

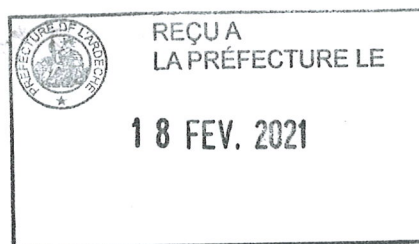
8 - FEV. 2021

LE PREFET DE L'ARDECHE



LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités
Géraldine MALATIER



DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Enfance, Santé et Famille
Ressource Enfance et Famille

Aurélia DUBUIS-PELLIZZARI
2, rue de la Récluse
07007 PRIVAS
Tél : 04.75.66.78.48
sref@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-20

Portant fixation du prix de journée au titre de l'année 2021 pour le service hébergement et accompagnement social des Mineurs Non Accompagnés géré par l'association ' ANEF '

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU le cahier des charges pour l'accompagnement des mineurs non accompagnés applicable ;

VU la convention relative à un dispositif de 25 places pour l'accompagnement pour l'accueil et l'accompagnement social en semi-autonomie pour mineurs non accompagnés pour l'année 2021 ;

VU les propositions budgétaires et tarifaires transmises par l'institution gestionnaire de l'établissement ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle retenue soit 9125 journées ;

CONSIDERANT la procédure contradictoire suivie ;

Sur proposition de Madame la Directrice Générale Adjointe Solidarités ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} – Pour l'exercice budgétaire 2021 les recettes et les dépenses prévisionnelles du service d'Accompagnement en semi-autonomie des Mineurs Non Accompagnés géré par l'association « ANEF VALLEE DU RHÔNE » sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montant retenu	Total retenu
Dépenses	Groupe 1 Dépenses afférentes à l'exploitation	49 055,50 €	456 250 €
	Groupe 2 Dépenses afférentes au personnel	204 660 €	
	Groupe 3 Dépenses afférentes à la structure	202 534,50 €	
Recettes	Groupe 1 Produits de la tarification	456 250 €	456 250 €

ARTICLE 2 – A compter du 1^{er} janvier 2021, la tarification des prestations du service MNA ANEF est fixé comme suit :

$$456\,250\text{ €} / 9\,125\text{ journées (100\% de taux d'occupation sur 25 places)} = 50\text{ €}$$

Le prix de journée est fixé à 50 €.

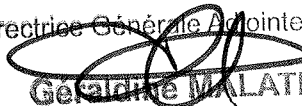
ARTICLE 2 : Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de la date de la présente notification auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (107, rue Servient - 69418 LYON CEDEX 03).

ARTICLE 3 : Mme la Directrice Générale Adjointe Solidarités, M. Le Directeur de l'association « ANEF VALLEE DU RHÔNE » sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le **- 8 FEV. 2021**

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités

La Directrice Générale Adjointe Solidarités,


Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le 18 Février 2021
Notifié le 18 Février 2021
Identifiant de télétransmission : 185018

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Enfance, Santé et Famille
Ressource Enfance et Famille

Julie PATUREL
2, rue de la Récluse
07007 PRIVAS
Tél : 04.75.66.78.48
sref@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-11

Portant fixation du prix de journée au titre de l'année 2021 pour le service hébergement et accompagnement social des Mineurs Non Accompagnés géré par l'association ' Pluriels '

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU le cahier des charges pour l'accompagnement des mineurs non accompagnés ;

VU la convention relative à un dispositif de 70 places pour l'accueil et l'accompagnement social en semi-autonomie pour mineurs non accompagnés pour l'année 2021 ;

VU les propositions budgétaires et tarifaires transmises par l'institution gestionnaire de l'établissement ;

CONSIDERANT la procédure contradictoire suivie ;

CONSIDERANT que l'activité prévisionnelle arrêtée à 25 550 journées ;

Sur proposition de Madame la Directrice Générale Adjointe Solidarités ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} – Pour l'exercice budgétaire 2021 les recettes et les dépenses prévisionnelles du service « Accompagnement en semi-autonomie des Mineurs Non Accompagnés » géré par l'association PLURIELS sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montant retenu	Total retenu
Dépenses	Groupe 1 Dépenses afférentes à l'exploitation	116 531,06 €	1 277 500 €
	Groupe 2 Dépenses afférentes au personnel	654 453,84 €	
	Groupe 3 Dépenses afférentes à la structure	506 515,10 €	
Recettes	Groupe 1 Produits de la tarification	1 277 500 €	1 277 500 €
	Groupe 2 Autres produits relatifs à l'exploitation	0	

ARTICLE 2 – A compter du 1^{er} janvier 2021, la tarification des prestations du service « Accompagnement en semi-autonomie des Mineurs Non Accompagnés » géré par l'association PLURIELS est fixée comme suit :

$1\,277\,500\text{ €} / 25\,550\text{ journées (100\% de taux d'occupation sur 70 places)} = 50\text{€}$

ARTICLE 3 : Le prix de journée est fixé à 50 €.

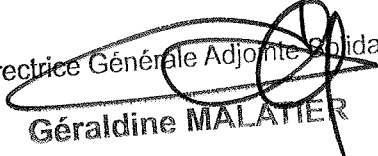
ARTICLE 4 :

Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai de un mois à compter de la date de la présente notification auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (107, rue Servient - 69418 LYON CEDEX 03).

ARTICLE 5 : Mme la Directrice Générale Adjointe Solidarités, M. le Président de Pluriels, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le **-- 8 FEV. 2021**

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités

La Directrice Générale Adjointe Solidarités,

Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le 08 février 2021
Notifié le 18 février 2021
Identifiant de télétransmission : 184671

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Enfance, Santé et Famille
Ressource Enfance et Famille

Aurélia DUBUIS-PELLIZZARI
2, rue de la Récluse
07007 PRIVAS
Tél : 04.75.66.78.48
sref@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-22

**Portant fixation de la dotation au titre de l'année 2021 pour la dotation du service
Prévention spécialisée géré par l'association "ADSEA 07"**

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU la convention relative à la Prévention Spécialisée au titre de l'année 2021 ;

VU les propositions budgétaires et tarifaires transmises par l'institution gestionnaire de l'établissement ;

CONSIDERANT la procédure contradictoire suivie ;

Sur proposition de Madame la Directrice Générale Adjointe Solidarités ;

13015 / 2021-22

ARRETE

ARTICLE 1^{er} – – Pour l'exercice budgétaire **2021** les recettes et les dépenses prévisionnelles du service **Prévention Spécialisée** de l'ADSEA 07 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montant retenu	Total retenu
Dépenses	Groupe 1 Dépenses afférentes à l'exploitation	65 698 €	707 231 €
	Groupe 2 Dépenses afférentes au personnel	529 701 €	
	Groupe 3 Dépenses afférentes à la structure	111 832 €	
Recettes	Groupe 2 Autres produits relatifs à l'exploitation	703 200 €	707 231 €
	Groupe 3 Produits financiers et produits non encaissables	4 031 €	

707 231 € -137 231 € (recettes atténuatives (subventions communes et EPCI) soit 570 000 €

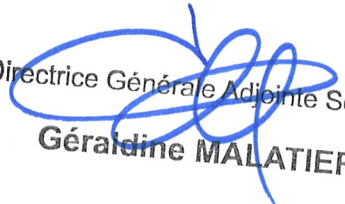
La dotation allouée à la prévention spécialisée s'élève à 570 000€ au titre de l'exercice budgétaire 2021.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de la date de la présente notification auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (107, rue Servient - 69418 LYON CEDEX 03). -

ARTICLE 3 : Mme la Directrice Générale Adjointe Solidarités, M. Le Directeur de l'association « ADSEA 07 » sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le **8 FEV. 2021**

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités


La Directrice Générale Adjointe Solidarités,
Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le 08 Février 2024
Notifié le 18 Février 2024
Identifiant de télétransmission : 185132

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Enfance, Santé et Famille
Ressource Enfance et Famille

Aurélia DUBUIS-PELLIZZARI
2, rue de la Récluse
07007 PRIVAS
Tél : 04.75.66.78.48
sref@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-74

Portant fixation du prix de journée de l'année 2021 pour le service d'accompagnement progressif à l'autonomie des mineurs non accompagnés devenus jeunes majeurs (SAPA) géré par l'association PLURIELS

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU la délibération n°1.3.1 de la Commission Permanente du 7 décembre 2020 ;

VU la convention relative à un dispositif d'accompagnement progressif à l'autonomie des mineurs non accompagnés devenus majeurs ;

VU les propositions budgétaires et tarifaires transmises par l'institution gestionnaire de l'établissement ;

CONSIDERANT que l'activité prévisionnelle est fixée à 10 950 journées ;

CONSIDERANT la procédure contradictoire suivie ;

Sur proposition de Madame la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} – Pour l'exercice budgétaire 2021 les recettes et les dépenses prévisionnelles du service d'accompagnement progressif à l'autonomie des jeunes majeurs (SAPA) géré par l'association PLURIELS sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montant retenu	Total retenu
Dépenses	Groupe 1 Dépenses afférentes à l'exploitation	8 360,99 €	104 062,24 €
	Groupe 2 Dépenses afférentes au personnel	82 561,94 €	
	Groupe 3 Dépenses afférentes à la structure	13 139,31 €	
Recettes	Groupe 1 Produits de la tarification	104 062,24 €	104 062,24 €

ARTICLE 2 – A compter du 1^{er} janvier 2021, la dotation pour le service d'accompagnement progressif à l'autonomie des jeunes majeurs géré par l'association PLURIELS est fixée comme suit :

$104\,062,24 / 10\,950 \text{ (30 mesures)} = 9,50 \text{ € le prix de journée}$
La dotation sera versée par douzième soit 8 671,85 €

ARTICLE 2 : Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de la date de la présente notification auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (107, rue Servient - 69418 LYON CEDEX 03).

ARTICLE 3 : Mme la Directrice Générale Adjointe Solidarités, M. le Président de l'association Pluriels, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le

/ 8 FEV. 2021

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités

La Directrice Générale Adjointe Solidarités,

Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le 18 Février 2021
Notifié le 18 Février 2021
Identifiant de télétransmission : 185013

Arrêté n°2021-8 portant fixation du prix de journée 2021 du service d'accompagnement progressif en milieu familial (SAPMF) de l'association PLURIELS - 26700 Pierrelatte

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU le Budget Primitif 2021 adopté par l'Assemblée départementale le 12 février 2021 ;

VU les arrêtés conjoints de M. le Préfet de l'Ardèche et de M. le Président du Conseil Départemental en date du 14 décembre 2016 et 17 octobre 2017 portant autorisation accordée à M. le Président de l'Association Pluriels située à Pierrelatte pour la création de 20 places de service d'accompagnement progressif en milieu familial (SAPMF) ;

VU les propositions budgétaires et tarifaires transmises par l'institution gestionnaire de l'établissement ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle retenue à 9 125 journées pour déterminer le tarif de journalier ;

CONSIDERANT la procédure contradictoire suivie ;

Sur proposition conjointe de Madame le Directrice Interrégionale Adjoint de la Direction Interrégionale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse Centre-Est, Directeur Territorial par intérim de la Direction Territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse Drôme-Ardèche, de Madame la Directrice territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse Drôme Ardèche et de Madame la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETEMENT

ARTICLE 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2021 les recettes et les dépenses prévisionnelles du service SAPMF PLURIELS sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montant retenu	Total retenu
Dépenses	Groupe 1 Dépenses afférentes à l'exploitation	29 833,73€ €	525 688,30 €
	Groupe 2 Dépenses afférentes au personnel	449 554,07€	
	Groupe 3 Dépenses afférentes à la structure	46 300,50€	
Recettes	Groupe 1 Produits de la tarification	525 688,30 €	525 688,30€
	Groupe 2 Autres produits relatifs à l'exploitation	0€	

ARTICLE 2 : A compter du 1^{er} janvier 2021, la tarification des prestations du service SAPMF PLURIELS est fixée comme suit :

525 688,30 € / 9 125 journées (100% de taux d'occupation sur 25 places) = **57,61 € soit une diminution de -6,49% % par rapport à 2020**

ARTICLE 3 : Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de la date de la présente notification auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (107, rue Servient - 69418 LYON CEDEX 03).

ARTICLE 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Ardèche, Madame la Directrice Interrégionale de la Direction Interrégionale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse Centre-Est, Mme la Directrice Générale Adjointe Solidarités, M. le Président de Pluriels, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département de l'Ardèche.

/ 8 FEV. 2021

Fait à Privas, le
En trois exemplaires originaux

Le Préfet

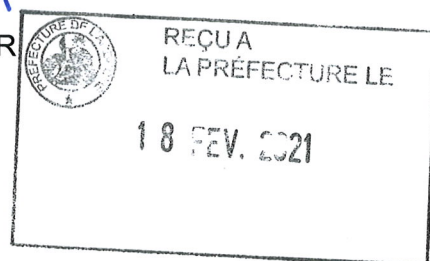


Thierry DEVIMEUX

**Le Président du Conseil
Départemental**

La Directrice Générale Adjointe Solidarités

Géraldine MALATIER



DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Delphine DORSO-GILLES
BP 737
07007 Privas Cedex
ddorsogilles@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-187

Portant fixation, au titre de l'année 2021, du prix de journée du Foyer Appartement de la Croix-Rouge française à Beauchastel.

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, livre 3ème, notamment les articles L312-1, L 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, partie réglementaire, livre 3ème, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU la délibération de l'assemblée délibérante du Département de l'Ardèche en date du 22 juin 2020 portant délégation à la commission permanente de l'ensemble de ses attributions à l'exception de celles qui sont réservées au Conseil Départemental par les articles L. 3312-1 et L.1612-12 à L. 1612-15 du CGCT ;

VU la délibération de la commission permanente en date du 07 septembre 2020 fixant le taux d'évolution maximum des tarifs moyens pour les établissements sociaux et médico-sociaux pour l'année 2021,

VU l'arrêté portant autorisation de création ;

VU les propositions budgétaires et tarifaires présentées par les responsables de l'établissement ;

CONSIDERANT l'activité retenue à 2796 journées ;

CONSIDERANT la procédure contradictoire suivie ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2021, le montant global des charges et produits par groupe fonctionnel de FOYER APPARTEMENT situé à Beauchastel est autorisé comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montant (€)	Total (€)
Charges	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	5 254,00 €	140 443,00 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	112 848,00 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	22 341,00 €	
	Déficit	0,00 €	

	Groupes fonctionnels	Montant (€)	Total (€)
Produits	Groupe I Produit de la tarification hébergement	140 443,00 €	140 443,00 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent	0,00 €	

ARTICLE 2 :

Le tarif journalier applicable pour l'année 2021 est fixé à : 50,23 €

	Tarif proratisé applicable du 1 ^{er} mars 2021 au 31 décembre 2021	Tarif applicable à compter du 1 ^{er} janvier 2022, dans l'attente d'une nouvelle tarification
Tarif journalier FOYER APPARTEMENT	50,28 €	50,23 €

ARTICLE 3 : Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de la date de la présente notification auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (Cour administrative de Lyon – Palais des juridictions administratives - 184 rue Duguesclin – 69 433 Lyon Cedex 3).

ARTICLE 4 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, et Madame La Directrice du FOYER APPARTEMENT sont chargé(e)s, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le 11 février 2021

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités

Géraldine MALATIER



Reçu à la Préfecture le 23/02/2021
Notifié le 26/02/2021
Identifiant de télétransmission : 186614

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Patrimoine, Numérique, Mobilités
Systèmes d'Information et Usages Numériques

Catherine ALLIGIER
BP737 - 07007 PRIVAS
04 75 66 71 38
secretariat.dsi@ardeche.fr

DÉCISION n°2021-65

Portant renouvellement de l'adhésion à l'association ADIRA pour l'année 2021

LE PRESIDENT,

- Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 3211-2,
- Vu** la délibération du Conseil Départemental n°0.72.1 du 30 novembre 2015 autorisant l'adhésion à l'association ADIRA,
- Vu** la délibération n°6.17.2 du 17 juin 2019 donnant délégation au Président du Conseil Départemental, notamment son paragraphe 7,
- Vu** la décision n°2020-127 du 26 février 2020 portant renouvellement de l'adhésion à l'association ADIRA pour l'année 2020

Considérant que l'association ADIRA, est une structure d'accueil et de mise en relation de tous les acteurs régionaux des technologies de l'information ;

Considérant que cette association, a pour objet d'établir une concertation entre ses adhérents afin d'étudier toutes les questions intéressant les systèmes d'information et les nouvelles technologies de l'information et de la communication ;

Considérant que l'adhésion du département à cette association présente à cet égard un intérêt départemental ;

DECIDE

DÉCIDE

Article 1 : Le Département renouvelle son adhésion à l'association ADIRA pour l'année 2021.

Article 2 : La présente décision pourra faire l'objet :

- d'un recours gracieux
- d'un recours pour excès de pouvoir au Tribunal Administratif de Lyon
(184 rue Duguesclin – 69433 LYON Cedex 03)

Dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services Départementaux est chargé de la mise en œuvre de la présente décision, qui sera notifiée à ladite association et publiée au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Privas le 17/02/2021

Le Président,
Monsieur Laurent UGHETTO

Reçu à la Préfecture le 23/02/21

identifiant de télétransmission: 184680

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Patrimoine, Numérique, Mobilités
Systèmes d'Information et Usages Numériques

Catherine ALLIGIER
BP 737 - 07007 PRIVAS
04 75 66 71 38
secretariat.dsi@ardeche.fr

DÉCISION n°2021-66

Portant renouvellement de l'adhésion à l'association COTER CLUB pour l'année 2021

LE PRÉSIDENT,

- Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 3211-2,
- Vu** la délibération du Conseil Départemental n°0.75.1 du 06 juillet 2015 autorisant l'adhésion à l'association Coter Club,
- Vu** la délibération n°6.17.2 du 17 juin 2019 donnant délégation au Président du Conseil Départemental, notamment son paragraphe 7,
- Vu** la décision n°2020-128 du 26 février 2020 portant renouvellement de l'adhésion à l'association Coter Club pour l'année 2020

Considérant que l'association Coter Club, située au carrefour de différents métiers des systèmes d'information et des nouvelles technologies de l'information et de la communication, a pour mission la veille technologique et de proposer des activités s'y rapportant ;

Considérant que cette association, importante dans le monde de l'informatique sur le territoire, met en œuvre un congrès annuel et des groupes de travail ;

Considérant que l'adhésion du département à cette association présente à cet égard un intérêt départemental ;

DECIDE

Article 1 : Le Département renouvelle son adhésion à l'association Coter Club pour l'année 2021.

Article 2 : La présente décision pourra faire l'objet :

- d'un recours gracieux
- d'un recours pour excès de pouvoir au Tribunal Administratif de Lyon
(184 rue Duguesclin – 69433 LYON Cedex 03)

Dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services Départementaux est chargé de la mise en œuvre de la présente décision, qui sera notifiée à ladite association et publiée au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Privas le 17/02/2021

Le Président,
Monsieur Laurent UGHETTO



Reçu à la Préfecture le 23/02/21

identifiant de transmission : 184682

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Direction Générale des Services (DGS)
Dir Etude Juridique et Ressources
Documentaires

Perrine MALBOS
BP 737
07007 Privas Cedex
Tél : 04.75.66.71.14
sejrd@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-114

portant composition de la Commission Consultative Paritaire Départementale de l'Ardèche

LE PRESIDENT,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, et notamment les articles L.421-6 et R.421-27 et suivants,

VU l'élection de M. Laurent UGHETTO en qualité de Président du Conseil Départemental en date du 10 juillet 2017,

VU le procès-verbal en date du 5 janvier 2017 proclamant les résultats de l'élection de la commission consultative paritaire départementale de l'Ardèche, et le procès-verbal rectificatif du 19 janvier 2017,

VU l'arrêté n° 2020-197 du Président du Conseil Départemental du 5 juin 2020 fixant la composition de la commission consultative paritaire départementale de l'Ardèche,

CONSIDERANT que la signature s'entend indifféremment comme pouvant prendre une forme manuscrite ou électronique,

ARRETE

Article 1er: La Commission Consultative Paritaire Départementale de l'Ardèche est composée des membres suivants:

	Membres Titulaires	Membres suppléants
Représentants du Département	Sylvie DUBOIS, Conseillère Départementale déléguée à la Famille, à la Parentalité et à la Solidarité Internationale PRESIDENTE	Denis DUCHAMP, Vice-Président en charge de la Protection de l'Enfance et de la Lutte contre la Précarité
	Nathalie FREYNET Médecin départemental en charge de la coordination des missions de la PMI et des centres de planification familiale, de la Santé Publique, du parcours de soins des enfants confiés à l'ASE, et médecin référent du CLAT	Isabelle HACHE, Puéricultrice Coordinatrice de PMI, Conseillère technique en charge des contrôles d'établissements
	Aurélia DUBUIS-PELLIZZARI, Chef du Service Ressources Enfance et Famille	Bruce LARRIEU, Chef du Service Protection de l'Enfance
	Amélie HOUDART, Chef du Service Etudes Juridiques et Ressources Documentaires	Perrine MALBOS, Chargée d'Etudes Juridiques Service Etudes Juridiques et Ressources Documentaires
Représentants des assistants maternels et familiaux	Jeanne JOFFRE, Liste CGT	Christine VIDIL, Liste CGT
	Elisabeth BOCQUET, Liste CGT	Emilia NOBRE, Liste CGT
	Bénédicte REBOUL, Liste Indépendants	Sophie MERCADIER, Liste Indépendants
	Isabelle CHATELAIN Liste CFDT	Aline BREYSSE, Liste CFDT

Article 2 : L'arrêté n° 2020-199 du Président du Conseil Départemental du 05 juin 2020 fixant la composition de la commission consultative paritaire départementale de l'Ardèche est abrogé.

Article 3: Le présent arrêté pourra faire l'objet :

- d'un recours gracieux,
- et/ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69433 LYON Cedex 03, dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

Article 4: Le Directeur Général des Services et les intéressés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Fait à Privas le

23 FEV. 2021

Le Président,
Monsieur Laurent UGHETTO



Reçu à la Préfecture le **23/02/2021**
Affiché en l'Hôtel du département le **24/02/2021**
Identifiant de télétransmission : **185524**

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Delphine DORSO-GILLES
BP 737
07007 Privas Cedex
ddorsogilles@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-133

Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à l'hébergement de la Résidence Autonomie "Saint-Antoine" à Aubenas.

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU le règlement départemental d'aide sociale de l'Ardèche en vigueur ;

VU la délibération de l'assemblée délibérante du Département de l'Ardèche en date du 22 juin 2020 portant délégation à la commission permanente de l'ensemble de ses attributions à l'exception de celles qui sont réservées au Conseil Départemental par les articles L. 3312-1 et L. 1612-12 à L. 1612-15 du CGCT ;

VU la délibération de la commission permanente en date du 07 septembre 2020, fixant le taux d'évolution maximum des tarifs moyens pour les établissements sociaux et médico-sociaux pour l'année 2021,

VU les propositions budgétaires et tarifaires transmises par l'institution gestionnaire de l'établissement ;

Vu l'arrêté n° 2021-103 portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs afférents à l'hébergement de la résidence autonomie Saint-Antoine à Aubenas ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle retenue à 27 375 journées pour déterminer le tarif hébergement ;

CONSIDERANT le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens conclu entre l'Agence Régionale de Santé, le Département et MUTUALITE FRANÇAISE ARDECHE DROME gestionnaire de l'EHPA RESIDENCE SAINT ANTOINE à Aubenas pour la période 2015-2021 ;

CONSIDERANT l'erreur constatée à l'article 1 de l'arrêté 2021-103 dans la fixation des tarifs hébergement et l'impact sur l'article fixant les produits de tarification ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté 2021-103 du 5 janvier 2021 est retiré.

ARTICLE 2 : Le tarif journalier hébergement permanent (par personne), applicable aux résidents de la EHPA RESIDENCE SAINT ANTOINE à Aubenas est fixé ainsi qu'il suit :

	Tarifs applicables à compter du 1^{er} janvier 2021
T1 1 personne	35,50 €
T1 bis 1 personne	40,21 €
T1 bis 2 personnes	28,41 €
T2 2 personnes	31,65 €

ARTICLE 3 : Les tarifs des repas applicables aux résidents de la EHPA RESIDENCE SAINT ANTOINE à Aubenas sont fixés ainsi qu'il suit :

	Tarifs applicables à compter du 1^{er} janvier 2021
Petit déjeuner	1,42 €
Déjeuner	6,45 €
Diner	3,27 €
Total	11,14 €

ARTICLE 4 : Pour l'exercice 2021, les produits de la tarification de l'EHPA RESIDENCE SAINT ANTOINE à Aubenas s'élèvent à **1 381 890,00 €**.

ARTICLE 5 : En cas d'absence pour hospitalisation ou autre motif de plus de 72h, le tarif hébergement est minoré du montant du forfait journalier hospitalier en vigueur.

ARTICLE 6 : L'aide sociale à l'hébergement servie par le Département de l'Ardèche est maintenue jusqu'à 60 jours consécutifs d'absence du bénéficiaire pour cause d'hospitalisation ou 35 jours consécutifs d'absence pour un autre motif.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69 433 LYON Cedex 03).

ARTICLE 8 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Madame La Directrice de la EHPA RESIDENCE SAINT ANTOINE de Aubenas sont chargé(e)s, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le **05 FEV. 2021**

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités


La Directrice Générale Adjointe Solidarités,

Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le **8/02/2021**
Notifié le **10/02/2021**
Identifiant de télétransmission : **185884**



DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Juliette LEMAIRE
BP 737
07007 Privas Cedex
jlemaire@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-134

Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à la dépendance et du forfait global dépendance de l'EHPAD "Les Opalines" à TOURNON SUR RHONE

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU la délibération de l'assemblée délibérante du Département de l'Ardèche en date du 22 juin 2020 portant délégation à la commission permanente de l'ensemble de ses attributions à l'exception de celles qui sont réservées au Conseil Départemental par les articles L. 3312-1 et L. 1612-12 à L. 1612-15 du CGCT ;

VU la délibération de la commission permanente en date du 07 septembre 2020, fixant le taux d'évolution maximum des tarifs moyens pour les établissements sociaux et médico-sociaux pour l'année 2021,

VU l'arrêté n°2021-14 portant fixation, au titre de l'année 2021, de la valeur du point groupe iso-ressources (GIR) départemental ;

VU l'arrêté conjoint ARS et Conseil Départemental en date du lundi 3 juillet 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à SARL "LES OPALINES" pour le fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées EHPAD "LES OPALINES" situé à Tournon-sur-Rhône,

VU la convention du 11 décembre 2009 relative aux modalités de paiement de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie en établissements ardéchois et drômois, conclue entre les Départements de l'Ardèche et de la Drôme,

CONSIDERANT le Gir Moyen Pondéré de l'établissement fixé à 807 ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle « réelle » retenue à 20 879 journées ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 : A compter du 1^{er} janvier 2021, le forfait global dépendance alloué à l'EHPAD "LES OPALINES" à Tournon-sur-Rhône est fixé comme suit :

Forfait Global Dépendance	400 089,53 €
Dont reprise de résultats antérieurs	0,00 €

ARTICLE 2 : Les tarifs afférents à la dépendance, applicables aux résidents âgés de 60 ans et plus de l'EHPAD "LES OPALINES" à Tournon-sur-Rhône sont fixés comme suit :

		Tarifs à compter du 1^{er} février 2021
Résident de plus de 60 ans	GIR 1 et 2	20,81 €
	GIR 3 et 4	13,21 €
	GIR 5 et 6 (ticket modérateur)	5,60 €

ARTICLE 3 : A compter du 1^{er} janvier 2021, la dotation globale afférente à la dépendance, apportée par le Conseil Départemental de l'Ardèche, est fixée comme suit :

Dotation globale annuelle	224 524,44 €
Quote-part mensuelle à verser par douzième	18 710,37 €
<i>Quote-part Ardèche</i>	<i>142 969,27 €</i>
<i>Quote-part Drôme</i>	<i>81 555,17 €</i>

Conformément aux dispositions prévues au II de l'article L. 232-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles, l'Allocation Personnalisée d'Autonomie, attribuée aux ressortissants du Département de l'Ardèche, sera versée directement à l'établissement d'accueil sous forme d'une dotation budgétaire globale afférente à la dépendance.

L'Allocation Personnalisée d'Autonomie, attribuée par les départements extérieurs à leurs ressortissants et servie de manière individualisée, sera également directement versée à l'établissement d'accueil, en application du 7^{ème} alinéa de l'article L. 232-8 susvisé.

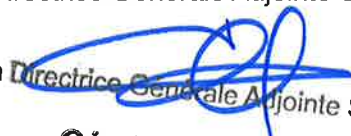
ARTICLE 4 : En cas d'absence pour convenances personnelles, sous réserve d'information préalable conformément au délai défini au contrat de séjour, ou en cas d'absence pour hospitalisation avec hébergement, le tarif dépendance restant à la charge du résident n'est pas facturé.

ARTICLE 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69433 LYON CEDEX 03) dans le délai franc d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification.

ARTICLE 6 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Madame La Directrice de l'EHPAD "LES OPALINES" à Tournon-sur-Rhône, sont chargé(e)s, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le **05 FEV. 2021**

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités


Géraldine MALATIER
La Directrice Générale Adjointe Solidarités,

Reçu à la Préfecture le **08/02/2021**
Notifié le **11/02/2021**
Identifiant de télétransmission : **125291**



DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Juliette LEMAIRE
BP 737
07007 Privas Cedex
jlemaire@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-135

Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à l'hébergement de l'Etablissement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) "Les Opalines" à TOURNON SUR RHONE.

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU le règlement départemental d'aide sociale de l'Ardèche en vigueur ;

VU la délibération de l'assemblée délibérante du Département de l'Ardèche en date du 22 juin 2020 portant délégation à la commission permanente de l'ensemble de ses attributions à l'exception de celles qui sont réservées au Conseil Départemental par les articles L. 3312-1 et L. 1612-12 à L. 1612-15 du CGCT ;

VU l'arrêté conjoint ARS et Conseil Départemental en date du lundi 3 juillet 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à SARL "LES OPALINES" pour le fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées EHPAD "LES OPALINES" situé à Tournon-sur-Rhône ;

VU l'arrêté du 24 décembre 2020 relatif aux prix des prestations d'hébergement de certains établissements accueillant des personnes âgées ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2005 portant habilitation partielle au titre de l'Aide Sociale pour 10 places d'hébergement permanent en faveur de la Résidence « Les Opalines » à Tournon-sur-Rhône

VU les propositions budgétaires et tarifaires transmises par l'institution gestionnaire de l'établissement ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle retenue à 21 334 journées pour déterminer le tarif hébergement ;

CONSIDERANT le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens conclu entre l'Agence Régionale de Santé, le Département et SARL "LES OPALINES" gestionnaire de l'EHPAD "LES OPALINES" à Tournon-sur-Rhône pour la période 2020-2024 ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le tarif journalier hébergement (par personne), applicable aux résidents bénéficiaires de l'aide sociale de l'EHPAD "LES OPALINES" à Tournon-sur-Rhône est fixé ainsi qu'il suit :

	Tarifs applicables à compter du 1er février 2021
Tarif journalier hébergement Permanent + de 60 ans.	52,86 €
Tarif journalier hébergement Permanent moins de 60 ans*	71,34 €

*dont part hébergement 52,86 € et part dépendance 18,48 €.

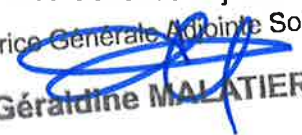
ARTICLE 2 : En cas d'absence pour hospitalisation ou autre motif de plus de 72h, le tarif hébergement est minoré du montant du forfait journalier hospitalier en vigueur.

ARTICLE 3 : L'aide sociale à l'hébergement servie par le Département de l'Ardèche est maintenue jusqu'à 60 jours consécutifs d'absence du bénéficiaire pour cause d'hospitalisation ou 35 jours consécutifs d'absence pour un autre motif.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69 433 LYON Cedex 03).

ARTICLE 5 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Madame La Directrice de l'EHPAD EHPAD "LES OPALINES" à Tournon-sur-Rhône sont chargé(e)s, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le **05 FEV. 2021**

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités
La Directrice Générale Adjointe Solidarités,

Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le 08/02/2021
Notifié le 11/02/2021
Identifiant de télétransmission : 185915



DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Juliette LEMAIRE
BP 737
07007 Privas Cedex
jlemaire@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-142

Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à la dépendance et du forfait global dépendance de l'EHPAD "Fernand Laffont" à Le Cheylard

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU la délibération de l'assemblée délibérante du Département de l'Ardèche en date du 22 juin 2020 portant délégation à la commission permanente de l'ensemble de ses attributions à l'exception de celles qui sont réservées au Conseil Départemental par les articles L. 3312-1 et L. 1612-12 à L. 1612-15 du CGCT ;

VU la délibération de la commission permanente en date du 07 septembre 2020, fixant le taux d'évolution maximum des tarifs moyens pour les établissements sociaux et médico-sociaux pour l'année 2021,

VU l'arrêté n°2021-14 portant fixation, au titre de l'année 2021, de la valeur du point groupe iso-ressources (GIR) départemental ;

VU l'arrêté conjoint ARS et Conseil Départemental en date du mardi 3 janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée au CH DU CHEYLARD pour le fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées « EHPAD DE L'HOPITAL DE CHEYLARD » situé à Le Cheylard,

VU la convention du 11 décembre 2009 relative aux modalités de paiement de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie en établissements ardéchois et drômois, conclue entre les Départements de l'Ardèche et de la Drôme,

CONSIDERANT le Gir Moyen Pondéré de l'établissement fixé à 695 ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle « réelle » retenue à 34 210 journées ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 : A compter du 1^{er} janvier 2021, le forfait global dépendance alloué à l'EHPAD DE L'HOPITAL DE CHEYLARD à Le Cheylard est fixé comme suit :

Forfait Global Dépendance	637 284,81 €
Dont reprise de résultats antérieurs	0,00 €

ARTICLE 2 : Les tarifs afférents à la dépendance, applicables aux résidents âgés de 60 ans et plus de l'EHPAD DE L'HOPITAL DE CHEYLARD à Le Cheylard sont fixés comme suit :

		Tarifs à compter du 1^{er} février 2021
Résident de plus de 60 ans	GIR 1 et 2	22,60 €
	GIR 3 et 4	14,34 €
	GIR 5 et 6 (ticket modérateur)	6,09 €

ARTICLE 3 : A compter du 1^{er} janvier 2021, la dotation globale afférente à la dépendance, apportée par le Conseil Départemental de l'Ardèche, est fixée comme suit :

Dotation globale annuelle	407 854,20 €
Quote-part mensuelle à verser par douzième	33 987,85 €
<i>Quote-part Ardèche</i>	399 291,58 €
<i>Quote-part Drôme</i>	8 562,62 €

Conformément aux dispositions prévues au II de l'article L. 232-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles, l'Allocation Personnalisée d'Autonomie, attribuée aux ressortissants du Département de l'Ardèche, sera versée directement à l'établissement d'accueil sous forme d'une dotation budgétaire globale afférente à la dépendance.

L'Allocation Personnalisée d'Autonomie, attribuée par les départements extérieurs à leurs ressortissants et servie de manière individualisée, sera également directement versée à l'établissement d'accueil, en application du 7^{ème} alinéa de l'article L. 232-8 susvisé.

ARTICLE 4 : En cas d'absence pour convenances personnelles, sous réserve d'information préalable conformément au délai défini au contrat de séjour, ou en cas d'absence pour hospitalisation avec hébergement, le tarif dépendance restant à la charge du résident n'est pas facturé.

ARTICLE 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69433 LYON CEDEX 03) dans le délai franc d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification.

ARTICLE 6 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Monsieur Le Directeur de l'EHPAD DE L'HOPITAL DE CHEYLARD à Le Cheylard, sont chargé(e)s, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le **05 FEV. 2021**

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités

~~La Directrice Générale Adjointe Solidarités,~~

Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le 08/02/2021
Notifié le 11/02/2021
Identifiant de télétransmission : 186 038



DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Juliette LEMAIRE
BP 737
07007 Privas Cedex
jlemaire@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-143

Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à l'hébergement de l'Etablissement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) "Fernand Laffont" à Le Cheylard.

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU le règlement départemental d'aide sociale de l'Ardèche en vigueur ;

VU la délibération de l'assemblée délibérante du Département de l'Ardèche en date du 22 juin 2020 portant délégation à la commission permanente de l'ensemble de ses attributions à l'exception de celles qui sont réservées au Conseil Départemental par les articles L. 3312-1 et L. 1612-12 à L. 1612-15 du CGCT ;

VU la délibération de la commission permanente en date du 07 septembre 2020, fixant le taux d'évolution maximum des tarifs moyens pour les établissements sociaux et médico-sociaux pour l'année 2021,

VU l'arrêté conjoint ARS et Conseil Départemental en date du mardi 3 janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à CH DU CHEYLARD pour le fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées EHPAD DE L'HOPITAL DE CHEYLARD situé à Le Cheylard;

VU les propositions budgétaires et tarifaires transmises par l'institution gestionnaire de l'établissement ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle retenue à 35 400 journées pour déterminer le tarif hébergement ;

CONSIDERANT la procédure contradictoire suivie ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le tarif journalier hébergement (par personne), applicable aux résidents de l'EHPAD DE L'HOPITAL DE CHEYLARD à Le Cheylard est fixé ainsi qu'il suit :

	Tarifs applicables à compter du 1er février 2021
Tarif journalier hébergement Permanent + de 60 ans.	46,56 €
Tarif journalier hébergement Permanent moins de 60 ans*	64,21 €

*dont part hébergement 46,56 € et part dépendance 17,65 €.

ARTICLE 2 : Pour l'exercice 2021, le montant global des charges et produits de la section hébergement de l'EHPAD DE L'HOPITAL DE CHEYLARD à Le Cheylard est autorisé comme suit :

TOTAL CHARGES AUTORISEES	1 750 819,90 €
TOTAL PRODUITS	1 750 819,90 €
• Dont Produits de la tarification	1 646 100,00 €

ARTICLE 3 : En cas d'absence pour hospitalisation ou autre motif de plus de 72h, le tarif hébergement est minoré du montant du forfait journalier hospitalier en vigueur.

ARTICLE 4 : L'aide sociale à l'hébergement servie par le Département de l'Ardèche est maintenue jusqu'à 60 jours consécutifs d'absence du bénéficiaire pour cause d'hospitalisation ou 35 jours consécutifs d'absence pour un autre motif.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69 433 LYON Cedex 03).

ARTICLE 6 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Monsieur Le Directeur de l'EHPAD EHPAD DE L'HOPITAL DE CHEYLARD à Le Cheylard sont chargé(e)s, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le **05 FEV. 2021**

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités
La Directrice Générale Adjointe Solidarités,


Géraldine MALATIER



Reçu à la Préfecture le 08/02/2021
Notifié le 11/02/2021
Identifiant de télétransmission : 186040

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Marie-Laure GRILLET
BP 737
07007 Privas Cedex
mlgrillet@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-144

Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à l'hébergement de la résidence "LE ROCHER DE MIDI" à MONTPEZAT-SOUS-BAUZON

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU le règlement départemental d'aide sociale de l'Ardèche en vigueur ;

VU la délibération de l'assemblée délibérante du Département de l'Ardèche en date du 22 juin 2020 portant délégation à la commission permanente de l'ensemble de ses attributions à l'exception de celles qui sont réservées au Conseil Départemental par les articles L. 3312-1 et L. 1612-12 à L. 1612-15 du CGCT ;

VU la délibération de la commission permanente en date du 7 septembre 2020, fixant le taux d'évolution maximum des tarifs moyens pour les établissements sociaux et médico-sociaux pour l'année 2021,

VU l'arrêté en date du 19 mai 2009 portant autorisation de création d'un logement-foyer délivrée au « CCAS DE MONTPEZAT-SOUS-BAUZON » pour le fonctionnement de la « RESIDENCE LE ROCHER DE MIDI » située à MONTPEZAT-SOUS-BAUZON ;

VU les propositions budgétaires et tarifaires transmises par l'institution gestionnaire de l'établissement ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle retenue à 3 945 journées pour déterminer le tarif hébergement ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le tarif journalier hébergement permanent (par personne), applicable aux résidents de la RESIDENCE SERVICE "LE ROCHER DE MIDI" à Montpezat-sous-Bauzon est fixé ainsi qu'il suit :

	Tarifs applicables à compter du 1 ^{er} février 2021
Chambre simple	30,96 €
Chambre double	23,38 €

ARTICLE 2 : Les tarifs des repas applicables aux résidents de la RESIDENCE SERVICE "LE ROCHER DE MIDI" à Montpezat-sous-Bauzon sont fixés ainsi qu'il suit :

	Tarifs applicables à compter du 1 ^{er} février 2021
Petit déjeuner	1,53 €
Déjeuner	4,58 €
Diner	4,07 €
Total	10,18 €

Collation ou goûter	1,00 €
---------------------	--------

ARTICLE 3 : Pour l'exercice 2021, les produits de la tarification de la RESIDENCE SERVICE "LE ROCHER DE MIDI" à Montpezat-sous-Bauzon s'élèvent à **142 394,44 €**.

ARTICLE 4 : En cas d'absence pour hospitalisation ou autre motif de plus de 72h, le tarif hébergement est minoré du montant du forfait journalier hospitalier en vigueur.

ARTICLE 5 : L'aide sociale à l'hébergement servie par le Département de l'Ardèche est maintenue jusqu'à 60 jours consécutifs d'absence du bénéficiaire pour cause d'hospitalisation ou 35 jours consécutifs d'absence pour un autre motif.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69 433 LYON Cedex 03).

ARTICLE 7 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Monsieur Le Directeur de la RESIDENCE SERVICE "LE ROCHER DE MIDI" de Montpezat-sous-Bauzon sont chargé(e)s, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le

29 JAN. 2021

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités

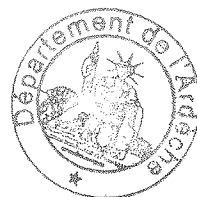
La Directrice Générale Adjointe Solidarités

Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le **08 FEV. 2021**

Notifié le **10 FEV. 2021**

Identifiant de télétransmission : 186101



DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Marie-Laure GRILLET
BP 737
07007 Privas Cedex
mlgrillet@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-162

Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à la dépendance et du forfait global dépendance de l'EHPAD "LES MURIERS" à SAINT SAUVEUR DE MONTAGUT

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU la délibération de l'assemblée délibérante du Département de l'Ardèche en date du 22 juin 2020 portant délégation à la commission permanente de l'ensemble de ses attributions à l'exception de celles qui sont réservées au Conseil Départemental par les articles L. 3312-1 et L. 1612-12 à L. 1612-15 du CGCT ;

VU la délibération de la commission permanente en date du 7 septembre 2020, fixant le taux d'évolution maximum des tarifs moyens pour les établissements sociaux et médico-sociaux pour l'année 2021,

VU l'arrêté n°2021-14 portant fixation, au titre de l'année 2021, de la valeur du point groupe iso-ressources (GIR) départemental ;

VU l'arrêté conjoint ARS n°2016-7447 et Conseil Départemental n°2017-82 en date du mardi 3 janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à ASSOCIATION "LES MURIERS" pour le fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées EHPAD "LES MURIERS" situé à Saint-Sauveur-de-Montagut,

VU l'arrêté n°2021-59 portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à la dépendance et du forfait global dépendance de l'EHPAD « LES MURIERS » à SAINT-SAUVEUR-DE-MONTAGUT ;

VU la convention du 11 décembre 2009 relative aux modalités de paiement de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie en établissements ardéchois et drômois, conclue entre les Départements de l'Ardèche et de la Drôme,

CONSIDERANT le Gir Moyen Pondéré de l'établissement fixé à 695 ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle « réelle » retenue à 28867 journées ;

CONSIDERANT la possibilité laissée à l'autorité de tarification de ne pas appliquer tout ou partie de la modulation de la part du forfait global relatif à la dépendance en fonction de l'activité ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°2021-59 du 5 janvier 2021 est retiré.

ARTICLE 2 : A compter du 1^{er} janvier 2021, le forfait global dépendance alloué à l'EHPAD "LES MURIERS" à Saint-Sauveur-de-Montagut est fixé comme suit :

Forfait Global Dépendance	507 796,85 €
Dont reprise de résultats antérieurs	0,00 €

ARTICLE 3 : Les tarifs afférents à la dépendance, applicables aux résidents âgés de 60 ans et plus de l'EHPAD "LES MURIERS" à Saint-Sauveur-de-Montagut sont fixés comme suit :

		Tarifs à compter du 1^{er} février 2021
Résident de plus de 60 ans	GIR 1 et 2	20,70 €
	GIR 3 et 4	13,14 €
	GIR 5 et 6 (ticket modérateur)	5,57 €

ARTICLE 4 : A compter du 1^{er} janvier 2021, la dotation globale afférente à la dépendance, apportée par le Conseil Départemental de l'Ardèche, est fixée comme suit :

Dotation globale annuelle	316 875,96 €
Quote-part mensuelle à verser par douzième	26 406,33 €
<i>Quote-part Ardèche</i>	<i>214 508,14 €</i>
<i>Quote-part Drôme</i>	<i>102 367,82 €</i>

Conformément aux dispositions prévues au II de l'article L. 232-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles, l'Allocation Personnalisée d'Autonomie, attribuée aux ressortissants du Département de l'Ardèche, sera versée directement à l'établissement d'accueil sous forme d'une dotation budgétaire globale afférente à la dépendance.

L'Allocation Personnalisée d'Autonomie, attribuée par les départements extérieurs à leurs ressortissants et servie de manière individualisée, sera également directement versée à l'établissement d'accueil, en application du 7^{ème} alinéa de l'article L. 232-8 susvisé.

ARTICLE 5 : En cas d'absence pour convenances personnelles, sous réserve d'information préalable conformément au délai défini au contrat de séjour, ou en cas d'absence pour hospitalisation avec hébergement, le tarif dépendance restant à la charge du résident n'est pas facturé.

ARTICLE 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69433 LYON CEDEX 03) dans le délai franc d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification.

ARTICLE 7 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Madame La Directrice de l'EHPAD "LES MURIERS" à Saint-Sauveur-de-Montagut, sont chargé(e)s, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le 16 FEV. 2021

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités


Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le 16/02/2021

Notifié le

Identifiant de télétransmission : 186574

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Marie-Laure GRILLET
BP 737
07007 Privas Cedex
mlgrillet@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-163

Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à l'hébergement de l'EHPAD "LES MURIERS" à SAINT-SAUVEUR-DE-MONTAGUT

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU le règlement départemental d'aide sociale de l'Ardèche en vigueur ;

VU la délibération de l'assemblée délibérante du Département de l'Ardèche en date du 22 juin 2020 portant délégation à la commission permanente de l'ensemble de ses attributions à l'exception de celles qui sont réservées au Conseil Départemental par les articles L. 3312-1 et L. 1612-12 à L. 1612-15 du CGCT ;

VU la délibération de la commission permanente en date du 7 septembre 2020, fixant le taux d'évolution maximum des tarifs moyens pour les établissements sociaux et médico-sociaux pour l'année 2021,

VU l'arrêté conjoint ARS n°2016-7447 et Conseil Départemental n°2017-82 en date du mardi 3 janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à ASSOCIATION "LES MURIERS" pour le fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées EHPAD "LES MURIERS" situé à Saint-Sauveur-de-Montagut;

VU les propositions budgétaires et tarifaires transmises par l'institution gestionnaire de l'établissement ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle retenue à 29474 journées pour déterminer le tarif hébergement ;

CONSIDERANT la procédure contradictoire suivie ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le tarif journalier hébergement (par personne), applicable aux résidents de l'EHPAD "LES MURIERS" à Saint-Sauveur-de-Montagut est fixé ainsi qu'il suit :

	Tarifs applicables à compter du 1er février 2021
Tarif journalier hébergement Permanent + de 60 ans. Chambre simple	51,46 €
Tarif journalier hébergement Permanent + de 60 ans. Chambre double	45,40 €
Tarif journalier hébergement Permanent + de 60 ans. Grande chambre	56,50 €
Tarif journalier hébergement Permanent moins de 60 ans*	69,09 €

*dont part hébergement 51,21 € et part dépendance 17,88 €.

ARTICLE 2 : Pour l'exercice 2021, le montant global des charges et produits de la section hébergement de l'EHPAD "LES MURIERS" à Saint-Sauveur-de-Montagut est autorisé comme suit :

TOTAL CHARGES AUTORISEES	1 631 694,10 €
TOTAL PRODUITS	1 631 694,10 €
• Dont Produits de la tarification	1 507 595,10 €

ARTICLE 3 : En cas d'absence pour hospitalisation ou autre motif de plus de 72h, le tarif hébergement est minoré du montant du forfait journalier hospitalier en vigueur.


ARTICLE 4 : L'aide sociale à l'hébergement servie par le Département de l'Ardèche est maintenue jusqu'à 60 jours consécutifs d'absence du bénéficiaire pour cause d'hospitalisation ou 35 jours consécutifs d'absence pour un autre motif.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69 433 LYON Cedex 03).

ARTICLE 6 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Madame La Directrice de l'EHPAD "LES MURIERS" à Saint-Sauveur-de-Montagut sont chargé(e)s, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le 16 FEV. 2021

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités


Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le 16/02/2021
Notifié le
Identifiant de télétransmission : 136440

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Delphine DORSO-GILLES
BP 737
07007 Privas Cedex
ddorsogilles@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-173

Modifiant l'arrêté n° 2021-101 portant, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à l'hébergement de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées (EHPA) "Les Jardins d'Helvie" à Alba la Romaine.

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU le règlement départemental d'aide sociale de l'Ardèche en vigueur ;

VU la délibération de l'assemblée délibérante du Département de l'Ardèche en date du 22 juin 2020 portant délégation à la commission permanente de l'ensemble de ses attributions à l'exception de celles qui sont réservées au Conseil Départemental par les articles L. 3312-1 et L. 1612-12 à L. 1612-15 du CGCT ;

VU la délibération de la commission permanente en date du 07 septembre 2020, fixant le taux d'évolution maximum des tarifs moyens pour les établissements sociaux et médico-sociaux pour l'année 2021,

VU les propositions budgétaires et tarifaires transmises par l'institution gestionnaire de l'établissement ;

VU l'arrêté 2021-101 portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à l'hébergement de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées (EHPA) « Les Jardins d'Helvie » à Alba la Romaine ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle retenue à 6 205 journées pour déterminer le tarif hébergement ;

CONSIDERANT le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens conclu entre l'Agence Régionale de Santé, le Département et MUTUALITE FRANÇAISE ARDECHE DROME gestionnaire de l'RA LES JARDINS D'HELVIE à Alba-la-Romaine pour la période 2015-2021 ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'article 1 de l'arrêté n° 2021-101 du 5 janvier 2021 est modifié comme il suit

	Tarifs applicables à compter du 1 ^{er} janvier 2021
F1 bis 1 personne	42,90 €
F1 bis 2 personnes	25,53 €
Moins de 60 ans	46,12 €

Les autres articles restent inchangés.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69 433 LYON Cedex 03).

ARTICLE 3 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Madame La Directrice de la RA LES JARDINS D'HELVIE de Alba-la-Romaine sont chargé(e)s, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le 8 février 2021

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités


Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le 16/02/2021
Notifié le 19/02/2021
Identifiant de télétransmission : 186514

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Delphine DORSO-GILLES
BP 737
07007 Privas Cedex
ddorsogilles@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-174

Modifiant l'arrêté n° 2021-133 portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à l'hébergement de la Résidence Autonomie "Saint-Antoine" à Aubenas.

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU le règlement départemental d'aide sociale de l'Ardèche en vigueur ;

VU la délibération de l'assemblée délibérante du Département de l'Ardèche en date du 22 juin 2020 portant délégation à la commission permanente de l'ensemble de ses attributions à l'exception de celles qui sont réservées au Conseil Départemental par les articles L. 3312-1 et L. 1612-12 à L. 1612-15 du CGCT ;

VU la délibération de la commission permanente en date du 07 septembre 2020, fixant le taux d'évolution maximum des tarifs moyens pour les établissements sociaux et médico-sociaux pour l'année 2021,

VU l'arrêté 2021-133 du 5 février 2021 portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à l'hébergement de la Résidence Autonomie « Saint-Antoine » à Aubenas ;

VU les propositions budgétaires et tarifaires transmises par l'institution gestionnaire de l'établissement ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle retenue à 27 375 journées pour déterminer le tarif hébergement ;

CONSIDERANT le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens conclu entre l'Agence Régionale de Santé, le Département et MUTUALITE FRANÇAISE ARDECHE DROME gestionnaire de l'EHPA RESIDENCE SAINT ANTOINE à Aubenas pour la période 2015-2021 ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'article 1 de l'arrêté n° 2021-133 du 5 janvier 2021 est modifié comme il suit :

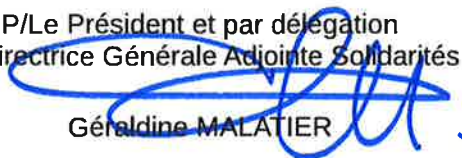
	Tarifs applicables à compter du 1 ^{er} janvier 2021
T1 1 personne	35,50 €
T1 bis 1 personne	40,21 €
T1 bis 2 personnes	28,41 €
T2 2 personnes	31,65 €
Moins de 60 ans	44,87 €

Les autres articles restent inchangés.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69 433 LYON Cedex 03).

ARTICLE 8 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Madame La Directrice de la EHPA RESIDENCE SAINT ANTOINE de Aubenas sont chargé(e)s, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le 8 février 2021

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités

Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le 16/02/2021
Notifié le 18/02/2021
Identifiant de télétransmission : 186 516

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Delphine DORSO-GILLES
BP 737
07007 Privas Cedex
ddorsogilles@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-175

Modifiant l'arrêté n° 2021-106 Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à l'hébergement de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées (EHPA) "Les Terrasses de l'Eyrieux" à Les Ollières sur Eyrieux.

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU le règlement départemental d'aide sociale de l'Ardèche en vigueur ;

VU la délibération de l'assemblée délibérante du Département de l'Ardèche en date du 22 juin 2020 portant délégation à la commission permanente de l'ensemble de ses attributions à l'exception de celles qui sont réservées au Conseil Départemental par les articles L. 3312-1 et L. 1612-12 à L. 1612-15 du CGCT ;

VU la délibération de la commission permanente en date du 07 septembre 2020, fixant le taux d'évolution maximum des tarifs moyens pour les établissements sociaux et médico-sociaux pour l'année 2021,

VU les propositions budgétaires et tarifaires transmises par l'institution gestionnaire de l'établissement ;

VU l'arrêté n° 2021-106 du 5 janvier 2021 portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à l'hébergement de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées (EHPA) « Les Terrasses de l'Eyrieux » à Les Ollières sur Eyrieux ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle retenue à 7 602 journées pour déterminer le tarif hébergement ;

CONSIDERANT le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens conclu entre l'Agence Régionale de Santé, le Département et MUTUALITE FRANÇAISE ARDECHE DROME gestionnaire de l'RA LES TERRASSES DE L'EYRIEUX à Les Ollières-sur-Eyrieux pour la période 2015-2021 ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'article 1 de l'arrêté 2021-106 du 5 janvier 2021 est modifié comme il suit :

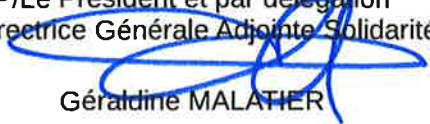
	Tarifs applicables à compter du 1 ^{er} janvier 2021
T1 1 personne	43,89 €
T2 2 personnes	32,17 €
Studio T1 jumelé	41,16 €
T1 bis 1 ou 2 pers	47,93 €
Accueil de jour	16,43 €
Moins de 60 ans	46,59 €

Les autres articles restent inchangés.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69 433 LYON Cedex 03).

ARTICLE 3 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Madame La Directrice de la RA LES TERRASSES DE L'EYRIEUX de Les Ollières-sur-Eyrieux sont chargé(e)s, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le 8 février 2021

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités

Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le 16/02/2021
Notifié le 19/02/2021
Identifiant de télétransmission : 186519

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Marie-Laure GRILLET
BP 737
07007 Privas Cedex
mlgrillet@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-176

Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à la dépendance et du forfait global dépendance de l'EHPAD "LES TAMARIS" à GUILHERAND-GRANGES

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU la délibération de l'assemblée délibérante du Département de l'Ardèche en date du 22 juin 2020 portant délégation à la commission permanente de l'ensemble de ses attributions à l'exception de celles qui sont réservées au Conseil Départemental par les articles L. 3312-1 et L. 1612-12 à L. 1612-15 du CGCT ;

VU la délibération de la commission permanente en date du 7 septembre 2020, fixant le taux d'évolution maximum des tarifs moyens pour les établissements sociaux et médico-sociaux pour l'année 2021,

VU l'arrêté n°2021-14 portant fixation, au titre de l'année 2021, de la valeur du point groupe iso-ressources (GIR) départemental ;

VU l'arrêté conjoint ARS n°2016-7450 et Conseil Départemental n° 2017-85 en date du mardi 3 janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à SA ORPEA - SIEGE SOCIAL pour le fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées EHPAD LES TAMARIS situé à Guilhaud-Granges,

VU la convention du 11 décembre 2009 relative aux modalités de paiement de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie en établissements ardéchois et drômois, conclue entre les Départements de l'Ardèche et de la Drôme,

CONSIDERANT le Gir Moyen Pondéré de l'établissement fixé à 796 ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle « réelle » retenue à 33208 journées ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 : A compter du 1^{er} janvier 2021, le forfait global dépendance alloué à l'EHPAD LES TAMARIS à Guilherand-Granges est fixé comme suit :

Forfait Global Dépendance	602 413,49 €
Dont reprise de résultats antérieurs	0,00 €

ARTICLE 2 : Les tarifs afférents à la dépendance, applicables aux résidents âgés de 60 ans et plus de l'EHPAD LES TAMARIS à Guilherand-Granges sont fixés comme suit :

		Tarifs à compter du 1^{er} mars 2021
Résident de plus de 60 ans	GIR 1 et 2	21,31 €
	GIR 3 et 4	13,52 €
	GIR 5 et 6 (ticket modérateur)	5,74 €

ARTICLE 3 : A compter du 1^{er} janvier 2021, la dotation globale afférente à la dépendance, apportée par le Conseil Départemental de l'Ardèche, est fixée comme suit :

Dotation globale annuelle	333 479,16 €
Quote-part mensuelle à verser par douzième	27 789,93 €
<i>Quote-part Ardèche</i>	<i>220 578,11 €</i>
<i>Quote-part Drôme</i>	<i>112 901,05 €</i>

Conformément aux dispositions prévues au II de l'article L. 232-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles, l'Allocation Personnalisée d'Autonomie, attribuée aux ressortissants du Département de l'Ardèche, sera versée directement à l'établissement d'accueil sous forme d'une dotation budgétaire globale afférente à la dépendance.


L'Allocation Personnalisée d'Autonomie, attribuée par les départements extérieurs à leurs ressortissants et servie de manière individualisée, sera également directement versée à l'établissement d'accueil, en application du 7^{ème} alinéa de l'article L. 232-8 susvisé.

ARTICLE 4 : En cas d'absence pour convenances personnelles, sous réserve d'information préalable conformément au délai défini au contrat de séjour, ou en cas d'absence pour hospitalisation avec hébergement, le tarif dépendance restant à la charge du résident n'est pas facturé.

ARTICLE 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69433 LYON CEDEX 03) dans le délai franc d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification.

ARTICLE 6 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Monsieur Le Directeur de l'EHPAD LES TAMARIS à Guilhaud-Granges, sont chargé(e)s, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le 16 FEV. 2021

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités

Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le 16/02/2021
Notifié le
Identifiant de télétransmission : 186522

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Delphine DORSO-GILLES
BP 737
07007 Privas Cedex
ddorsogilles@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-183

Portant fixation, au titre de l'année 2021, du prix de journée du Service d'Accompagnement à la Vie Sociale de la Croix-Rouge française à Beauchastel.

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, livre 3ème, notamment les articles L312-1, L 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, partie réglementaire, livre 3ème, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU la délibération de l'assemblée délibérante du Département de l'Ardèche en date du 22 juin 2020 portant délégation à la commission permanente de l'ensemble de ses attributions à l'exception de celles qui sont réservées au Conseil Départemental par les articles L. 3312-1 et L.1612-12 à L. 1612-15 du CGCT ;

VU la délibération de la commission permanente en date du 07 septembre 2020 fixant le taux d'évolution maximum des tarifs moyens pour les établissements sociaux et médico-sociaux pour l'année 2021,

VU l'arrêté portant autorisation de création ;

VU les propositions budgétaires et tarifaires présentées par les responsables de l'établissement ;

CONSIDERANT l'activité retenue à 5425 ;

CONSIDERANT la procédure contradictoire suivie ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2021, le montant global des charges et produits par groupe fonctionnel de SAVS DE BEAUCHASTEL situé à Beauchastel est autorisé comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montant (€)	Total (€)
Charges	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	3 697,00 €	92 686,00 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	74 825,00 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	14 164,00 €	
	Déficit	0,00 €	

	Groupes fonctionnels	Montant (€)	Total (€)
Produits	Groupe I Produit de la tarification hébergement	92 686,00 €	92 686,00 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent	0,00 €	

ARTICLE 2 :

Le tarif journalier applicable pour l'année 2021 est fixé à : 17,08 €

	Tarif proratisé applicable du 1 ^{er} mars 2021 au 31 décembre 2021	Tarif applicable à compter du 1 ^{er} janvier 2022, dans l'attente d'une nouvelle tarification
Tarif journalier SAVS DE BEAUCHASTEL	17,10 €	17,08 €

ARTICLE 3 : Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de la date de la présente notification auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (Cour administrative de Lyon – Palais des juridictions administratives - 184 rue Duguesclin – 69 433 Lyon Cedex 3).

ARTICLE 4 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, et Madame La Directrice du SAVS DE BEAUCHASTEL sont chargé(e)s, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le 22 février 2021

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités

Géraldine MALATIER



Reçu à la Préfecture le 23/02/2021
Notifié le 26/02/2021
Identifiant de télétransmission : 186600

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Delphine DORSO-GILLES
BP 737
07007 Privas Cedex
ddorsogilles@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-184

Portant fixation, au titre de l'année 2021, du prix de journée du Foyer de Vie pour Personnes Handicapées Veillissantes de la Croix-Rouge française à Beauchastel.

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, livre 3ème, notamment les articles L312-1, L 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, partie réglementaire, livre 3ème, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU la délibération de l'assemblée délibérante du Département de l'Ardèche en date du 22 juin 2020 portant délégation à la commission permanente de l'ensemble de ses attributions à l'exception de celles qui sont réservées au Conseil Départemental par les articles L. 3312-1 et L.1612-12 à L. 1612-15 du CGCT ;

VU la délibération de la commission permanente en date du 07 septembre 2020 fixant le taux d'évolution maximum des tarifs moyens pour les établissements sociaux et médico-sociaux pour l'année 2021,

VU l'arrêté portant autorisation de création ;

VU les propositions budgétaires et tarifaires présentées par les responsables de l'établissement ;

CONSIDERANT l'activité retenue à 10194 ;

CONSIDERANT la procédure contradictoire suivie ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2021, le montant global des charges et produits par groupe fonctionnel de FOYER DE VIE PHV situé à Beauchastel est autorisé comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montant (€)	Total (€)
Charges	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	236 689,00 €	1 361 416,00 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	903 079,00 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	221 648,00 €	
	Déficit	0,00 €	

	Groupes fonctionnels	Montant (€)	Total (€)
Produits	Groupe I Produit de la tarification hébergement	1 261 416,00 €	1 361 416,00 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	100 000,00 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent	0,00 €	

ARTICLE 2 :

Le tarif journalier applicable pour l'année 2021 est fixé à : 123,74 €

	Tarif proratisé applicable du 1 ^{er} mars 2021 au 31 décembre 2021	Tarif applicable à compter du 1 ^{er} janvier 2022, dans l'attente d'une nouvelle tarification
Tarif journalier FOYER DE VIE PHV	123,86 €	123,74 €

ARTICLE 3 : Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de la date de la présente notification auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (Cour administrative de Lyon – Palais des juridictions administratives - 184 rue Duguesclin – 69 433 Lyon Cedex 3).

ARTICLE 4 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, et Madame La Directrice du FOYER DE VIE PHV sont chargé(e)s, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le 22/02/2021

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités
Géraldine MALATIER



Reçu à la Préfecture le 23/02/2021
Notifié le 26/02/2021
Identifiant de télétransmission : 186602

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Marie-Laure GRILLET
BP 737
07007 Privas Cedex
mlgrillet@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-188

Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à la dépendance et du forfait global dépendance de l'EHPAD "CHALAMBELLE" à BURZET

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU la délibération de l'assemblée délibérante du Département de l'Ardèche en date du 22 juin 2020 portant délégation à la commission permanente de l'ensemble de ses attributions à l'exception de celles qui sont réservées au Conseil Départemental par les articles L. 3312-1 et L. 1612-12 à L. 1612-15 du CGCT ;

VU la délibération de la commission permanente en date du 7 septembre 2020, fixant le taux d'évolution maximum des tarifs moyens pour les établissements sociaux et médico-sociaux pour l'année 2021,

VU l'arrêté n°2020-345 portant fixation, au titre de l'année 2021, de la valeur du point groupe iso-ressources (GIR) départemental ;

VU l'arrêté conjoint ARS n°2019-14-0068 et Conseil Départemental n°2019-184 en date du mercredi 5 juin 2019 portant autorisation d'extension de capacité de 12 lits d'hébergement permanent à l'EHPAD LA CHALAMBELLE à Burzet ;

VU la convention du 11 décembre 2009 relative aux modalités de paiement de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie en établissements ardéchois et drômois, conclue entre les Départements de l'Ardèche et de la Drôme,

CONSIDERANT le Gir Moyen Pondéré de l'établissement fixé à 737 ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle « réelle » retenue à 18863 journées ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 : A compter du 1^{er} janvier 2021, le forfait global dépendance alloué à l'EHPAD "CHALAMBELLE" à Burzet est fixé comme suit :

Forfait Global Dépendance	320 799,38 €
Dont reprise de résultats antérieurs	0,00 €

ARTICLE 2 : Les tarifs afférents à la dépendance, applicables aux résidents âgés de 60 ans et plus de l'EHPAD "CHALAMBELLE" à Burzet sont fixés comme suit :

		Tarifs à compter du 1^{er} février 2021
Résident de plus de 60 ans	GIR 1 et 2	22,20 €
	GIR 3 et 4	14,09 €
	GIR 5 et 6 (ticket modérateur)	5,98 €

ARTICLE 3 : A compter du 1^{er} janvier 2021, la dotation globale afférente à la dépendance, apportée par le Conseil Départemental de l'Ardèche, est fixée comme suit :

Dotation globale annuelle	167 332,20 €
Quote-part mensuelle à verser par douzième	13 944,35 €
<i>Quote-part Ardèche</i>	<i>139 338,89 €</i>
<i>Quote-part Drôme</i>	<i>27 993,31 €</i>

Conformément aux dispositions prévues au II de l'article L. 232-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles, l'Allocation Personnalisée d'Autonomie, attribuée aux ressortissants du Département de l'Ardèche, sera versée directement à l'établissement d'accueil sous forme d'une dotation budgétaire globale afférente à la dépendance.

L'Allocation Personnalisée d'Autonomie, attribuée par les départements extérieurs à leurs ressortissants et servie de manière individualisée, sera également directement versée à l'établissement d'accueil, en application du 7^{ème} alinéa de l'article L. 232-8 susvisé.

ARTICLE 4 : En cas d'absence pour convenances personnelles, sous réserve d'information préalable conformément au délai défini au contrat de séjour, ou en cas d'absence pour hospitalisation avec hébergement, le tarif dépendance restant à la charge du résident n'est pas facturé.

ARTICLE 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69433 LYON CEDEX 03) dans le délai franc d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification.

ARTICLE 6 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Monsieur Le Directeur de l'EHPAD "CHALAMBELLE" à Burzet, sont chargé(e)s, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le **31 JAN. 2021**

Le Président,
Monsieur Laurent UGHETTO



Reçu à la Préfecture le **22 FEV. 2021**
Notifié le
Identifiant de télétransmission : *187041*

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Delphine DORSO-GILLES
BP 737
07007 Privas Cedex
ddorsogilles@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-191

Portant fixation, au titre de l'année 2021, du prix de journée du Foyer Hébergement de la Croix-Rouge française à Beauchastel.

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, livre 3ème, notamment les articles L312-1, L 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, partie réglementaire, livre 3ème, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU la délibération de l'assemblée délibérante du Département de l'Ardèche en date du 22 juin 2020 portant délégation à la commission permanente de l'ensemble de ses attributions à l'exception de celles qui sont réservées au Conseil Départemental par les articles L. 3312-1 et L.1612-12 à L. 1612-15 du CGCT ;

VU la délibération de la commission permanente en date du 07 septembre 2020 fixant le taux d'évolution maximum des tarifs moyens pour les établissements sociaux et médico-sociaux pour l'année 2021,

VU l'arrêté portant autorisation de création ;

VU les propositions budgétaires et tarifaires présentées par les responsables de l'établissement ;

CONSIDERANT l'activité retenue à 28 382 journées ;

CONSIDERANT la procédure contradictoire suivie ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2021, le montant global des charges et produits par groupe fonctionnel de FOYER HEBERGEMENT situé à Beauchastel est autorisé comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montant (€)	Total (€)
Charges	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	546 870,00 €	3 673 860,00 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	2 649 868,00 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	477 122,00 €	
	Déficit	0,00 €	

	Groupes fonctionnels	Montant (€)	Total (€)
Produits	Groupe I Produit de la tarification hébergement	3 411 508,00 €	3 673 860,00 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	262 352,00 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent	0,00 €	

ARTICLE 2 :

Le tarif journalier applicable pour l'année 2021 est fixé à : 120,20 €

	Tarif proratisé applicable du 1 ^{er} mars 2021 au 31 décembre 2021	Tarif applicable à compter du 1 ^{er} janvier 2022, dans l'attente d'une nouvelle tarification
Tarif journalier FOYER HEBERGEMENT	120,32 €	120,20 €

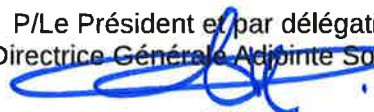
ARTICLE 3 : Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de la date de la présente notification auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (Cour administrative de Lyon – Palais des juridictions administratives - 184 rue Duguesclin – 69 433 Lyon Cedex 3).

ARTICLE 4 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, et Madame La Directrice du FOYER HEBERGEMENT sont chargé(e)s, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

25 FEV. 2021

Fait à Privas le

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités



Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le 25/02/2021
Notifié le 26/02/2021
Identifiant de télétransmission : 186660

**Direction Générale Adjointe Solidarités
Direction Enfance Santé-Famille
Service Ressources Enfance Famille**

Isabelle HACHE
Tél : 04.75.66.78.44
Fax : 04.75.66.78.36
Email : ihache@ardeche.fr

**ARRETE
portant autorisation de modification au
multi accueil « La Ribambelle »
2, impasse des Ecoles
07270 LAMASTRE**

Privas, le 9 février 2021

ANNULE ET REMPLACE LE PRECEDENT

LE PRESIDENT,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L.2324-1 à L.2324-4 et R.2324-16 à R.2324-48,

VU la demande de modification formulée par l'Association La Ribambelle, sise au 2 impasse des Ecoles, 07270 LAMASTRE, représentée par la Présidente de l'Association, Madame Caroline AMARGER, en date du 09 février 2021,

VU l'avis favorable du maire de la commune d'implantation le 5 mai 2010,

VU l'avis technique favorable de la puéricultrice coordinatrice de PMI en date du 26 novembre 2020,

ARRETE

ARTICLE 1 - Autorisation : Une autorisation d'ouverture de l'établissement susnommé à partir du 4 janvier 2021.

ARTICLE 2 - Capacité d'accueil maximale : Agrément modulé à 19 places maximum :

- 10 places entre 7h00 et 8h00
- 15 places entre 8h00 et 8h30
- 19 places entre 8h30 et 17h30
- 15 places entre 17h30 et 18h30
- 03 places entre 18h30 et 19h15

ARTICLE 3 - Age des enfants accueillis : de 2 mois et demi à 6 ans.

ARTICLE 4 - Modalités d'accueil : en accueil régulier et en accueil occasionnel.

ARTICLE 5 - Horaires d'ouverture et de fermeture :

Ouverture le lundi de 7h00 à 18h30 et du mardi au vendredi de 7h00 à 19h15.

Fermetures annuelles : le pont de l'Ascension, le lundi de la Pentecôte, 3 semaines en août et 1 semaine entre Noël et Jour de l'An.

ARTICLE 6 - Prestations proposées : accueil enfants handicapés, accueil urgence. Les repas et les couches sont fournis par les parents.

ARTICLE 7 - Effectif et qualifications du personnel : La Direction est assurée par Madame Nathalie ROCHE, Educatrice de Jeunes Enfants.

Le personnel d'encadrement des enfants comprend :

- 2 Educatrices de Jeunes Enfants
- 1 Educatrice Spécialisée
- 4 Auxiliaires de puériculture
- 2 Personnes titulaire du CAP Petite Enfance
- 1 Agent polyvalent

Le nombre de personnes présentes sera, au minimum de 1 personne pour 5 enfants qui ne marchent pas et 1 personne pour 8 enfants qui marchent, et plus au moment des repas. La présence simultanée de deux personnes est obligatoire quel que soit le nombre d'enfants accueillis.

La continuité de la fonction de direction devra être assurée par une personne physiquement présente et dont la qualification est définie par l'article R. 23-24-36-2 du Code de Santé Publique.

ARTICLE 8 - Modification de l'autorisation : Tout projet de modification de la présente autorisation doit être portée à ma connaissance par lettre recommandée avec demande d'acqué de réception. A défaut de réponse de ma part dans un délai d'un mois, la modification de la présente autorisation sera réputée acquise.

ARTICLE 9 : L'arrêté du 24 décembre 2020 est abrogé.

ARTICLE 10 - Recours : Le présent arrêté peut faire l'objet :

- D'un recours gracieux auprès de M. le Président du Département, à l'attention de la Direction Enfance Santé Famille, 2 bis rue de la recluse, BP 606, 07006 Privas Cedex
- Et/ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69433 LYON Cedex 03

dans le délai de 2 mois à compter de la réception du présent arrêté.

ARTICLE 11 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Le Président
Et par délégation,
La Puéricultrice Coordinatrice de PMI
Isabelle HACHE

REÇU A
LA PRÉFECTURE LE

10 FEV. 2021

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Loubna BOUNGUAB
BP 737
07007 Privas Cedex
lbounguab@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-151

Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à la dépendance et du forfait global dépendance pour l'EHPAD "LE MONTOULON" du Centre Hospitalier Du VALS D'ARDECHE à PRIVAS.

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU la délibération de l'assemblée délibérante du Département de l'Ardèche en date du 22 juin 2020 portant délégation à la commission permanente de l'ensemble de ses attributions à l'exception de celles qui sont réservées au Conseil Départemental par les articles L. 3312-1 et L. 1612-12 à L. 1612-15 du CGCT ;

VU la délibération de la commission permanente en date du 07 septembre 2020, fixant le taux d'évolution maximum des tarifs moyens pour les établissements sociaux et médico-sociaux pour l'année 2021,

VU l'arrêté n°2021-14 portant fixation, au titre de l'année 2021, de la valeur du point groupe iso-ressources (GIR) départemental ;

VU l'arrêté conjoint ARS et Conseil Départemental en date du dimanche 1er janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à CH DES VALS D'ARDECHE pour le fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées EHPAD LE MONTOULON situé à Privas,

VU la convention du 11 décembre 2009 relative aux modalités de paiement de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie en établissements ardéchois et drômois, conclue entre les Départements de l'Ardèche et de la Drôme,

CONSIDERANT le Gir Moyen Pondéré de l'établissement fixé à 778 ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle « réelle » retenue à 7599 journées ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 : A compter du 1^{er} janvier 2021, le forfait global dépendance alloué à l'EHPAD LE MONTOULON à Privas est fixé comme suit :

Forfait Global Dépendance	135 227,05 €
Dont reprise de résultats antérieurs	0,00 €

ARTICLE 2 : Les tarifs afférents à la dépendance, applicables aux résidents âgés de 60 ans et plus de l'EHPAD LE MONTOULON à Privas sont fixés comme suit :

		Tarifs à compter du 1^{er} février 2021
Résident de plus de 60 ans	GIR 1 et 2	19,55 €
	GIR 3 et 4	12,41 €
	GIR 5 et 6 (ticket modérateur)	5,26 €

ARTICLE 3 : A compter du 1^{er} janvier 2021, la dotation globale afférente à la dépendance, apportée par le Conseil Départemental de l'Ardèche, est fixée comme suit :

Dotation globale annuelle	95 485,44 €
Quote-part mensuelle à verser par douzième	7 957,12 €
<i>Quote-part Ardèche</i>	<i>90 584,22 €</i>
<i>Quote-part Drôme</i>	<i>4 901,22 €</i>

Conformément aux dispositions prévues au II de l'article L. 232-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles, l'Allocation Personnalisée d'Autonomie, attribuée aux ressortissants du Département de l'Ardèche, sera versée directement à l'établissement d'accueil sous forme d'une dotation budgétaire globale afférente à la dépendance.

L'Allocation Personnalisée d'Autonomie, attribuée par les départements extérieurs à leurs ressortissants et servie de manière individualisée, sera également directement versée à l'établissement d'accueil, en application du 7^{ème} alinéa de l'article L. 232-8 susvisé.

ARTICLE 4 : En cas d'absence pour convenances personnelles, sous réserve d'information préalable conformément au délai défini au contrat de séjour, ou en cas d'absence pour hospitalisation avec hébergement, le tarif dépendance restant à la charge du résident n'est pas facturé.

ARTICLE 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69433 LYON CEDEX 03) dans le délai franc d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter

de la date de notification.

ARTICLE 6 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Monsieur Le Directeur de l'EHPAD LE MONTOLON à Privas, sont chargé(e)s, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le **05 FEV. 2021**

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités


~~La Directrice Générale Adjointe Solidarités,~~

Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le 8/02/2021
Notifié le 10.02.2021
Identifiant de télétransmission : 186168



DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Jean-Michel BADEL
BP 737
07007 Privas Cedex
jmbadel@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-104

**Portant fixation, au titre l'année 2021, des tarifs afférents à l'hébergement de l'EHPAD La
Résidence du Lac au Lac d'Issarlès**

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU le règlement départemental d'aide sociale de l'Ardèche en vigueur ;

VU la délibération de l'assemblée délibérante du Département de l'Ardèche en date du 22 juin 2020 portant délégation à la commission permanente de l'ensemble de ses attributions à l'exception de celles qui sont réservées au Conseil Départemental par les articles L. 3312-1 et L. 1612-12 à L. 1612-15 du CGCT ;

VU la délibération de la commission permanente en date du 07 septembre 2020, fixant le taux d'évolution maximum des tarifs moyens pour les établissements sociaux et médico-sociaux pour l'année 2021,

VU l'arrêté conjoint ARS et Conseil Départemental en date du 3 janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à MAIRIE DU LAC D'ISSARLES pour le fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées EHPAD RESIDENCE DU LAC situé à Le Lac-d'Issarlès;

VU les propositions budgétaires et tarifaires transmises par l'institution gestionnaire de l'établissement ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle retenue à 18540 journées pour déterminer le tarif hébergement ;

CONSIDERANT le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens conclu entre l'Agence Régionale de Santé, le Département et MAIRIE DU LAC D'ISSARLES gestionnaire de l'EHPAD RESIDENCE DU LAC à Le Lac-d'Issarlès pour la période 2018-2022 ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le tarif journalier hébergement (par personne), applicable aux résidents de l'EHPAD RESIDENCE DU LAC à Le Lac-d'Issarlès est fixé ainsi qu'il suit :

	Tarifs applicables à compter du 1er février 2021
Tarif journalier hébergement Permanent + de 60 ans.	46,65 €
Tarif journalier hébergement Permanent moins de 60 ans*	62,89 €

*dont part hébergement 46,65 € et part dépendance 16,24 €.

ARTICLE 2 : Pour l'exercice 2021, les produits de la tarification hébergement de l'EHPAD RESIDENCE DU LAC à Le Lac-d'Issarlès s'élèvent à **863 964,00 €**.

ARTICLE 3 : En cas d'absence pour hospitalisation ou autre motif de plus de 72h, le tarif hébergement est minoré du montant du forfait journalier hospitalier en vigueur.

ARTICLE 4 : L'aide sociale à l'hébergement servie par le Département de l'Ardèche est maintenue jusqu'à 60 jours consécutifs d'absence du bénéficiaire pour cause d'hospitalisation ou 35 jours consécutifs d'absence pour un autre motif.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69 433 LYON Cedex 03).

ARTICLE 6 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Monsieur Le Directeur de l'EHPAD EHPAD RESIDENCE DU LAC à Le Lac-d'Issarlès sont chargé(e)s, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le

29 JAN. 2021



P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités

Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le **29 JAN. 2021**
Notifié le **30/01/21**
Identifiant de télétransmission : **185 287**

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Jean-Michel BADEL
BP 737
07007 Privas Cedex
jmbadel@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-105

**Portant fixation, au titre l'année 2021, des tarifs afférents à l'hébergement de l'EHPAD
Marcel Coulet à Guilherand Granges**

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU le règlement départemental d'aide sociale de l'Ardèche en vigueur ;

VU la délibération de l'assemblée délibérante du Département de l'Ardèche en date du 22 juin 2020 portant délégation à la commission permanente de l'ensemble de ses attributions à l'exception de celles qui sont réservées au Conseil Départemental par les articles L. 3312-1 et L. 1612-12 à L. 1612-15 du CGCT ;

VU la délibération de la commission permanente en date du 07 septembre 2020, fixant le taux d'évolution maximum des tarifs moyens pour les établissements sociaux et médico-sociaux pour l'année 2021,

VU l'arrêté conjoint ARS et Conseil Départemental en date du 3 janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à CCAS GUILHERAND GRANGES pour le fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées EHPAD MARCEL COULET situé à Guilherand-Granges;

VU les propositions budgétaires et tarifaires transmises par l'institution gestionnaire de l'établissement ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle retenue à 28972 journées pour déterminer le tarif hébergement ;

CONSIDERANT le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens conclu entre l'Agence Régionale de Santé, le Département et CCAS GUILHERAND GRANGES gestionnaire de l'EHPAD MARCEL COULET à Guilherand-Granges pour la période 2018-2022 ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le tarif journalier hébergement (par personne), applicable aux résidents de l'EHPAD MARCEL COULET à Guilhaud-Granges est fixé ainsi qu'il suit :

	Tarifs applicables à compter du 1er février 2021
Tarif journalier hébergement Permanent + de 60 ans.	55,01 €
Tarif journalier hébergement Permanent moins de 60 ans*	69,51 €

*dont part hébergement 55,01 € et part dépendance 14,50 €.

ARTICLE 2 : Pour l'exercice 2021, les produits de la tarification hébergement de l'EHPAD MARCEL COULET à Guilhaud-Granges s'élèvent à **1 592 011,40 €**.

ARTICLE 3 : En cas d'absence pour hospitalisation ou autre motif de plus de 72h, le tarif hébergement est minoré du montant du forfait journalier hospitalier en vigueur.

ARTICLE 4 : L'aide sociale à l'hébergement servie par le Département de l'Ardèche est maintenue jusqu'à 60 jours consécutifs d'absence du bénéficiaire pour cause d'hospitalisation ou 35 jours consécutifs d'absence pour un autre motif.

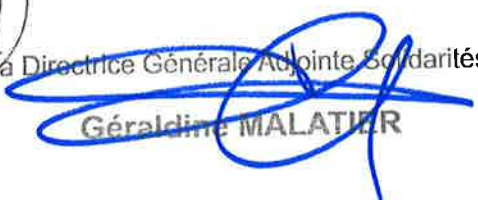
ARTICLE 5 : Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69 433 LYON Cedex 03).

ARTICLE 6 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Madame La Directrice de l'EHPAD EHPAD MARCEL COULET à Guilhaud-Granges sont chargé(e)s, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le **29 JAN, 2021**



P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités

La Directrice Générale Adjointe Solidarités,

Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le **29 JAN, 2021**
Notifié le **01/02/21**
Identifiant de télétransmission : **185289**

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Loubna BOUNGUAB
BP 737
07007 Privas Cedex
lbounguab@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-155

Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs afférents à l'hébergement de L'EHPAD ' LE MONTOULON' du Centre Hospitalier du VALS D'ARDECHE à PRIVAS.

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU le règlement départemental d'aide sociale de l'Ardèche en vigueur ;

VU la délibération de l'assemblée délibérante du Département de l'Ardèche en date du 22 juin 2020 portant délégation à la commission permanente de l'ensemble de ses attributions à l'exception de celles qui sont réservées au Conseil Départemental par les articles L. 3312-1 et L. 1612-12 à L. 1612-15 du CGCT ;

VU la délibération de la commission permanente en date du 07 septembre 2020, fixant le taux d'évolution maximum des tarifs moyens pour les établissements sociaux et médico-sociaux pour l'année 2021,

VU l'arrêté conjoint ARS et Conseil Départemental en date du dimanche 1er janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à CH DES VALS D'ARDECHE pour le fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées EHPAD LE MONTOULON situé à Privas;

VU les propositions budgétaires et tarifaires transmises par l'institution gestionnaire de l'établissement ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle retenue à 7790 journées pour déterminer le tarif hébergement ;

CONSIDERANT le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens conclu entre l'Agence Régionale de Santé, le Département et CH DES VALS D'ARDECHE gestionnaire de l'EHPAD LE MONTOULON à Privas pour la période 2019-2022 ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le tarif journalier hébergement (par personne), applicable aux résidents de l'EHPAD LE MONTOULON à Privas est fixé ainsi qu'il suit :

	Tarifs applicables à compter du 1er février 2021
Tarif journalier hébergement Permanent + de 60 ans. Chambre simple	49,17 €
Tarif journalier hébergement Permanent moins de 60 ans*	66,00 €

*dont part hébergement 49,17 € et part dépendance 16,83 €.

ARTICLE 2 : Pour l'exercice 2021, les produits de la tarification hébergement de l'EHPAD LE MONTOULON à Privas s'élèvent à **382 800,60 €**.

ARTICLE 3 : En cas d'absence pour hospitalisation ou autre motif de plus de 72h, le tarif hébergement est minoré du montant du forfait journalier hospitalier en vigueur.

ARTICLE 4 : L'aide sociale à l'hébergement servie par le Département de l'Ardèche est maintenue jusqu'à 60 jours consécutifs d'absence du bénéficiaire pour cause d'hospitalisation ou 35 jours consécutifs d'absence pour un autre motif.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69 433 LYON Cedex 03).

ARTICLE 6 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Monsieur Le Directeur de l'EHPAD EHPAD LE MONTOULON à Privas sont chargé(e)s, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le **05 FEV. 2021**

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités

La Directrice Générale Adjointe Solidarités,

Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le 8/02/2021
Notifié le 10-02-2021
Identifiant de télétransmission : 186196



DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Enfance, Santé et Famille

Paturel Julie
04.75.66.78.68
jpaturel@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-157

**Portant fixation du prix de journée pour l'exercice 2021 du service "Passerelle" géré par
l'association OXYGENE - 13200 ARLES**

LE PRESIDENT,

VU le Code général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 1111-2 et l'article L 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment les articles L312-1 et R. 314-1 et suivants;

VU l'arrêté n° 2013-74 du Président du Conseil Général du 10 décembre 2013 portant autorisation de création d'un dispositif expérimental de prise en charge des mineurs en grande difficulté géré par l'Association Oxygène sise 29 rue de Chartrouse – 13200 ARLES ;

VU l'arrêté n° 2019-59 portant renouvellement de l'autorisation pour la création d'un dispositif expérimental de prise en charge des mineurs en grande difficulté ;

VU l'arrêté n° 2019-361 portant renouvellement de l'autorisation pour la création d'un dispositif à caractère expérimental de prise en charge des mineurs en grande difficulté ;

VU les propositions budgétaires et tarifaires transmises par l'institution gestionnaire de l'établissement ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle retenue de 2 832 journées ;

CONSIDERANT la procédure contradictoire suivie ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités ;

(Signature)

ARRETE

ARTICLE 1^{er} – Pour l'exercice budgétaire 2021 les recettes et les dépenses prévisionnelles du service Passerelle –Oxygène sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montant retenu	Total retenu
Dépenses	Groupe 1 Dépenses afférentes à l'exploitation	92 004,78 €	476 452,71 €
	Groupe 2 Dépenses afférentes au personnel	372 490,72 €	
	Groupe 3 Dépenses afférentes à la structure	11 957,21 €	
Recettes	Groupe 1 Produits de la tarification	472 452,92 €	476 452,71 €
	Groupe 3 Produits financiers et produits non encaissables	3 999,79€	

ARTICLE 2 – A compter du 1^{er} janvier 2021, la tarification des prestations du service enfance OXYGENE est fixé comme suit :

$$476\,452,71\text{ €} - 3\,999,78\text{ € (recettes en atténuation)} - 17\,809,63\text{ € (reprise sur excédent)} = \\ 454\,643,30 / 2\,832\text{ journées (97\% de taux d'occupation sur 8 places)} = \underline{\underline{160,53\text{ €}}}$$

Le prix de journée est fixé pour l'année 2021 à 160,53 €

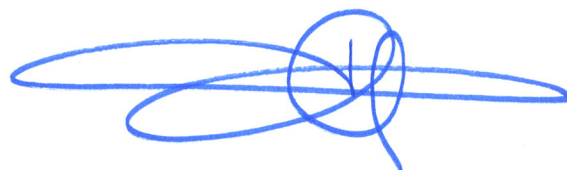
ARTICLE 3 – Les recours contentieux contre présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la tarification sanitaire et sociale, 119 Avenue de Saxe – 69003 LYON, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification.

ARTICLE 4 – Madame la Directrice générale Adjointe Solidarités et Monsieur le Président de l'Association OXYGENE sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Ardèche.

Fait à Privas le

15 FEV. 2021

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités



Arrêté permanent n° DRM S 2021 24 011 P

Portant limitation de vitesse

Le Président,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu le Code de la route,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992, et modifiée par les textes subséquents,

Vu l'arrêté n° 2020-325 de M. le Président du Département de l'Ardèche en date du 18/11/2020 portant délégations de signature,

Considérant la nécessité d'assurer la sécurité des usagers de la route départementale n°24 dans la traversée du lieu-dit «le Suchet » situé sur la commune de Joannas ,

ARRETE :

Article 1 :

La vitesse de tous les véhicules est limitée à 50 km/h sur la route départementale n°24 du PR 3+310 au PR 3+720, hors agglomération de Joannas.

Article 2 :

La signalisation réglementaire, conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle du 6 novembre 1992, sera mise en place et maintenue en permanence en bon état par les soins et à la charge par les services du Département de l'Ardèche – Territoire Sud-Ouest

Article 3 :

Les dispositions de l'article 1 et 2 du présent arrêté entreront en vigueur dès la mise en place de la signalisation réglementaire.

Article 4 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux sur le site www.telerecours.fr ou devant le Président du Département de l'Ardèche et/ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69433 LYON Cedex 03, dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

Article 5 :

Sont chargés de l'exécution du présent arrêté, chacun en ce qui le concerne :

- M. le Président (DRM/Territoire Sud-Ouest),
- M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie de l'Ardèche à Privas,

Fait à Privas le

03 FEV. 2021

Pour le Président et par délégation,

Le Directeur des Routes et des Mobilités,

Yann BACCONNIER

DIFFUSION :

Commune de Joannas

Le Territoire Sud-Ouest. - SO Montréal
DRM/GDP
Chrono

Affiché au Territoire Sud-Ouest
Secteur opérationnel de Montréal le

Transmis pour insertion au recueil des actes administratifs

Géo-référence consultable à l'adresse suivante
http://geo.geoardeche.fr/portail_routes/index.html

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Juliette LEMAIRE
BP 737
07007 Privas Cedex
jlemaire@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-126

Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à la dépendance et du forfait global dépendance de l'EHPAD "ST JOSEPH" à ANNONAY

LE PRÉSIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU la délibération de l'assemblée délibérante du Département de l'Ardèche en date du 22 juin 2020 portant délégation à la commission permanente de l'ensemble de ses attributions à l'exception de celles qui sont réservées au Conseil Départemental par les articles L. 3312-1 et L. 1612-12 à L. 1612-15 du CGCT ;

VU la délibération de la commission permanente en date du 07 septembre 2020, fixant le taux d'évolution maximum des tarifs moyens pour les établissements sociaux et médico-sociaux pour l'année 2021,

VU l'arrêté n°2021-14 portant fixation, au titre de l'année 2021, de la valeur du point groupe iso-ressources (GIR) départemental ;

VU l'arrêté conjoint ARS et Conseil Départemental en date du lundi 3 juillet 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à ASSOCIATION DE LA MAISON DE RETRAITE ST JOSEPH pour le fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées EHPAD "MAISON DE RETRAITE" ST JOSEPH situé à Annonay,

VU la convention du 11 décembre 2009 relative aux modalités de paiement de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie en établissements ardéchois et drômois, conclue entre les Départements de l'Ardèche et de la Drôme,

CONSIDERANT le Gir Moyen Pondéré de l'établissement fixé à 752 ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle « réelle » retenue à 21 493 journées ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 : A compter du 1^{er} janvier 2021, le forfait global dépendance alloué à l'EHPAD "MAISON DE RETRAITE" ST JOSEPH à Annonay est fixé comme suit :

Forfait Global Dépendance	407 711,57 €
Dont reprise de résultats antérieurs	0,00 €

ARTICLE 2 : Les tarifs afférents à la dépendance, applicables aux résidents âgés de 60 ans et plus de l'EHPAD "MAISON DE RETRAITE" ST JOSEPH à Annonay sont fixés comme suit :

		Tarifs à compter du 1 ^{er} février 2021
Résident de plus de 60 ans	GIR 1 et 2	22,26 €
	GIR 3 et 4	14,13 €
	GIR 5 et 6 (ticket modérateur)	5,99 €

		Tarifs à compter du 1 ^{er} février 2021
Accueil de jour	GIR 1 et 2	17,16 €
	GIR 3 et 4	17,16 €

ARTICLE 3 : A compter du 1^{er} janvier 2021, la dotation globale afférente à la dépendance, apportée par le Conseil Départemental de l'Ardèche, est fixée comme suit :

Dotation globale annuelle	238 238,40 €
Quote-part mensuelle à verser par douzième	19 853,20 €
Quote-part Ardèche	232 417,47 €
Quote-part Drôme	5 820,93 €

Conformément aux dispositions prévues au II de l'article L. 232-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles, l'Allocation Personnalisée d'Autonomie, attribuée aux ressortissants du Département de l'Ardèche, sera versée directement à l'établissement d'accueil sous forme d'une dotation budgétaire globale afférente à la dépendance.

L'Allocation Personnalisée d'Autonomie, attribuée par les départements extérieurs à leurs ressortissants et servie de manière individualisée, sera également directement versée à l'établissement d'accueil, en application du 7^{ème} alinéa de l'article L. 232-8 susvisé.

ARTICLE 4 : En cas d'absence pour convenances personnelles, sous réserve d'information préalable conformément au délai défini au contrat de séjour, ou en cas d'absence pour hospitalisation avec hébergement, le tarif dépendance restant à la charge du résident n'est pas facturé.

ARTICLE 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69433 LYON CEDEX 03) dans le délai franc d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification.

ARTICLE 6 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Madame La Directrice de l'EHPAD "MAISON DE RETRAITE" ST JOSEPH à Annonay, sont chargé(e)s, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le 05 fév. 2021

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités

La Directrice Générale Adjointe Solidarités,

Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le 8/2/2021

Notifié le 10/02/2021

Identifiant de télétransmission : 185710



DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Juliette LEMAIRE
BP 737
07007 Privas Cedex
jlemaire@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-140

Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à la dépendance et du forfait global dépendance de l'EHPAD DU CH D'ANNONAY à ANNONAY

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU la délibération de l'assemblée délibérante du Département de l'Ardèche en date du 22 juin 2020 portant délégation à la commission permanente de l'ensemble de ses attributions à l'exception de celles qui sont réservées au Conseil Départemental par les articles L. 3312-1 et L. 1612-12 à L. 1612-15 du CGCT ;

VU la délibération de la commission permanente en date du 07 septembre 2020, fixant le taux d'évolution maximum des tarifs moyens pour les établissements sociaux et médico-sociaux pour l'année 2021,

VU l'arrêté n°2021-14 portant fixation, au titre de l'année 2021, de la valeur du point groupe iso-ressources (GIR) départemental ;

VU l'arrêté conjoint ARS et Conseil Départemental en date du mardi 3 janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à CH ARDECHE NORD pour le fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées « EHPAD DU CH D'ANNONAY » situé à Annonay,

VU la convention du 11 décembre 2009 relative aux modalités de paiement de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie en établissements ardéchois et drômois, conclue entre les Départements de l'Ardèche et de la Drôme,

CONSIDERANT le Gir Moyen Pondéré de l'établissement fixé à 795 ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle « réelle » retenue à 70 048 journées ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 : A compter du 1^{er} janvier 2021, le forfait global dépendance alloué à l'EHPAD DU CH D'ANNONAY à Annonay est fixé comme suit :

Forfait Global Dépendance	1 423 481,06 €
Dont reprise de résultats antérieurs	0,00 €

ARTICLE 2 : Les tarifs afférents à la dépendance, applicables aux résidents âgés de 60 ans et plus de l'EHPAD DU CH D'ANNONAY à Annonay sont fixés comme suit :

		Tarifs à compter du 1^{er} février 2021
Résident de plus de 60 ans	GIR 1 et 2	22,81 €
	GIR 3 et 4	14,48 €
	GIR 5 et 6 (ticket modérateur)	6,14 €

ARTICLE 3 : A compter du 1^{er} janvier 2021, la dotation globale afférente à la dépendance, apportée par le Conseil Départemental de l'Ardèche, est fixée comme suit :

Dotation globale annuelle	817 383,00 €
Quote-part mensuelle à verser par douzième	68 115,25 €
<i>Quote-part Ardèche</i>	<i>715 266,45 €</i>
<i>Quote-part Drôme</i>	<i>102 116,55 €</i>

Conformément aux dispositions prévues au II de l'article L. 232-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles, l'Allocation Personnalisée d'Autonomie, attribuée aux ressortissants du Département de l'Ardèche, sera versée directement à l'établissement d'accueil sous forme d'une dotation budgétaire globale afférente à la dépendance.

L'Allocation Personnalisée d'Autonomie, attribuée par les départements extérieurs à leurs ressortissants et servie de manière individualisée, sera également directement versée à l'établissement d'accueil, en application du 7^{ème} alinéa de l'article L. 232-8 susvisé.


ARTICLE 4 : En cas d'absence pour convenances personnelles, sous réserve d'information préalable conformément au délai défini au contrat de séjour, ou en cas d'absence pour hospitalisation avec hébergement, le tarif dépendance restant à la charge du résident n'est pas facturé.

ARTICLE 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69433 LYON CEDEX 03) dans le délai franc d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification.

ARTICLE 6 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Monsieur Le Directeur de l'EHPAD DU CH D'ANNONAY à Annonay, sont chargé(e)s, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le **05 FEV. 2021**

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités


La Directrice Générale Adjointe Solidarités,

Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le 08/02/2021
Notifié le 10/02/2021
Identifiant de télétransmission : 186020



DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Juliette LEMAIRE
BP 737
07007 Privas Cedex
jlemaire@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-141

Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à la dépendance et du forfait global dépendance de l'EHPAD "Les Opalines" à Viviers

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU la délibération de l'assemblée délibérante du Département de l'Ardèche en date du 22 juin 2020 portant délégation à la commission permanente de l'ensemble de ses attributions à l'exception de celles qui sont réservées au Conseil Départemental par les articles L. 3312-1 et L. 1612-12 à L. 1612-15 du CGCT ;

VU la délibération de la commission permanente en date du 07 septembre 2020, fixant le taux d'évolution maximum des tarifs moyens pour les établissements sociaux et médico-sociaux pour l'année 2021,

VU l'arrêté n°2021-14 portant fixation, au titre de l'année 2021, de la valeur du point groupe iso-ressources (GIR) départemental ;

VU l'arrêté conjoint ARS et Conseil Départemental en date du mardi 3 janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à SAS "LES OPALINES VIVIERS" pour le fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées EHPAD RESIDENCE "LES OPALINES VIVIERS" situé à Viviers,

VU la convention du 11 décembre 2009 relative aux modalités de paiement de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie en établissements ardéchois et drômois, conclue entre les Départements de l'Ardèche et de la Drôme,

CONSIDERANT le Gir Moyen Pondéré de l'établissement fixé à 796 ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle « réelle » retenue à 25 137 journées ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 : A compter du 1^{er} janvier 2021, le forfait global dépendance alloué à l'EHPAD RESIDENCE "LES OPALINES VIVIERS" à Viviers est fixé comme suit :

Forfait Global Dépendance	470 490,69 €
Dont reprise de résultats antérieurs	0,00 €

ARTICLE 2 : Les tarifs afférents à la dépendance, applicables aux résidents âgés de 60 ans et plus de l'EHPAD RESIDENCE "LES OPALINES VIVIERS" à Viviers sont fixés comme suit :

		Tarifs à compter du 1^{er} février 2021
Résident de plus de 60 ans	GIR 1 et 2	21,72 €
	GIR 3 et 4	13,78 €
	GIR 5 et 6 (ticket modérateur)	5,85 €
Résident de moins de 60 ans		17,98 €

ARTICLE 3 : A compter du 1^{er} janvier 2021, la dotation globale afférente à la dépendance, apportée par le Conseil Départemental de l'Ardèche, est fixée comme suit :

Dotation globale annuelle	251 618,76 €
Quote-part mensuelle à verser par douzième	20 968,23 €
<i>Quote-part Ardèche</i>	<i>74 969,76 €</i>
<i>Quote-part Drôme</i>	<i>176 649,00 €</i>

Conformément aux dispositions prévues au II de l'article L. 232-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles, l'Allocation Personnalisée d'Autonomie, attribuée aux ressortissants du Département de l'Ardèche, sera versée directement à l'établissement d'accueil sous forme d'une dotation budgétaire globale afférente à la dépendance.

L'Allocation Personnalisée d'Autonomie, attribuée par les départements extérieurs à leurs ressortissants et servie de manière individualisée, sera également directement versée à l'établissement d'accueil, en application du 7^{ème} alinéa de l'article L. 232-8 susvisé.


ARTICLE 4 : En cas d'absence pour convenances personnelles, sous réserve d'information préalable conformément au délai défini au contrat de séjour, ou en cas d'absence pour hospitalisation avec hébergement, le tarif dépendance restant à la charge du résident n'est pas facturé.

ARTICLE 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69433 LYON CEDEX 03) dans le délai franc d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification.

ARTICLE 6 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Monsieur Le Directeur de l'EHPAD RESIDENCE "LES OPALINES VIVIERS" à Viviers, sont chargé(e)s, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le **05 FEV. 2021**

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités


La Directrice Générale Adjointe Solidarités,

Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le 08/02/2021
Notifié le 10/02/2021
Identifiant de télétransmission : 186 035



DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Juliette LEMAIRE
BP 737
07007 Privas Cedex
jlemaire@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-150

Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à la dépendance et du forfait global dépendance de l'EHPAD "Mon Sourire" à SAINT FELICIEN

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU la délibération de l'assemblée délibérante du Département de l'Ardèche en date du 22 juin 2020 portant délégation à la commission permanente de l'ensemble de ses attributions à l'exception de celles qui sont réservées au Conseil Départemental par les articles L. 3312-1 et L. 1612-12 à L. 1612-15 du CGCT ;

VU la délibération de la commission permanente en date du 07 septembre 2020, fixant le taux d'évolution maximum des tarifs moyens pour les établissements sociaux et médico-sociaux pour l'année 2021,

VU l'arrêté n°2021-14 portant fixation, au titre de l'année 2021, de la valeur du point groupe iso-ressources (GIR) départemental ;

VU l'arrêté conjoint ARS et Conseil Départemental en date du mardi 3 janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée au CH DE SAINT FELICIEN pour le fonctionnement de l'EHPAD DE L'HOPITAL DE SAINT-FELICIEN situé à Saint-Félicien,

VU la convention du 11 décembre 2009 relative aux modalités de paiement de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie en établissements ardéchois et drômois, conclue entre les Départements de l'Ardèche et de la Drôme,

CONSIDERANT le Gir Moyen Pondéré de l'établissement fixé à 749 ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle « réelle » retenue à 36 619 journées ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 : A compter du 1^{er} janvier 2021, le forfait global dépendance alloué à l'EHPAD DE L'HOPITAL DE SAINT-FELICIEN à Saint-Félicien est fixé comme suit :

Forfait Global Dépendance	717 816,25 €
Dont reprise de résultats antérieurs	0,00 €

ARTICLE 2 : Les tarifs afférents à la dépendance, applicables aux résidents âgés de 60 ans et plus de l'EHPAD DE L'HOPITAL DE SAINT-FELICIEN à Saint-Félicien sont fixés comme suit :

		Tarifs à compter du 1^{er} février 2021
Résident de plus de 60 ans	GIR 1 et 2	22,51 €
	GIR 3 et 4	14,28 €
	GIR 5 et 6 (ticket modérateur)	6,06 €

ARTICLE 3 : A compter du 1^{er} janvier 2021, la dotation globale afférente à la dépendance, apportée par le Conseil Départemental de l'Ardèche, est fixée comme suit :

Dotation globale annuelle	472 521,48 €
Quote-part mensuelle à verser par douzième	39 376,79 €
<i>Quote-part Ardèche</i>	446 206,63 €
<i>Quote-part Drôme</i>	26 314,85 €

Conformément aux dispositions prévues au II de l'article L. 232-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles, l'Allocation Personnalisée d'Autonomie, attribuée aux ressortissants du Département de l'Ardèche, sera versée directement à l'établissement d'accueil sous forme d'une dotation budgétaire globale afférente à la dépendance.

L'Allocation Personnalisée d'Autonomie, attribuée par les départements extérieurs à leurs ressortissants et servie de manière individualisée, sera également directement versée à l'établissement d'accueil, en application du 7^{ème} alinéa de l'article L. 232-8 susvisé.

ARTICLE 4 : En cas d'absence pour convenances personnelles, sous réserve d'information préalable conformément au délai défini au contrat de séjour, ou en cas d'absence pour hospitalisation avec hébergement, le tarif dépendance restant à la charge du résident n'est pas facturé.

ARTICLE 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69433 LYON CEDEX 03) dans le délai franc d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification.

ARTICLE 6 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Monsieur Le Directeur de l'EHPAD DE L'HOPITAL DE SAINT-FELICIEN à Saint-Félicien, sont chargé(e)s, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le **05 FEV. 2021**

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités


La Directrice Générale Adjointe Solidarités,

Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le 08/02/2021
Notifié le 10/02/2021
Identifiant de télétransmission : 186154



DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Juliette LEMAIRE
BP 737
07007 Privas Cedex
jlemaire@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-139

Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à la dépendance et du forfait global dépendance de l'EHPAD "Montalivet" à ANNONAY

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU la délibération de l'assemblée délibérante du Département de l'Ardèche en date du 22 juin 2020 portant délégation à la commission permanente de l'ensemble de ses attributions à l'exception de celles qui sont réservées au Conseil Départemental par les articles L. 3312-1 et L. 1612-12 à L. 1612-15 du CGCT ;

VU la délibération de la commission permanente en date du 07 septembre 2020, fixant le taux d'évolution maximum des tarifs moyens pour les établissements sociaux et médico-sociaux pour l'année 2021,

VU l'arrêté n°2021-14 portant fixation, au titre de l'année 2021, de la valeur du point groupe iso-ressources (GIR) départemental ;

VU l'arrêté conjoint ARS et Conseil Départemental en date du mardi 3 janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à ASSOCIATION BIENFAISANCE PROTESTANTS pour le fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées MAISON DE RETRAITE PROTESTANTE DE MONTALIVET situé à Annonay ;

VU la convention du 11 décembre 2009 relative aux modalités de paiement de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie en établissements ardéchois et drômois, conclue entre les Départements de l'Ardèche et de la Drôme ;

VU l'arrêté 2021-50 portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à la dépendance et du forfait global dépendance de l'EHPAD « Montalivet » à ANNONAY ;

CONSIDERANT le Gir Moyen Pondéré de l'établissement fixé à 752 ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle « réelle » retenue à 29 991 journées ;

CONSIDERANT l'erreur constatée sur le GMP retenu dans l'arrêté 2021-50 ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté 2021-50 du 5 janvier 2021 est retiré.

ARTICLE 2 : A compter du 1^{er} janvier 2021, le forfait global dépendance alloué à la MAISON DE RETRAITE PROTESTANTE DE MONTALIVET à Annonay est fixé comme suit :

Forfait Global Dépendance	526 909,37 €
Dont reprise de résultats antérieurs	0,00 €

ARTICLE 3 : Les tarifs afférents à la dépendance, applicables aux résidents âgés de 60 ans et plus de la MAISON DE RETRAITE PROTESTANTE DE MONTALIVET à Annonay sont fixés comme suit :

		Tarifs à compter du 1^{er} janvier 2021
Résident de plus de 60 ans	GIR 1 et 2	20,72 €
	GIR 3 et 4	13,15 €
	GIR 5 et 6 (ticket modérateur)	5,58 €

ARTICLE 4 : A compter du 1^{er} janvier 2021, la dotation globale afférente à la dépendance, apportée par le Conseil Départemental de l'Ardèche, est fixée comme suit :

Dotation globale annuelle	332 199,48 €
Quote-part mensuelle à verser par douzième	27 683,29 €
<i>Quote-part Ardèche</i>	326 728,64 €
<i>Quote-part Drôme</i>	5 470,84 €

Conformément aux dispositions prévues au II de l'article L. 232-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles, l'Allocation Personnalisée d'Autonomie, attribuée aux ressortissants du Département de l'Ardèche, sera versée directement à l'établissement d'accueil sous forme d'une dotation budgétaire globale afférente à la dépendance.

L'Allocation Personnalisée d'Autonomie, attribuée par les départements extérieurs à leurs ressortissants et servie de manière individualisée, sera également directement versée à l'établissement d'accueil, en application du 7^{ème} alinéa de l'article L. 232-8 susvisé.

ARTICLE 5 : En cas d'absence pour convenances personnelles, sous réserve d'information préalable conformément au délai défini au contrat de séjour, ou en cas d'absence pour hospitalisation avec hébergement, le tarif dépendance restant à la charge du résident n'est pas facturé.

ARTICLE 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69433 LYON CEDEX 03) dans le délai franc d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification.

ARTICLE 7 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Monsieur Le Directeur de la MAISON DE RETRAITE PROTESTANTE DE MONTALIVET à Annonay, sont chargé(e)s, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le **05 FEV. 2021**

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités


La Directrice Générale Adjointe Solidarités,

Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le 08/02/2021
Notifié le 10/02/2021
Identifiant de télétransmission : 186015



DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Juliette LEMAIRE
BP 737
07007 Privas Cedex
jlemaire@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-127

Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à l'hébergement de l'Etablissement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) "ST JOSEPH" à ANNONAY.

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU le règlement départemental d'aide sociale de l'Ardèche en vigueur ;

VU la délibération de l'assemblée délibérante du Département de l'Ardèche en date du 22 juin 2020 portant délégation à la commission permanente de l'ensemble de ses attributions à l'exception de celles qui sont réservées au Conseil Départemental par les articles L. 3312-1 et L. 1612-12 à L. 1612-15 du CGCT ;

VU la délibération de la commission permanente en date du 07 septembre 2020, fixant le taux d'évolution maximum des tarifs moyens pour les établissements sociaux et médico-sociaux pour l'année 2021,

VU l'arrêté conjoint ARS et Conseil Départemental en date du lundi 3 juillet 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à ASSOCIATION DE LA MAISON DE RETRAITE ST JOSEPH pour le fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées EHPAD "MAISON DE RETRAITE" ST JOSEPH situé à Annonay;

VU les propositions budgétaires et tarifaires transmises par l'institution gestionnaire de l'établissement ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle retenue à 21 791 journées pour déterminer le tarif hébergement ;

CONSIDERANT la procédure contradictoire suivie ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le tarif journalier hébergement (par personne), applicable aux résidents de l'EHPAD "MAISON DE RETRAITE" ST JOSEPH à Annonay est fixé ainsi qu'il suit :

	Tarifs applicables à compter du 1er février 2021
Tarif journalier hébergement Permanent + de 60 ans. Chambre Simple	61,05 €
Tarif journalier hébergement Permanent + de 60 ans. Cantou	62,58 €
Tarif journalier hébergement Permanent moins de 60 ans*	79,93 €
Tarif journalier Accueil de Jour	17,69 €

*dont part hébergement 61,31 € et part dépendance 18,62 €.

ARTICLE 2 : Pour l'exercice 2021, le montant global des charges et produits de la section hébergement de l'EHPAD "MAISON DE RETRAITE" ST JOSEPH à Annonay est autorisé comme suit :

TOTAL CHARGES AUTORISEES	1 661 076,01 €
TOTAL PRODUITS	1 661 076,01 €
• Dont Produits de la tarification	1 363 564,01 €

ARTICLE 3 : En cas d'absence pour hospitalisation ou autre motif de plus de 72h, le tarif hébergement est minoré du montant du forfait journalier hospitalier en vigueur.

ARTICLE 4 : L'aide sociale à l'hébergement servie par le Département de l'Ardèche est maintenue jusqu'à 60 jours consécutifs d'absence du bénéficiaire pour cause d'hospitalisation ou 35 jours consécutifs d'absence pour un autre motif.

ARTICLE 5: Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69 433 LYON Cedex 03).

ARTICLE 6 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Madame La Directrice de l'EHPAD EHPAD "MAISON DE RETRAITE" ST JOSEPH à Annonay sont chargé(e)s, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le **05 FEV. 2021**

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités


La Directrice Générale Adjointe Solidarités,

Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le **08/02/2021**
Notifié le **10/02/2021**
Identifiant de télétransmission : **185714**



DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Juliette LEMAIRE
BP 737
07007 Privas Cedex
jlemaire@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-148

Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à l'hébergement de l'Etablissement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) "Mon sourire" à SAINT FELICIEN

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU le règlement départemental d'aide sociale de l'Ardèche en vigueur ;

VU la délibération de l'assemblée délibérante du Département de l'Ardèche en date du 22 juin 2020 portant délégation à la commission permanente de l'ensemble de ses attributions à l'exception de celles qui sont réservées au Conseil Départemental par les articles L. 3312-1 et L. 1612-12 à L. 1612-15 du CGCT ;

VU la délibération de la commission permanente en date du 07 septembre 2020, fixant le taux d'évolution maximum des tarifs moyens pour les établissements sociaux et médico-sociaux pour l'année 2021,

VU l'arrêté conjoint ARS et Conseil Départemental en date du mardi 3 janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée au CH DE SAINT FELICIEN pour le fonctionnement de l'EHPAD DE L'HOPITAL DE SAINT-FELICIEN situé à Saint-Félicien;

VU les propositions budgétaires et tarifaires transmises par l'institution gestionnaire de l'établissement ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle retenue à 37 186 journées pour déterminer le tarif hébergement ;

CONSIDERANT le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens conclu entre l'Agence Régionale de Santé, le Département et le CH DE SAINT FELICIEN gestionnaire de l'EHPAD DE L'HOPITAL DE SAINT-FELICIEN à Saint-Félicien pour la période 2019-2023 ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le tarif journalier hébergement (par personne), applicable aux résidents de l'EHPAD DE L'HOPITAL DE SAINT-FELICIEN à Saint-Félicien est fixé ainsi qu'il suit :

	Tarifs applicables à compter du 1er février 2021
Tarif journalier hébergement Permanent + de 60 ans.	54,95 €
Tarif journalier hébergement Permanent moins de 60 ans*	73,94 €
Tarif journalier Hébergement Temporaire	54,95 €

*dont part hébergement 54,95 € et part dépendance 18,99 €.

ARTICLE 2 : Pour l'exercice 2021, les produits de la tarification hébergement de l'EHPAD DE L'HOPITAL DE SAINT-FELICIEN à Saint-Félicien s'élèvent à **2 097 237,12 €**.

ARTICLE 3 : En cas d'absence pour hospitalisation ou autre motif de plus de 72h, le tarif hébergement est minoré du montant du forfait journalier hospitalier en vigueur.

ARTICLE 4 : L'aide sociale à l'hébergement servie par le Département de l'Ardèche est maintenue jusqu'à 60 jours consécutifs d'absence du bénéficiaire pour cause d'hospitalisation ou 35 jours consécutifs d'absence pour un autre motif.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69 433 LYON Cedex 03).

ARTICLE 6 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Monsieur Le Directeur de l'EHPAD EHPAD DE L'HOPITAL DE SAINT-FELICIEN à Saint-Félicien sont chargé(e)s, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le **05 FEV. 2021**

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités

La Directrice Générale Adjointe Solidarités,

Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le 08/02/2021
Notifié le 10/02/2021
Identifiant de télétransmission : 186149



DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Dir Appui et Pilotage DGAS
Appui et Pilotage DGAS

Naima MABLI
BP 737
07007 PRIVAS CEDEX
Tél 04.75.66.78.72
nmabli@ardeche.fr

DÉCISION n°2021-96

RENOUVELLEMENT DE L'ADHESION A L'ASSOCIATION MAISON DE SANTE PLURIDISCIPLINAIRE AU PAYS DE VERNOUX POUR L'ANNEE 2021

LE PRESIDENT,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 3211-2,

Vu la délibération du Conseil départemental n° 1.6.1 du 11 mars 2019 portant sur l'adhésion à l'association maison de santé pluridisciplinaire du Pays de Vernoux,

Vu la délibération du Conseil départemental n° 6.17.2 du 17 juin 2019 donnant délégation au Président du Conseil départemental,

Vu le budget départemental 2021,

Considérant la convention d'occupation de locaux de la maison de santé pluridisciplinaire du Pays de Vernoux du 18 mai 2017 entre la communauté d'agglomération Privas Centre Ardèche et le Département de l'Ardèche,

Considérant que Le Département (CMS) a un intérêt général à devenir membre de cette association, notamment par l'engagement visible dans l'association, la légitimité du Département à intervenir dans les projets internes de la MSSP, la mise en commun de compétences pour porter des projets interdisciplinaires de prévention auprès de la population, et également la porte d'entrée pour des actions locales relevant du développement social local.

Considérant que l'adhésion du Département à cette association présente à cet égard un intérêt départemental.

DECIDE

Article 1 : Le Département renouvelle son adhésion à l'association maison de santé pluridisciplinaire du Pays de Vernoux pour l'année 2021.

Article 2 : La présente décision pourra faire l'objet :

o d'un recours gracieux

o d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lyon

(184 rue Duguesclin – 69433 LYON Cedex 03)

dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

Article 3 : Le Directeur Général des Services Départementaux est chargé de la mise en œuvre de la présente décision, qui sera notifiée à ladite association et publiée au recueil des actes administratifs du Département

Fait à Privas le 1 janvier 2021

Le Président,
Monsieur Laurent UGHETTO

Reçu à la Préfecture le

Affiché en l'Hôtel du département le

Identification: 185665

15 FEV. 2021

15 FEV. 2021

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Dir Appui et Pilotage DGAS
Appui et Pilotage DGAS

Naima MABLI
BP 737
07007 PRIVAS CEDEX
Tél : 04.75.66.78.72

DÉCISION n°2021-99

RENOUVELLEMENT DE L'ADHESION A L'ASSOCIATION DES TERRITOIRES POUR DES SOLUTIONS SOLIDAIRES POUR L'ANNEE 2021

LE PRESIDENT,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 3211-2,

Vu la délibération du Conseil départemental n° 6.12.10 du 28 octobre 2019 portant sur l'adhésion à l'association des territoires pour des solutions solidaires,

Vu la délibération du Conseil départemental n° 6.17.2 du 17 juin 2019 donnant délégation au Président du Conseil départemental,

Vu le budget départemental 2021,

Considérant que l'association a pour mission de mettre en valeur et de favoriser la mise en œuvre de solutions nouvelles en matière de solidarités, par la mise à disposition d'une plateforme ainsi que l'organisation de journées solutions solidaires,

Considérant que Le Département souhaite s'engager dans l'action à l'initiative solutions solidaires.

Considérant que l'adhésion du Département à cette association présente à cet égard un intérêt départemental.

DECIDE

Article 1 : Le Département renouvelle son adhésion à l'association « des territoires pour des solutions solidaires » pour l'année 2021.

Article 2 : La présente décision pourra faire l'objet :

- o d'un recours gracieux
- o d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lyon
(184 rue Duguesclin – 69433 LYON Cedex 03)

dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

Article 3 : Le Directeur Général des Services Départementaux est chargé de la mise en œuvre de la présente décision, qui sera notifiée à ladite association et publiée au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Privas le 1 janvier 2021

Le Président,
Monsieur Laurent UGHETTO

Reçu à la Préfecture le

Affiché en l'Hôtel du département le

Identiifiant : 185 666

15 FEV. 2021

15 FEV. 2021

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Dir Appui et Pilotage DGAS
Appui et Pilotage DGAS

Naima MABLI
BP 737
07007 PRIVAS CEDEX
Tél : 04.75.66.78.72
nmabli@ardeche.fr

DÉCISION n°2021-112

Renouvellement de l'adhésion à l'association Stop aux violences Sexuelles Drôme Ardèche pour l'année 2021

LE PRESIDENT,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 3211-2,

Vu la délibération du Conseil départemental n° 1.8.1 du 08 juin 2020 portant sur l'adhésion à l'association Stop aux Violences Sexuelles Drome Ardèche,

Vu la délibération du Conseil départemental n° 6.17.2 du 17 juin 2019 donnant délégation au Président du Conseil départemental,

Vu le budget départemental 2021,

Considérant que l'association Stop aux Violences Sexuelles est un organisme d'intérêt général une activité non lucrative dont l'objet est d'organiser toute réunion, séminaire, conférence pour soutenir l'objet de l'association, de former des personnes et des équipes qui pourront intervenir dans la stratégie d'éradication.

Considérant que cette adhésion permettra aux agents du Département de participer aux formations proposées par cette association sur les violences sexuelles.

Considérant que l'adhésion du Département à cette association présente à cet égard un intérêt départemental.

DECIDE

Article 1 : Le Département renouvelle son adhésion à l'association « Stop aux violences sexuelles Drome Ardèche » pour l'année 2021.

Article 2 : La présente décision pourra faire l'objet :

- o d'un recours gracieux
 - o d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lyon
- (184 rue Duguesclin – 69433 LYON Cedex 03)

dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

Article 3 : Le Directeur Général des Services Départementaux est chargé de la mise en œuvre de la présente décision, qui sera notifiée à ladite association et publiée au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Privas le 1 janvier 2021

Le Président,
Monsieur Laurent UGHETTO

Reçu à la Préfecture le 15 FEV. 2021
Affiché en l'Hôtel du département le 15 FEV. 2021
Identifiant: 185664

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Dir Appui et Pilotage DGAS
Appui et Pilotage DGAS

Naima MABLI
BP 737
07007 PRIVAS
Tél : 04.75.66.78.72
nmabli@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-122

RENOUVELLEMENT DE L'ADHESION A L'ASSOCIATION DE COOPERATION SANITAIRE SYSTEME D'INFORMATION DE SANTE RHÔNE-ALPES POUR L'ANNEE 2021

LE PRESIDENT,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 3211-2,

Vu la délibération du Conseil départemental n° 5.4.1 du 25 juin 2015 portant sur l'adhésion au groupement de coopération sanitaire des systèmes d'information de santé Rhône-Alpes GCS SARA,

Vu la délibération du Conseil départemental n° 6.17.2 du 17 juin 2019 donnant délégation au Président du Conseil départemental,

Vu le budget départemental 2021,

Considérant que le GCS SARA met à disposition du Département de l'Ardèche l'application informatique « Viatrajectoire » qui permet d'informatiser et de numériser la demande unique d'entrée en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes, favorisant ainsi la fluidité du parcours entre l'usager et ses proches aidants, le médecin traitant, l'hôpital et l'établissement,

Considérant que le Département de l'Ardèche souhaite soutenir la dématérialisation des demandes d'entrée en établissement afin de favoriser la coordination des parcours des personnes âgées, faciliter les démarches pour les familles et les professionnels, et améliorer la gestion des listes d'attentes et des demandes,

Considérant que l'adhésion du Département à ce groupement présente à cet égard un intérêt départemental.

ARRETE

Article 1 : Le Département renouvelle son adhésion au Groupement de coopération sanitaire SARA pour l'année 2021.

Article 2 : La présente décision pourra faire l'objet :

o d'un recours gracieux

o d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lyon
(184 rue Duguesclin – 69433 LYON Cedex 03)

dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

Article 3 : Le Directeur Général des Services Départementaux est chargé de la mise en œuvre de la présente décision, qui sera notifiée à ladite association et publiée au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Privas le 1 janvier 2021

Le Président,
Monsieur Laurent UGHETTO



Reçu à la Préfecture le 15 FEV. 2021
Affiché en l'Hôtel du département le 15 FEV. 2021
Identifiant de télétransmission : 185668

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Dir Appui et Pilotage DGAS
Appui et Pilotage DGAS

Naima MABLI
BP 737
07007 PRIVAS CEDEX
Tél : 04.75.66.78.72
nmabli@ardeche.fr

DÉCISION n°2021-123

RENOUVELLEMENT DE L'ADHESION A L'ASSOCIATION "GROUPEMENT ANIMATEURS EN GERONTOLOGIE"

LE PRESIDENT,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 3211-2,

Vu la délibération du Conseil départemental n° 5.20.1 du 7 novembre 2016 portant sur l'adhésion à l'association « groupement national des animateurs en gérontologie » et l'ouverture de sa plateforme « Culturavie »,

Vu la délibération du Conseil départemental n° 6.17.2 du 17 juin 2019 donnant délégation au Président du Conseil départemental,

Vu le budget départemental 2021,

Considérant que l'association nationale « groupement des animateurs en gérontologie » assure l'ouverture d'une plateforme de contenu d'animation en faveur des établissements d'hébergement pour personnes âgées du Département,

Considérant que le Département souhaite favoriser les pratiques innovantes et culturelles en faveur des publics accueillis dans les établissements pour personnes âgées,

Considérant que l'adhésion du Département à cette association présente à cet égard un intérêt départemental.

DECIDE

Article 1 : Le Département renouvelle son adhésion à l'association « groupement national des animateurs en gérontologie » pour l'année 2021.

Article 2 : La présente décision pourra faire l'objet :

- o d'un recours gracieux
 - o d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lyon
- (184 rue Duguesclin – 69433 LYON Cedex 03)

dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

Article 3 : Le Directeur Général des Services Départementaux est chargé de la mise en œuvre de la présente décision, qui sera notifiée à ladite association et publiée au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Privas le 1 janvier 2021

Le Président,
Monsieur Laurent UGHETTO

Reçu à la Préfecture le 15 FEV. 2021

Affiché en l'Hôtel du département le 15 FEV. 2021

Identifiant : 485671

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Dir Appui et Pilotage DGAS
Appui et Pilotage DGAS

Naima MABLI
BP 737
07007 PRIVAS CEDEX
Tél : 04.75.66.78.72
nmabli@ardeche.fr

DÉCISION n°2021-124

RENOUVELLEMENT DE ADHÉSION A L'ASSOCIATION AGIR POUR L'ANNEE 2021

LE PRESIDENT,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 3211-2,

Vu la délibération du Conseil général n° 8.38.1 du 7 juillet 2014 autorisation l'adhésion à l'association AGIR,

Vu la délibération du Conseil départemental n°6.17.2 du 17 juin 2020 donnant délégation au Président du Conseil départemental,

Vu les crédits inscrits au budget départemental 2021 (imputation chapitre 935 - fonction 821 - nature 6281 - enveloppe 28482)

Considérant que l'association AGIR bénéficie d'une expertise juridique, technique et favorise les échanges d'expériences entre autorités organisatrices de transports, pour le transport des élèves handicapés.

Considérant que l'adhésion du Département à cette association présente à cet égard un intérêt départemental.

DECIDE

Article 1er : Le Département renouvelle son adhésion à l'Association AGIR pour l'année 2021, pour le transport des élèves handicapés.

Article 2 : La présente décision pourra faire l'objet :

- d'un recours gracieux
- d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lyon (184 rue Duguesclin – 69433 LYON Cedex 03)

dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

Article 3 : Le Directeur Général des Services Départementaux est chargé de la mise en œuvre de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Privas le 1 janvier 2021

Le Président,
Monsieur Laurent UGHETTO



Reçu à la Préfecture le

Affiché en l'Hôtel du département le

Identifiant : 185676

15 FEV. 2021

15 FEV. 2021

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Loubna BOUNGUAB
BP 737
07007 Privas Cedex
lbounguab@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-128

Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à la dépendance et du forfait global dépendance pour l'EHPAD "Les Chataigniers" à Vallée d'Antraigues-Asperjoc.

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU la délibération de l'assemblée délibérante du Département de l'Ardèche en date du 22 juin 2020 portant délégation à la commission permanente de l'ensemble de ses attributions à l'exception de celles qui sont réservées au Conseil Départemental par les articles L. 3312-1 et L. 1612-12 à L. 1612-15 du CGCT ;

VU la délibération de la commission permanente en date du 07 septembre 2020, fixant le taux d'évolution maximum des tarifs moyens pour les établissements sociaux et médico-sociaux pour l'année 2021,

VU l'arrêté n°2021-14 portant fixation, au titre de l'année 2021, de la valeur du point groupe iso-ressources (GIR) départemental ;

VU l'arrêté conjoint ARS et Conseil Départemental en date du mardi 20 octobre 2020 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à SARL LES CHATAIGNIERS pour le fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées EHPAD LES CHATAIGNIERS situé à Vallée d'Antraigues-Asperjoc,

VU la convention du 11 décembre 2009 relative aux modalités de paiement de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie en établissements ardéchois et drômois, conclue entre les Départements de l'Ardèche et de la Drôme,

CONSIDERANT le Gir Moyen Pondéré de l'établissement fixé à 761 ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle « réelle » retenue à 15224 journées ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 : A compter du 1^{er} janvier 2021, le forfait global dépendance alloué à l'EHPAD LES CHATAIGNIERS à Vallée d'Antraigues-Asperjoc est fixé comme suit :

Forfait Global Dépendance	324 244,20 €
Dont reprise de résultats antérieurs	0,00 €

ARTICLE 2 : Les tarifs afférents à la dépendance, applicables aux résidents âgés de 60 ans et plus de l'EHPAD LES CHATAIGNIERS à Vallée d'Antraigues-Asperjoc sont fixés comme suit :

		Tarifs à compter du 1^{er} février 2021
Résident de plus de 60 ans	GIR 1 et 2	24,43 €
	GIR 3 et 4	15,50 €
	GIR 5 et 6 (ticket modérateur)	6,58 €

ARTICLE 3 : A compter du 1^{er} janvier 2021, la dotation globale afférente à la dépendance, apportée par le Conseil Départemental de l'Ardèche, est fixée comme suit :

Dotation globale annuelle	62 806,56 €
Quote-part mensuelle à verser par douzième	5 233,88 €
<i>Quote-part Ardèche</i>	<i>38 444,88 €</i>
<i>Quote-part Drôme</i>	<i>24 361,68 €</i>

Conformément aux dispositions prévues au II de l'article L. 232-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles, l'Allocation Personnalisée d'Autonomie, attribuée aux ressortissants du Département de l'Ardèche, sera versée directement à l'établissement d'accueil sous forme d'une dotation budgétaire globale afférente à la dépendance.

L'Allocation Personnalisée d'Autonomie, attribuée par les départements extérieurs à leurs ressortissants et servie de manière individualisée, sera également directement versée à l'établissement d'accueil, en application du 7^{ème} alinéa de l'article L. 232-8 susvisé.

ARTICLE 4 : En cas d'absence pour convenances personnelles, sous réserve d'information préalable conformément au délai défini au contrat de séjour, ou en cas d'absence pour hospitalisation avec hébergement, le tarif dépendance restant à la charge du résident n'est pas facturé.

ARTICLE 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69433 LYON CEDEX 03) dans le délai franc d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification.

ARTICLE 6 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Madame La Directrice de l'EHPAD LES CHATAIGNIERS à Vallée d'Antraigues-Asperjoc, sont chargé(e)s, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le **05 FEV. 2021**

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités


La Directrice Générale Adjointe Solidarités,

Géraldine MALATIER



Reçu à la Préfecture le **8/02/2021**
Notifié le **10.02.2021**
Identifiant de télétransmission : **185790**

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Loubna BOUNGUAB
BP 737
07007 Privas Cedex
lbounguab@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-153

Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à la dépendance et du forfait global dépendance pour l'EHPAD "RIVOLY" du Centre Hospitalier Du VALS D'ARDECHE à PRIVAS.

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU la délibération de l'assemblée délibérante du Département de l'Ardèche en date du 22 juin 2020 portant délégation à la commission permanente de l'ensemble de ses attributions à l'exception de celles qui sont réservées au Conseil Départemental par les articles L. 3312-1 et L. 1612-12 à L. 1612-15 du CGCT ;

VU la délibération de la commission permanente en date du 07 septembre 2020, fixant le taux d'évolution maximum des tarifs moyens pour les établissements sociaux et médico-sociaux pour l'année 2021,

VU l'arrêté n°2021-14 portant fixation, au titre de l'année 2021, de la valeur du point groupe iso-ressources (GIR) départemental ;

VU l'arrêté conjoint ARS et Conseil Départemental en date du mardi 3 janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à CH DES VALS D'ARDECHE pour le fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées EHPAD DE L'HOPITAL DE LA VOULTE situé à La Voulte-sur-Rhône,

VU la convention du 11 décembre 2009 relative aux modalités de paiement de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie en établissements ardéchois et drômois, conclue entre les Départements de l'Ardèche et de la Drôme,

CONSIDERANT le Gir Moyen Pondéré de l'établissement fixé à 774 ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle « réelle » retenue à 63650 journées ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 : A compter du 1^{er} janvier 2021, le forfait global dépendance alloué à l'EHPAD DE L'HOPITAL DE LA VOULTE à La Voulte-sur-Rhône est fixé comme suit :

Forfait Global Dépendance	1 188 343,41 €
Dont reprise de résultats antérieurs	0,00 €

ARTICLE 2 : Les tarifs afférents à la dépendance, applicables aux résidents âgés de 60 ans et plus de l'EHPAD DE L'HOPITAL DE LA VOULTE à La Voulte-sur-Rhône sont fixés comme suit :

		Tarifs à compter du 1^{er} février 2021
Résident de plus de 60 ans	GIR 1 et 2	20,74 €
	GIR 3 et 4	13,16 €
	GIR 5 et 6 (ticket modérateur)	5,58 €

ARTICLE 3 : A compter du 1^{er} janvier 2021, la dotation globale afférente à la dépendance, apportée par le Conseil Départemental de l'Ardèche, est fixée comme suit :

Dotation globale annuelle	771 005,64 €
Quote-part mensuelle à verser par douzième	64 250,47 €
<i>Quote-part Ardèche</i>	<i>601 862,93 €</i>
<i>Quote-part Drôme</i>	<i>169 142,71 €</i>

Conformément aux dispositions prévues au II de l'article L. 232-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles, l'Allocation Personnalisée d'Autonomie, attribuée aux ressortissants du Département de l'Ardèche, sera versée directement à l'établissement d'accueil sous forme d'une dotation budgétaire globale afférente à la dépendance.

L'Allocation Personnalisée d'Autonomie, attribuée par les départements extérieurs à leurs ressortissants et servie de manière individualisée, sera également directement versée à l'établissement d'accueil, en application du 7^{ème} alinéa de l'article L. 232-8 susvisé.


ARTICLE 4 : En cas d'absence pour convenances personnelles, sous réserve d'information préalable conformément au délai défini au contrat de séjour, ou en cas d'absence pour hospitalisation avec hébergement, le tarif dépendance restant à la charge du résident n'est pas facturé.

ARTICLE 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69433 LYON CEDEX 03) dans le délai franc d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification.

ARTICLE 6 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Monsieur Le Directeur de l'EHPAD DE L'HOPITAL DE LA VOULTE à La Voulte-sur-Rhône, sont chargé(e)s, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le **05 FEV. 2021**

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités


La Directrice Générale Adjointe Solidarités,
Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le 8/02/2021
Notifié le 10.02.2021
Identifiant de télétransmission : 186172



DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Loubna BOUNGUAB
BP 737
07007 Privas Cedex
lbounguab@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-154

Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs afférents à l'hébergement de L'EHPAD ' RIVOLY' du Centre Hospitalier du VALS D'ARDECHE à PRIVAS.

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU le règlement départemental d'aide sociale de l'Ardèche en vigueur ;

VU la délibération de l'assemblée délibérante du Département de l'Ardèche en date du 22 juin 2020 portant délégation à la commission permanente de l'ensemble de ses attributions à l'exception de celles qui sont réservées au Conseil Départemental par les articles L. 3312-1 et L. 1612-12 à L. 1612-15 du CGCT ;

VU la délibération de la commission permanente en date du 07 septembre 2020, fixant le taux d'évolution maximum des tarifs moyens pour les établissements sociaux et médico-sociaux pour l'année 2021,

VU l'arrêté conjoint ARS et Conseil Départemental en date du mardi 3 janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à CH DES VALS D'ARDECHE pour le fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées EHPAD DE L'HOPITAL DE LA VOULTE situé à La Voulte-sur-Rhône;

VU les propositions budgétaires et tarifaires transmises par l'institution gestionnaire de l'établissement ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle retenue à 65101 journées pour déterminer le tarif hébergement ;

CONSIDERANT le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens conclu entre l'Agence Régionale de Santé, le Département et CH DES VALS D'ARDECHE gestionnaire de l'EHPAD DE L'HOPITAL DE LA VOULTE à La Voulte-sur-Rhône pour la période 2019-2022 ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le tarif journalier hébergement (par personne), applicable aux résidents de l'EHPAD DE L'HOPITAL DE LA VOULTE à La Voulte-sur-Rhône est fixé ainsi qu'il suit :

	Tarifs applicables à compter du 1er février 2021
Tarif journalier hébergement Permanent + de 60 ans. CHAMBRE SIMPLE	54,33 €
Tarif journalier hébergement Permanent moins de 60 ans*	71,57 €

*dont part hébergement 54,33 € et part dépendance 17,24 €.

ARTICLE 2 : Pour l'exercice 2021, les produits de la tarification hébergement de l'EHPAD DE L'HOPITAL DE LA VOULTE à La Voulte-sur-Rhône s'élèvent à **3 534 333,29 €**.

ARTICLE 3 : En cas d'absence pour hospitalisation ou autre motif de plus de 72h, le tarif hébergement est minoré du montant du forfait journalier hospitalier en vigueur.

ARTICLE 4 : L'aide sociale à l'hébergement servie par le Département de l'Ardèche est maintenue jusqu'à 60 jours consécutifs d'absence du bénéficiaire pour cause d'hospitalisation ou 35 jours consécutifs d'absence pour un autre motif.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69 433 LYON Cedex 03).

ARTICLE 6 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Monsieur Le Directeur de l'EHPAD EHPAD DE L'HOPITAL DE LA VOULTE à La Voulte-sur-Rhône sont chargé(e)s, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le **05 FEV. 2021**

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités


La Directrice Générale Adjointe Solidarités,

Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le 8/02/2021
Notifié le 10.02.2021 -
Identifiant de télétransmission : 186182



Arrêté temporaire n° 082 ADC WN 21 RD0024

Portant réglementation de la circulation routière

Le Président,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la route

Vu le Code de la voirie routière,

Vu l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992, et modifiée par les textes subséquents,

Vu l'arrêté n° 2020-325 de M. le Président du Département de l'Ardèche en date du 18/11/2020 portant délégations de signature,

Vu la demande de l'entreprise VEZIAN TP en date du 25/02/2021

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise ou de la personne chargée de leur réalisation, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation,

ARRETE :

Article 1 :

Afin de permettre à l'Entreprise Vezian TP d'effectuer des travaux sur réseaux humides la circulation sera temporairement réglementée dans les conditions ci-après définies sur la RD 24

Entre les PR 19+115 et PR 19+433 hors agglomération de VALGORGE

Article 2 :

La circulation des véhicules de toutes natures sera réglementée comme suit :

Du 04/03/2021 au 23/04/2021 inclus.

- Circulation alternée commandée par feux tricolores et par pilotage manuel schéma CF 23 et CF 24.
- La gestion manuelle sera obligatoire de 8 h à 17 h, en cas de file d'attente dépassant 80 ml.
- Limitation de vitesse à 50 km/h au droit du chantier pendant toute la durée des travaux.
- Interdiction de stationner au droit du chantier.

Article 3 :

La signalisation réglementaire sera mise en place et maintenue en permanence en bon état par les soins et à la charge de l'Entreprise chargée de l'exécution des travaux selon le schéma fourni par les services du Département de l'Ardèche – Territoire sud-ouest et joint au présent arrêté.

Cette signalisation sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle du 6 novembre 1992 et retirée à la fin des travaux.

Le demandeur devra pouvoir assurer pendant toutes les périodes d'utilisation une intervention immédiate en cas de panne ou de détérioration du matériel de signalisation du chantier, de jour comme de nuit, en semaine, week-end et jour férié.

Le nom, le numéro de téléphone et le courriel de la personne chargée de ces interventions sont :
M...BARBE (VEZIAN TP) Tél : 06/23/53/82/20 Courriel : veziantp@wanadoo.fr

Article 4 :

Les dispositions de l'article 1 et 2 du présent arrêté entreront en vigueur dès la mise en place de la signalisation réglementaire.

Article 5 :

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Article 6 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux sur le site www.telerecours.fr ou devant le Président du Conseil départemental de l'Ardèche et/ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69433 LYON Cedex 03, dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

Article 7 :

Sont chargés de l'exécution du présent arrêté, chacun en ce qui le concerne :

- M. le Président (DRM/Territoire sud-ouest),
- M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie de l'Ardèche à Privas,
- M. le Directeur de l'entreprise VEZIAN TP ZI 07170 LAVILLEDIEU

Fait à AUBENAS, le 26/02/2021

Pour le Président

Le Responsable Du Territoire Sud-Ouest Adjoint


Olivier EVESQUE

DIFFUSION :

Commune de VALGORGE

Région AURA -Service Transports 07 (transports07@auvergnerhonealpes.fr)

Le territoire sud-ouest- SO montagne

Chrono

Affiché au Territoire sud-ouest

Secteur opérationnel de montagne le 26/02/2021

Géo-référence consultable à l'adresse suivante

http://geo.geoardeche.fr/portail_routes/index.html

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

**Arrêté n° 2021-30 portant fixation des prix de journée au titre de l'année 2021
des services gérés par l'association ADSEA 07**

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, en particulier les articles R 314 et suivants relatifs aux dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux,

VU l'arrêté conjoint de M. le Préfet de l'Ardèche et de M. le Président du Conseil Départemental en date du 2 décembre 2009 portant autorisation accordée à M. le Président de l'Association Départementale de Sauvegarde de l'Enfance, de l'Adolescence et des Adultes de l'Ardèche (ADSEA) pour la création de 60 places d'aide éducative en milieu ouvert,

VU l'arrêté conjoint de M. le Préfet de l'Ardèche et de M. le Président du Conseil Départemental en date du 20 avril 2018 portant extension de l'autorisation accordée à M. le Président de l'Association Départementale de Sauvegarde de l'Enfance, de l'Adolescence et des Adultes de l'Ardèche (ADSEA) pour la création de 75 places d'aide éducative en milieu ouvert à moyens ;

VU l'arrêté conjoint du 10 mai 2016 de M. le secrétaire général chargé de l'administration de l'Etat et de M. Le Président du conseil départemental de l'Ardèche portant autorisation de création de 30 places d'aide éducative en milieu ouvert à moyens renforcés ;

VU l'arrêté conjoint du 5 novembre 2018 de M. le secrétaire général chargé de l'administration de l'Etat et de M. Le Président du conseil départemental de l'Ardèche portant autorisation de création de 35 places d'aide éducative en milieu ouvert à moyens renforcés dans le sud du Département de l'Ardèche,

VU la dérogation à titre temporaire et exceptionnel pour l'exercice de 10 mesures supplémentaires sur l'année 2021 pour l'AEMO R,

VU le contrat pluriannuel d'objectif et de moyen conclu avec l'ADSEA 07 pour l'exercice des mesures d'Aide Educative en Milieu Ouvert dans le cadre judiciaire (AEMO) 2021-2023

SUR PROPOSITIONS de la Directrice Interrégionale Adjointe de la Direction Interrégionale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse Centre-Est, Directeur Territorial par intérim de la Direction Interrégionale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse Drôme-Ardèche et de la Directrice Générale Adjointe Solidarités ;

ARRETENT

ARTICLE 1^{er} – Pour l'exercice budgétaire **2021** les recettes et les dépenses prévisionnelles du service **AEMO renforcée** de l'ADSEA sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montant retenu	Total retenu
Dépenses	Groupe 1 Dépenses afférentes à l'exploitation	89 359 €	635 617 €
	Groupe 2 Dépenses afférentes au personnel	457 298 €	
	Groupe 3 Dépenses afférentes à la structure	88 960 €	
Recettes	Groupe 2 Autres produits relatifs à l'exploitation	632 790 €	635 617 €
	Groupe 3 Produits financiers et produits non encaissables	2827€	

ARTICLE 2 – A compter du **1^{er} janvier 2021**, la tarification des prestations du service AEMO renforcé de l'ADSEA est fixée comme suit :

635 617 € (– 2 435 € (recette atténuative) 633 182 € / 23 790 journées (100 % de taux d'occupation sur 75 mesures) = **26,61 €**

ARTICLE 3 – Pour l'exercice budgétaire **2021** les recettes et les dépenses prévisionnelles du service **AEMO** de l'ADSEA 07 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montant retenu	Total retenu
Dépenses	Groupe 1 Dépenses afférentes à l'exploitation	44 608 €	340 012 €
	Groupe 2 Dépenses afférentes au personnel	248 884 €	
	Groupe 3 Dépenses afférentes à la structure	46 520 €	
Recettes	Groupe 2 Autres produits relatifs à l'exploitation	333 094 €	340 012€
	Groupe 3 Produits financiers et produits non encaissables	1 465 €	
	Reprise excédent antérieur pour équilibrer le budget	5 453€	

340 012 € - 1465 € (recette atténuative) – 6547 € reprise sur excédent soit 332 000 €.

La dotation allouée au service l'AEMO s'élève à **332 000 €** au titre de l'exercice budgétaire 2021.

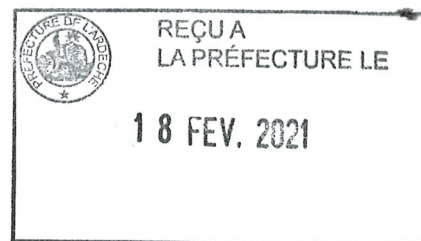
ARTICLE 4 : Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de la date de la présente notification auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (107, rue Servient - 69418 LYON CEDEX 03).

ARTICLE 5 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Ardèche, Madame la Directrice Interrégionale de la Direction Interrégionale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse Centre-Est, Mme la Directrice Générale Adjointe Solidarités, M. le Président de l'ADSEA, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à PRIVAS, le 14 janvier 2021

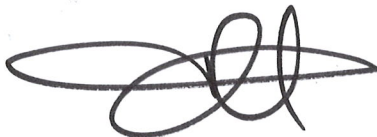
LE PREFET DE L'ARDECHE


Thierry DEVIMEUX



LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités
Géraldine MALATIER



MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Arrêté n° 2021-19 portant fixation des prix de journée 2021 des services gérés par l'association ANEF Vallée du Rhône – 26500 BOURG-LES-VALENCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU le Code Civil dans ses articles 375 à 375-8 ;

VU l'arrêté conjoint du Président du Conseil Départemental et du Préfet de l'ARDECHE du 2 décembre 2009 portant autorisation de création d'un service d'Action Educative en Milieu Ouvert renforcé, géré par l'Association SESAME ANEF sise 1, Rue Rossini à 26000 VALENCE ;

VU l'arrêté du 21 décembre 2009 du Préfet de l'ARDECHE, portant habilitation pour l'Association SESAME ANEF à exercer des mesures d'Assistance Educative en Milieu Ouvert judiciaires ;

VU l'arrêté conjoint n° 2018-334 portant autorisation de création de 35 places d'Aide Educative en Milieu Ouvert à moyens renforcés (AEMO R) dans le nord et le centre du département de l'Ardèche en date du 5 novembre 2018 ;

VU la dérogation à titre temporaire et exceptionnel pour l'exercice de cinq mesures supplémentaires sur l'année 2021 pour l'AEMO R,

VU les propositions budgétaires et tarifaires transmises par l'institution gestionnaire de l'établissement;

CONSIDERANT la procédure contradictoire suivie ;

Sur proposition conjointe de Monsieur le Directeur Interrégional Adjoint de la Direction Interrégionale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse Centre-Est, Directeur Territorial par intérim de la Direction Interrégionale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse Drôme-Ardèche et de Madame la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETEMENT

ARTICLE 1^{er} – Pour l'exercice budgétaire 2021 les recettes et les dépenses prévisionnelles du service AEMO SESAM (15 places SESAM et 40 places d'AEMO R) sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montant retenu	Total retenu
Dépenses	Groupe 1 Dépenses afférentes à l'exploitation	86 113 €	670 315 €
	Groupe 2 Dépenses afférentes au personnel	434 643 €	
	Groupe 3 Dépenses afférentes à la structure	149 559 €	
Recettes	Groupe 1 Produits de la tarification	668 315 €	670 315 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	2 000 €	

ARTICLE 2 – A compter du 1^{er} janvier 2021, la tarification des prestations du service AEMO SESAM ANEF VALLE DU RHONE est fixé comme suit :

292 365 € / 5 475 journées (100% de taux d'occupation) = **53,40 €**

Le prix de journée pour le service SESAM est fixé à 53,40 €.

375 950 € / 14 600 journées (114,28 % de taux d'occupation) = **25,75 €.**

Le prix de journée pour le service AEMO R est fixé à 25,75 €.

ARTICLE 3 – Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la tarification sanitaire et sociale, 119, Avenue de Saxe – 69003 LYON, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification.

ARTICLE 4 – Madame la Directrice Interrégionale de la Direction Interrégionale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse Centre-Est, Monsieur le Directeur Général des Services Départementaux, Monsieur le Directeur de l'association ANEF, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'ARDECHE

Fait à PRIVAS, le

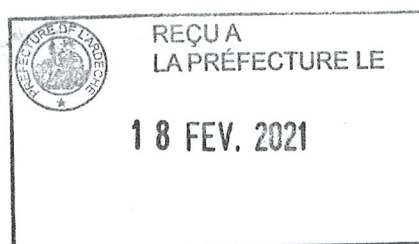
8 - FEV. 2021

LE PREFET DE L'ARDECHE



LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités
Géraldine MALATIER



DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Enfance, Santé et Famille
Ressource Enfance et Famille

Aurélia DUBUIS-PELLIZZARI
2, rue de la Récluse
07007 PRIVAS
Tél : 04.75.66.78.48
sref@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-20

Portant fixation du prix de journée au titre de l'année 2021 pour le service hébergement et accompagnement social des Mineurs Non Accompagnés géré par l'association ' ANEF '

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU le cahier des charges pour l'accompagnement des mineurs non accompagnés applicable ;

VU la convention relative à un dispositif de 25 places pour l'accompagnement pour l'accueil et l'accompagnement social en semi-autonomie pour mineurs non accompagnés pour l'année 2021 ;

VU les propositions budgétaires et tarifaires transmises par l'institution gestionnaire de l'établissement ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle retenue soit 9125 journées ;

CONSIDERANT la procédure contradictoire suivie ;

Sur proposition de Madame la Directrice Générale Adjointe Solidarités ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} – Pour l'exercice budgétaire 2021 les recettes et les dépenses prévisionnelles du service d'Accompagnement en semi-autonomie des Mineurs Non Accompagnés géré par l'association « ANEF VALLEE DU RHÔNE » sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montant retenu	Total retenu
Dépenses	Groupe 1 Dépenses afférentes à l'exploitation	49 055,50 €	456 250 €
	Groupe 2 Dépenses afférentes au personnel	204 660 €	
	Groupe 3 Dépenses afférentes à la structure	202 534,50 €	
Recettes	Groupe 1 Produits de la tarification	456 250 €	456 250 €

ARTICLE 2 – A compter du 1^{er} janvier 2021, la tarification des prestations du service MNA ANEF est fixé comme suit :

$$456\,250\text{ €} / 9\,125\text{ journées (100\% de taux d'occupation sur 25 places)} = 50\text{ €}$$

Le prix de journée est fixé à 50 €.

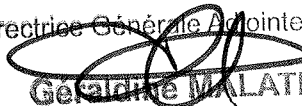
ARTICLE 2 : Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de la date de la présente notification auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (107, rue Servient - 69418 LYON CEDEX 03).

ARTICLE 3 : Mme la Directrice Générale Adjointe Solidarités, M. Le Directeur de l'association « ANEF VALLEE DU RHÔNE » sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le **- 8 FEV. 2021**

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités

La Directrice Générale Adjointe Solidarités,


Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le 18 Février 2021
Notifié le 18 Février 2021
Identifiant de télétransmission : 185018

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Enfance, Santé et Famille
Ressource Enfance et Famille

Julie PATUREL
2, rue de la Récluse
07007 PRIVAS
Tél : 04.75.66.78.48
sref@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-11

Portant fixation du prix de journée au titre de l'année 2021 pour le service hébergement et accompagnement social des Mineurs Non Accompagnés géré par l'association ' Pluriels '

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU le cahier des charges pour l'accompagnement des mineurs non accompagnés ;

VU la convention relative à un dispositif de 70 places pour l'accueil et l'accompagnement social en semi-autonomie pour mineurs non accompagnés pour l'année 2021 ;

VU les propositions budgétaires et tarifaires transmises par l'institution gestionnaire de l'établissement ;

CONSIDERANT la procédure contradictoire suivie ;

CONSIDERANT que l'activité prévisionnelle arrêté à 25 550 journées ;

Sur proposition de Madame la Directrice Générale Adjointe Solidarités ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} – Pour l'exercice budgétaire 2021 les recettes et les dépenses prévisionnelles du service « Accompagnement en semi-autonomie des Mineurs Non Accompagnés » géré par l'association PLURIELS sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montant retenu	Total retenu
Dépenses	Groupe 1 Dépenses afférentes à l'exploitation	116 531,06 €	1 277 500 €
	Groupe 2 Dépenses afférentes au personnel	654 453,84 €	
	Groupe 3 Dépenses afférentes à la structure	506 515,10 €	
Recettes	Groupe 1 Produits de la tarification	1 277 500 €	1 277 500 €
	Groupe 2 Autres produits relatifs à l'exploitation	0	

ARTICLE 2 – A compter du 1^{er} janvier 2021, la tarification des prestations du service « Accompagnement en semi-autonomie des Mineurs Non Accompagnés » géré par l'association PLURIELS est fixée comme suit :

$$1\,277\,500\text{ €} / 25\,550\text{ journées (100\% de taux d'occupation sur 70 places)} = 50\text{€}$$

ARTICLE 3 : Le prix de journée est fixé à 50 €.

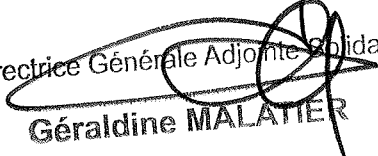
ARTICLE 4 :

Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai de un mois à compter de la date de la présente notification auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (107, rue Servient - 69418 LYON CEDEX 03).

ARTICLE 5 : Mme la Directrice Générale Adjointe Solidarités, M. le Président de Pluriels, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le **-- 8 FEV. 2021**

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités

La Directrice Générale Adjointe Solidarités,

Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le 08 février 2021
Notifié le 18 février 2021
Identifiant de télétransmission : 184671

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Enfance, Santé et Famille
Ressource Enfance et Famille

Aurélia DUBUIS-PELLIZZARI
2, rue de la Récluse
07007 PRIVAS
Tél : 04.75.66.78.48
sref@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-22

**Portant fixation de la dotation au titre de l'année 2021 pour la dotation du service
Prévention spécialisée géré par l'association "ADSEA 07"**

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU la convention relative à la Prévention Spécialisée au titre de l'année 2021 ;

VU les propositions budgétaires et tarifaires transmises par l'institution gestionnaire de l'établissement ;

CONSIDERANT la procédure contradictoire suivie ;

Sur proposition de Madame la Directrice Générale Adjointe Solidarités ;

13015 / 2021-22

ARRETE

ARTICLE 1^{er} – – Pour l'exercice budgétaire **2021** les recettes et les dépenses prévisionnelles du service **Prévention Spécialisée** de l'ADSEA 07 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montant retenu	Total retenu
Dépenses	Groupe 1 Dépenses afférentes à l'exploitation	65 698 €	707 231 €
	Groupe 2 Dépenses afférentes au personnel	529 701 €	
	Groupe 3 Dépenses afférentes à la structure	111 832 €	
Recettes	Groupe 2 Autres produits relatifs à l'exploitation	703 200 €	707 231 €
	Groupe 3 Produits financiers et produits non encaissables	4 031 €	

707 231 € -137 231 € (recettes atténuatives (subventions communes et EPCI) soit 570 000 €

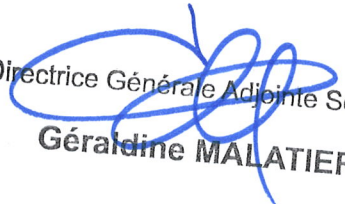
La dotation allouée à la prévention spécialisée s'élève à 570 000€ au titre de l'exercice budgétaire 2021.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de la date de la présente notification auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (107, rue Servient - 69418 LYON CEDEX 03). -

ARTICLE 3 : Mme la Directrice Générale Adjointe Solidarités, M. Le Directeur de l'association « ADSEA 07 » sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le **8 FEV. 2021**

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités


La Directrice Générale Adjointe Solidarités,
Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le 08 Février 2024
Notifié le 18 Février 2024
Identifiant de télétransmission : 185132

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Enfance, Santé et Famille
Ressource Enfance et Famille

Aurélia DUBUIS-PELLIZZARI
2, rue de la Récluse
07007 PRIVAS
Tél : 04.75.66.78.48
sref@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-74

Portant fixation du prix de journée de l'année 2021 pour le service d'accompagnement progressif à l'autonomie des mineurs non accompagnés devenus jeunes majeurs (SAPA) géré par l'association PLURIELS

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU la délibération n°1.3.1 de la Commission Permanente du 7 décembre 2020 ;

VU la convention relative à un dispositif d'accompagnement progressif à l'autonomie des mineurs non accompagnés devenus majeurs ;

VU les propositions budgétaires et tarifaires transmises par l'institution gestionnaire de l'établissement ;

CONSIDERANT que l'activité prévisionnelle est fixée à 10 950 journées ;

CONSIDERANT la procédure contradictoire suivie ;

Sur proposition de Madame la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} – Pour l'exercice budgétaire 2021 les recettes et les dépenses prévisionnelles du service d'accompagnement progressif à l'autonomie des jeunes majeurs (SAPA) géré par l'association PLURIELS sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montant retenu	Total retenu
Dépenses	Groupe 1 Dépenses afférentes à l'exploitation	8 360,99 €	104 062,24 €
	Groupe 2 Dépenses afférentes au personnel	82 561,94 €	
	Groupe 3 Dépenses afférentes à la structure	13 139,31 €	
Recettes	Groupe 1 Produits de la tarification	104 062,24 €	104 062,24 €

ARTICLE 2 – A compter du 1^{er} janvier 2021, la dotation pour le service d'accompagnement progressif à l'autonomie des jeunes majeurs géré par l'association PLURIELS est fixée comme suit :

$104\,062,24 / 10\,950 \text{ (30 mesures)} = 9,50 \text{ € le prix de journée}$
La dotation sera versée par douzième soit 8 671,85 €

ARTICLE 2 : Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de la date de la présente notification auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (107, rue Servient - 69418 LYON CEDEX 03).

ARTICLE 3 : Mme la Directrice Générale Adjointe Solidarités, M. le Président de l'association Pluriels, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le

/ 8 FEV. 2021

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités

La Directrice Générale Adjointe Solidarités,

Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le 18 Février 2021
Notifié le 18 Février 2021
Identifiant de télétransmission : 185013

Arrêté n°2021-8 portant fixation du prix de journée 2021 du service d'accompagnement progressif en milieu familial (SAPMF) de l'association PLURIELS - 26700 Pierrelatte

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU le Budget Primitif 2021 adopté par l'Assemblée départementale le 12 février 2021 ;

VU les arrêtés conjoints de M. le Préfet de l'Ardèche et de M. le Président du Conseil Départemental en date du 14 décembre 2016 et 17 octobre 2017 portant autorisation accordée à M. le Président de l'Association Pluriels située à Pierrelatte pour la création de 20 places de service d'accompagnement progressif en milieu familial (SAPMF) ;

VU les propositions budgétaires et tarifaires transmises par l'institution gestionnaire de l'établissement ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle retenue à 9 125 journées pour déterminer le tarif de journalier ;

CONSIDERANT la procédure contradictoire suivie ;

Sur proposition conjointe de Madame le Directrice Interrégionale Adjoint de la Direction Interrégionale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse Centre-Est, Directeur Territorial par intérim de la Direction Territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse Drôme-Ardèche, de Madame la Directrice territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse Drôme Ardèche et de Madame la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETEMENT

ARTICLE 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2021 les recettes et les dépenses prévisionnelles du service SAPMF PLURIELS sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montant retenu	Total retenu
Dépenses	Groupe 1 Dépenses afférentes à l'exploitation	29 833,73€ €	525 688,30 €
	Groupe 2 Dépenses afférentes au personnel	449 554,07€	
	Groupe 3 Dépenses afférentes à la structure	46 300,50€	
Recettes	Groupe 1 Produits de la tarification	525 688,30 €	525 688,30€
	Groupe 2 Autres produits relatifs à l'exploitation	0€	

ARTICLE 2 : A compter du 1^{er} janvier 2021, la tarification des prestations du service SAPMF PLURIELS est fixée comme suit :

525 688,30 € / 9 125 journées (100% de taux d'occupation sur 25 places) = **57,61 € soit une diminution de -6,49% % par rapport à 2020**

ARTICLE 3 : Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de la date de la présente notification auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (107, rue Servient - 69418 LYON CEDEX 03).

ARTICLE 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Ardèche, Madame la Directrice Interrégionale de la Direction Interrégionale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse Centre-Est, Mme la Directrice Générale Adjointe Solidarités, M. le Président de Pluriels, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département de l'Ardèche.

/ 8 FEV. 2021

Fait à Privas, le
En trois exemplaires originaux

Le Préfet

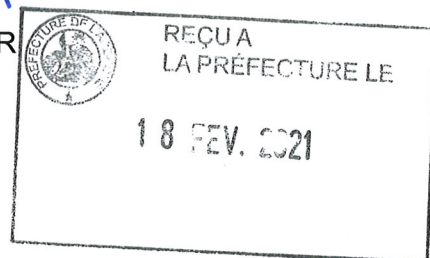


Thierry DEVIMEUX

**Le Président du Conseil
Départemental**

La Directrice Générale Adjointe Solidarités

Géraldine MALATIER



DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Delphine DORSO-GILLES
BP 737
07007 Privas Cedex
ddorsogilles@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-187

Portant fixation, au titre de l'année 2021, du prix de journée du Foyer Appartement de la Croix-Rouge française à Beauchastel.

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, livre 3ème, notamment les articles L312-1, L 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, partie réglementaire, livre 3ème, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU la délibération de l'assemblée délibérante du Département de l'Ardèche en date du 22 juin 2020 portant délégation à la commission permanente de l'ensemble de ses attributions à l'exception de celles qui sont réservées au Conseil Départemental par les articles L. 3312-1 et L.1612-12 à L. 1612-15 du CGCT ;

VU la délibération de la commission permanente en date du 07 septembre 2020 fixant le taux d'évolution maximum des tarifs moyens pour les établissements sociaux et médico-sociaux pour l'année 2021,

VU l'arrêté portant autorisation de création ;

VU les propositions budgétaires et tarifaires présentées par les responsables de l'établissement ;

CONSIDERANT l'activité retenue à 2796 journées ;

CONSIDERANT la procédure contradictoire suivie ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2021, le montant global des charges et produits par groupe fonctionnel de FOYER APPARTEMENT situé à Beauchastel est autorisé comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montant (€)	Total (€)
Charges	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	5 254,00 €	140 443,00 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	112 848,00 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	22 341,00 €	
	Déficit	0,00 €	

	Groupes fonctionnels	Montant (€)	Total (€)
Produits	Groupe I Produit de la tarification hébergement	140 443,00 €	140 443,00 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent	0,00 €	

ARTICLE 2 :

Le tarif journalier applicable pour l'année 2021 est fixé à : 50,23 €

	Tarif proratisé applicable du 1 ^{er} mars 2021 au 31 décembre 2021	Tarif applicable à compter du 1 ^{er} janvier 2022, dans l'attente d'une nouvelle tarification
Tarif journalier FOYER APPARTEMENT	50,28 €	50,23 €

ARTICLE 3 : Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de la date de la présente notification auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (Cour administrative de Lyon – Palais des juridictions administratives - 184 rue Duguesclin – 69 433 Lyon Cedex 3).

ARTICLE 4 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, et Madame La Directrice du FOYER APPARTEMENT sont chargé(e)s, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le 11 février 2021

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités

Géraldine MALATIER



Reçu à la Préfecture le 23/02/2021
Notifié le 26/02/2021
Identifiant de télétransmission : 186614

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Patrimoine, Numérique, Mobilités
Systèmes d'Information et Usages Numériques

Catherine ALLIGIER
BP737 - 07007 PRIVAS
04 75 66 71 38
secretariat.dsi@ardeche.fr

DÉCISION n°2021-65

Portant renouvellement de l'adhésion à l'association ADIRA pour l'année 2021

LE PRESIDENT,

- Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 3211-2,
- Vu** la délibération du Conseil Départemental n°0.72.1 du 30 novembre 2015 autorisant l'adhésion à l'association ADIRA,
- Vu** la délibération n°6.17.2 du 17 juin 2019 donnant délégation au Président du Conseil Départemental, notamment son paragraphe 7,
- Vu** la décision n°2020-127 du 26 février 2020 portant renouvellement de l'adhésion à l'association ADIRA pour l'année 2020

Considérant que l'association ADIRA, est une structure d'accueil et de mise en relation de tous les acteurs régionaux des technologies de l'information ;

Considérant que cette association, a pour objet d'établir une concertation entre ses adhérents afin d'étudier toutes les questions intéressant les systèmes d'information et les nouvelles technologies de l'information et de la communication ;

Considérant que l'adhésion du département à cette association présente à cet égard un intérêt départemental ;

DECIDE

DÉCIDE

Article 1 : Le Département renouvelle son adhésion à l'association ADIRA pour l'année 2021.

Article 2 : La présente décision pourra faire l'objet :

- d'un recours gracieux
- d'un recours pour excès de pouvoir au Tribunal Administratif de Lyon
(184 rue Duguesclin – 69433 LYON Cedex 03)

Dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services Départementaux est chargé de la mise en œuvre de la présente décision, qui sera notifiée à ladite association et publiée au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Privas le 17/02/2021

Le Président,
Monsieur Laurent UGHETTO

Reçu à la Préfecture le 23/02/21

identifiant de télétransmission: 184680

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Patrimoine, Numérique, Mobilités
Systèmes d'Information et Usages Numériques

Catherine ALLIGIER
BP 737 - 07007 PRIVAS
04 75 66 71 38
secretariat.dsi@ardeche.fr

DÉCISION n°2021-66

Portant renouvellement de l'adhésion à l'association COTER CLUB pour l'année 2021

LE PRÉSIDENT,

- Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 3211-2,
- Vu** la délibération du Conseil Départemental n°0.75.1 du 06 juillet 2015 autorisant l'adhésion à l'association Coter Club,
- Vu** la délibération n°6.17.2 du 17 juin 2019 donnant délégation au Président du Conseil Départemental, notamment son paragraphe 7,
- Vu** la décision n°2020-128 du 26 février 2020 portant renouvellement de l'adhésion à l'association Coter Club pour l'année 2020

Considérant que l'association Coter Club, située au carrefour de différents métiers des systèmes d'information et des nouvelles technologies de l'information et de la communication, a pour mission la veille technologique et de proposer des activités s'y rapportant ;

Considérant que cette association, importante dans le monde de l'informatique sur le territoire, met en œuvre un congrès annuel et des groupes de travail ;

Considérant que l'adhésion du département à cette association présente à cet égard un intérêt départemental ;

DECIDE

Article 1 : Le Département renouvelle son adhésion à l'association Coter Club pour l'année 2021.

Article 2 : La présente décision pourra faire l'objet :

- d'un recours gracieux
- d'un recours pour excès de pouvoir au Tribunal Administratif de Lyon
(184 rue Duguesclin – 69433 LYON Cedex 03)

Dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services Départementaux est chargé de la mise en œuvre de la présente décision, qui sera notifiée à ladite association et publiée au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Privas le 17/02/2021

Le Président,
Monsieur Laurent UGHETTO

Reçu à la Préfecture le 23/02/21

identifiant de transmission : 184682

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Direction Générale des Services (DGS)
Dir Etude Juridique et Ressources
Documentaires

Perrine MALBOS
BP 737
07007 Privas Cedex
Tél : 04.75.66.71.14
sejrd@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-114

portant composition de la Commission Consultative Paritaire Départementale de l'Ardèche

LE PRESIDENT,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, et notamment les articles L.421-6 et R.421-27 et suivants,

VU l'élection de M. Laurent UGHETTO en qualité de Président du Conseil Départemental en date du 10 juillet 2017,

VU le procès-verbal en date du 5 janvier 2017 proclamant les résultats de l'élection de la commission consultative paritaire départementale de l'Ardèche, et le procès-verbal rectificatif du 19 janvier 2017,

VU l'arrêté n° 2020-197 du Président du Conseil Départemental du 5 juin 2020 fixant la composition de la commission consultative paritaire départementale de l'Ardèche,

CONSIDERANT que la signature s'entend indifféremment comme pouvant prendre une forme manuscrite ou électronique,

ARRETE

Article 1er: La Commission Consultative Paritaire Départementale de l'Ardèche est composée des membres suivants:

	Membres Titulaires	Membres suppléants
Représentants du Département	Sylvie DUBOIS, Conseillère Départementale déléguée à la Famille, à la Parentalité et à la Solidarité Internationale PRESIDENTE	Denis DUCHAMP, Vice-Président en charge de la Protection de l'Enfance et de la Lutte contre la Précarité
	Nathalie FREYNET Médecin départemental en charge de la coordination des missions de la PMI et des centres de planification familiale, de la Santé Publique, du parcours de soins des enfants confiés à l'ASE, et médecin référent du CLAT	Isabelle HACHE, Puéricultrice Coordinatrice de PMI, Conseillère technique en charge des contrôles d'établissements
	Aurélia DUBUIS-PELLIZZARI, Chef du Service Ressources Enfance et Famille	Bruce LARRIEU, Chef du Service Protection de l'Enfance
	Amélie HOUDART, Chef du Service Etudes Juridiques et Ressources Documentaires	Perrine MALBOS, Chargée d'Etudes Juridiques Service Etudes Juridiques et Ressources Documentaires
Représentants des assistants maternels et familiaux	Jeanne JOFFRE, Liste CGT	Christine VIDIL, Liste CGT
	Elisabeth BOCQUET, Liste CGT	Emilia NOBRE, Liste CGT
	Bénédicte REBOUL, Liste Indépendants	Sophie MERCADIER, Liste Indépendants
	Isabelle CHATELAIN Liste CFDT	Aline BREYSSE, Liste CFDT

Article 2 : L'arrêté n° 2020-199 du Président du Conseil Départemental du 05 juin 2020 fixant la composition de la commission consultative paritaire départementale de l'Ardèche est abrogé.

Article 3: Le présent arrêté pourra faire l'objet :

- d'un recours gracieux,
 - et/ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69433 LYON Cedex 03,
- dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

Article 4: Le Directeur Général des Services et les intéressés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Fait à Privas le

23 FEV. 2021

Le Président,
Monsieur Laurent UGHETTO



Reçu à la Préfecture le **23/02/2021**
Affiché en l'Hôtel du département le **24/02/2021**
Identifiant de télétransmission : **185524**

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Delphine DORSO-GILLES
BP 737
07007 Privas Cedex
ddorsogilles@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-133

Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à l'hébergement de la Résidence Autonomie "Saint-Antoine" à Aubenas.

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU le règlement départemental d'aide sociale de l'Ardèche en vigueur ;

VU la délibération de l'assemblée délibérante du Département de l'Ardèche en date du 22 juin 2020 portant délégation à la commission permanente de l'ensemble de ses attributions à l'exception de celles qui sont réservées au Conseil Départemental par les articles L. 3312-1 et L. 1612-12 à L. 1612-15 du CGCT ;

VU la délibération de la commission permanente en date du 07 septembre 2020, fixant le taux d'évolution maximum des tarifs moyens pour les établissements sociaux et médico-sociaux pour l'année 2021,

VU les propositions budgétaires et tarifaires transmises par l'institution gestionnaire de l'établissement ;

Vu l'arrêté n° 2021-103 portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs afférents à l'hébergement de la résidence autonomie Saint-Antoine à Aubenas ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle retenue à 27 375 journées pour déterminer le tarif hébergement ;

CONSIDERANT le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens conclu entre l'Agence Régionale de Santé, le Département et MUTUALITE FRANÇAISE ARDECHE DROME gestionnaire de l'EHPA RESIDENCE SAINT ANTOINE à Aubenas pour la période 2015-2021 ;

CONSIDERANT l'erreur constatée à l'article 1 de l'arrêté 2021-103 dans la fixation des tarifs hébergement et l'impact sur l'article fixant les produits de tarification ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté 2021-103 du 5 janvier 2021 est retiré.

ARTICLE 2 : Le tarif journalier hébergement permanent (par personne), applicable aux résidents de la EHPA RESIDENCE SAINT ANTOINE à Aubenas est fixé ainsi qu'il suit :

	Tarifs applicables à compter du 1^{er} janvier 2021
T1 1 personne	35,50 €
T1 bis 1 personne	40,21 €
T1 bis 2 personnes	28,41 €
T2 2 personnes	31,65 €

ARTICLE 3 : Les tarifs des repas applicables aux résidents de la EHPA RESIDENCE SAINT ANTOINE à Aubenas sont fixés ainsi qu'il suit :

	Tarifs applicables à compter du 1^{er} janvier 2021
Petit déjeuner	1,42 €
Déjeuner	6,45 €
Diner	3,27 €
Total	11,14 €

ARTICLE 4 : Pour l'exercice 2021, les produits de la tarification de l'EHPA RESIDENCE SAINT ANTOINE à Aubenas s'élèvent à **1 381 890,00 €**.

ARTICLE 5 : En cas d'absence pour hospitalisation ou autre motif de plus de 72h, le tarif hébergement est minoré du montant du forfait journalier hospitalier en vigueur.

ARTICLE 6 : L'aide sociale à l'hébergement servie par le Département de l'Ardèche est maintenue jusqu'à 60 jours consécutifs d'absence du bénéficiaire pour cause d'hospitalisation ou 35 jours consécutifs d'absence pour un autre motif.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69 433 LYON Cedex 03).

ARTICLE 8 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Madame La Directrice de la EHPA RESIDENCE SAINT ANTOINE de Aubenas sont chargé(e)s, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le **05 FEV. 2021**

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités


La Directrice Générale Adjointe Solidarités,

Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le **8/02/2021**
Notifié le **10/02/2021**
Identifiant de télétransmission : **185884**



DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Juliette LEMAIRE
BP 737
07007 Privas Cedex
jlemaire@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-134

Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à la dépendance et du forfait global dépendance de l'EHPAD "Les Opalines" à TOURNON SUR RHONE

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU la délibération de l'assemblée délibérante du Département de l'Ardèche en date du 22 juin 2020 portant délégation à la commission permanente de l'ensemble de ses attributions à l'exception de celles qui sont réservées au Conseil Départemental par les articles L. 3312-1 et L. 1612-12 à L. 1612-15 du CGCT ;

VU la délibération de la commission permanente en date du 07 septembre 2020, fixant le taux d'évolution maximum des tarifs moyens pour les établissements sociaux et médico-sociaux pour l'année 2021,

VU l'arrêté n°2021-14 portant fixation, au titre de l'année 2021, de la valeur du point groupe iso-ressources (GIR) départemental ;

VU l'arrêté conjoint ARS et Conseil Départemental en date du lundi 3 juillet 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à SARL "LES OPALINES" pour le fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées EHPAD "LES OPALINES" situé à Tournon-sur-Rhône,

VU la convention du 11 décembre 2009 relative aux modalités de paiement de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie en établissements ardéchois et drômois, conclue entre les Départements de l'Ardèche et de la Drôme,

CONSIDERANT le Gir Moyen Pondéré de l'établissement fixé à 807 ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle « réelle » retenue à 20 879 journées ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 : A compter du 1^{er} janvier 2021, le forfait global dépendance alloué à l'EHPAD "LES OPALINES" à Tournon-sur-Rhône est fixé comme suit :

Forfait Global Dépendance	400 089,53 €
Dont reprise de résultats antérieurs	0,00 €

ARTICLE 2 : Les tarifs afférents à la dépendance, applicables aux résidents âgés de 60 ans et plus de l'EHPAD "LES OPALINES" à Tournon-sur-Rhône sont fixés comme suit :

		Tarifs à compter du 1^{er} février 2021
Résident de plus de 60 ans	GIR 1 et 2	20,81 €
	GIR 3 et 4	13,21 €
	GIR 5 et 6 (ticket modérateur)	5,60 €

ARTICLE 3 : A compter du 1^{er} janvier 2021, la dotation globale afférente à la dépendance, apportée par le Conseil Départemental de l'Ardèche, est fixée comme suit :

Dotation globale annuelle	224 524,44 €
Quote-part mensuelle à verser par douzième	18 710,37 €
<i>Quote-part Ardèche</i>	<i>142 969,27 €</i>
<i>Quote-part Drôme</i>	<i>81 555,17 €</i>

Conformément aux dispositions prévues au II de l'article L. 232-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles, l'Allocation Personnalisée d'Autonomie, attribuée aux ressortissants du Département de l'Ardèche, sera versée directement à l'établissement d'accueil sous forme d'une dotation budgétaire globale afférente à la dépendance.

L'Allocation Personnalisée d'Autonomie, attribuée par les départements extérieurs à leurs ressortissants et servie de manière individualisée, sera également directement versée à l'établissement d'accueil, en application du 7^{ème} alinéa de l'article L. 232-8 susvisé.

ARTICLE 4 : En cas d'absence pour convenances personnelles, sous réserve d'information préalable conformément au délai défini au contrat de séjour, ou en cas d'absence pour hospitalisation avec hébergement, le tarif dépendance restant à la charge du résident n'est pas facturé.

ARTICLE 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69433 LYON CEDEX 03) dans le délai franc d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification.

ARTICLE 6 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Madame La Directrice de l'EHPAD "LES OPALINES" à Tournon-sur-Rhône, sont chargé(e)s, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le **05 FEV. 2021**

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités


La Directrice Générale Adjointe Solidarités,

Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le **08/02/2021**
Notifié le **11/02/2021**
Identifiant de télétransmission : **125291**



DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Juliette LEMAIRE
BP 737
07007 Privas Cedex
jlemaire@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-135

Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à l'hébergement de l'Etablissement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) "Les Opalines" à TOURNON SUR RHONE.

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU le règlement départemental d'aide sociale de l'Ardèche en vigueur ;

VU la délibération de l'assemblée délibérante du Département de l'Ardèche en date du 22 juin 2020 portant délégation à la commission permanente de l'ensemble de ses attributions à l'exception de celles qui sont réservées au Conseil Départemental par les articles L. 3312-1 et L. 1612-12 à L. 1612-15 du CGCT ;

VU l'arrêté conjoint ARS et Conseil Départemental en date du lundi 3 juillet 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à SARL "LES OPALINES" pour le fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées EHPAD "LES OPALINES" situé à Tournon-sur-Rhône ;

VU l'arrêté du 24 décembre 2020 relatif aux prix des prestations d'hébergement de certains établissements accueillant des personnes âgées ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2005 portant habilitation partielle au titre de l'Aide Sociale pour 10 places d'hébergement permanent en faveur de la Résidence « Les Opalines » à Tournon-sur-Rhône

VU les propositions budgétaires et tarifaires transmises par l'institution gestionnaire de l'établissement ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle retenue à 21 334 journées pour déterminer le tarif hébergement ;

CONSIDERANT le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens conclu entre l'Agence Régionale de Santé, le Département et SARL "LES OPALINES" gestionnaire de l'EHPAD "LES OPALINES" à Tournon-sur-Rhône pour la période 2020-2024 ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le tarif journalier hébergement (par personne), applicable aux résidents bénéficiaires de l'aide sociale de l'EHPAD "LES OPALINES" à Tournon-sur-Rhône est fixé ainsi qu'il suit :

	Tarifs applicables à compter du 1er février 2021
Tarif journalier hébergement Permanent + de 60 ans.	52,86 €
Tarif journalier hébergement Permanent moins de 60 ans*	71,34 €

*dont part hébergement 52,86 € et part dépendance 18,48 €.

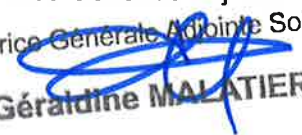
ARTICLE 2 : En cas d'absence pour hospitalisation ou autre motif de plus de 72h, le tarif hébergement est minoré du montant du forfait journalier hospitalier en vigueur.

ARTICLE 3 : L'aide sociale à l'hébergement servie par le Département de l'Ardèche est maintenue jusqu'à 60 jours consécutifs d'absence du bénéficiaire pour cause d'hospitalisation ou 35 jours consécutifs d'absence pour un autre motif.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69 433 LYON Cedex 03).

ARTICLE 5 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Madame La Directrice de l'EHPAD EHPAD "LES OPALINES" à Tournon-sur-Rhône sont chargé(e)s, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le **05 FEV. 2021**

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités
La Directrice Générale Adjointe Solidarités,

Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le 08/02/2021
Notifié le 11/02/2021
Identifiant de télétransmission : 185915



DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Juliette LEMAIRE
BP 737
07007 Privas Cedex
jlemaire@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-142

Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à la dépendance et du forfait global dépendance de l'EHPAD "Fernand Laffont" à Le Cheylard

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU la délibération de l'assemblée délibérante du Département de l'Ardèche en date du 22 juin 2020 portant délégation à la commission permanente de l'ensemble de ses attributions à l'exception de celles qui sont réservées au Conseil Départemental par les articles L. 3312-1 et L. 1612-12 à L. 1612-15 du CGCT ;

VU la délibération de la commission permanente en date du 07 septembre 2020, fixant le taux d'évolution maximum des tarifs moyens pour les établissements sociaux et médico-sociaux pour l'année 2021,

VU l'arrêté n°2021-14 portant fixation, au titre de l'année 2021, de la valeur du point groupe iso-ressources (GIR) départemental ;

VU l'arrêté conjoint ARS et Conseil Départemental en date du mardi 3 janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée au CH DU CHEYLARD pour le fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées « EHPAD DE L'HOPITAL DE CHEYLARD » situé à Le Cheylard,

VU la convention du 11 décembre 2009 relative aux modalités de paiement de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie en établissements ardéchois et drômois, conclue entre les Départements de l'Ardèche et de la Drôme,

CONSIDERANT le Gir Moyen Pondéré de l'établissement fixé à 695 ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle « réelle » retenue à 34 210 journées ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 : A compter du 1^{er} janvier 2021, le forfait global dépendance alloué à l'EHPAD DE L'HOPITAL DE CHEYLARD à Le Cheylard est fixé comme suit :

Forfait Global Dépendance	637 284,81 €
Dont reprise de résultats antérieurs	0,00 €

ARTICLE 2 : Les tarifs afférents à la dépendance, applicables aux résidents âgés de 60 ans et plus de l'EHPAD DE L'HOPITAL DE CHEYLARD à Le Cheylard sont fixés comme suit :

		Tarifs à compter du 1^{er} février 2021
Résident de plus de 60 ans	GIR 1 et 2	22,60 €
	GIR 3 et 4	14,34 €
	GIR 5 et 6 (ticket modérateur)	6,09 €

ARTICLE 3 : A compter du 1^{er} janvier 2021, la dotation globale afférente à la dépendance, apportée par le Conseil Départemental de l'Ardèche, est fixée comme suit :

Dotation globale annuelle	407 854,20 €
Quote-part mensuelle à verser par douzième	33 987,85 €
<i>Quote-part Ardèche</i>	399 291,58 €
<i>Quote-part Drôme</i>	8 562,62 €

Conformément aux dispositions prévues au II de l'article L. 232-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles, l'Allocation Personnalisée d'Autonomie, attribuée aux ressortissants du Département de l'Ardèche, sera versée directement à l'établissement d'accueil sous forme d'une dotation budgétaire globale afférente à la dépendance.

L'Allocation Personnalisée d'Autonomie, attribuée par les départements extérieurs à leurs ressortissants et servie de manière individualisée, sera également directement versée à l'établissement d'accueil, en application du 7^{ème} alinéa de l'article L. 232-8 susvisé.

ARTICLE 4 : En cas d'absence pour convenances personnelles, sous réserve d'information préalable conformément au délai défini au contrat de séjour, ou en cas d'absence pour hospitalisation avec hébergement, le tarif dépendance restant à la charge du résident n'est pas facturé.

ARTICLE 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69433 LYON CEDEX 03) dans le délai franc d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification.

ARTICLE 6 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Monsieur Le Directeur de l'EHPAD DE L'HOPITAL DE CHEYLARD à Le Cheylard, sont chargé(e)s, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le **05 FEV. 2021**

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités

~~La Directrice Générale Adjointe Solidarités,~~

Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le 08/02/2021
Notifié le 11/02/2021
Identifiant de télétransmission : 186 038



DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Juliette LEMAIRE
BP 737
07007 Privas Cedex
jlemaire@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-143

Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à l'hébergement de l'Etablissement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) "Fernand Laffont" à Le Cheylard.

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU le règlement départemental d'aide sociale de l'Ardèche en vigueur ;

VU la délibération de l'assemblée délibérante du Département de l'Ardèche en date du 22 juin 2020 portant délégation à la commission permanente de l'ensemble de ses attributions à l'exception de celles qui sont réservées au Conseil Départemental par les articles L. 3312-1 et L. 1612-12 à L. 1612-15 du CGCT ;

VU la délibération de la commission permanente en date du 07 septembre 2020, fixant le taux d'évolution maximum des tarifs moyens pour les établissements sociaux et médico-sociaux pour l'année 2021,

VU l'arrêté conjoint ARS et Conseil Départemental en date du mardi 3 janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à CH DU CHEYLARD pour le fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées EHPAD DE L'HOPITAL DE CHEYLARD situé à Le Cheylard;

VU les propositions budgétaires et tarifaires transmises par l'institution gestionnaire de l'établissement ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle retenue à 35 400 journées pour déterminer le tarif hébergement ;

CONSIDERANT la procédure contradictoire suivie ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le tarif journalier hébergement (par personne), applicable aux résidents de l'EHPAD DE L'HOPITAL DE CHEYLARD à Le Cheylard est fixé ainsi qu'il suit :

	Tarifs applicables à compter du 1er février 2021
Tarif journalier hébergement Permanent + de 60 ans.	46,56 €
Tarif journalier hébergement Permanent moins de 60 ans*	64,21 €

*dont part hébergement 46,56 € et part dépendance 17,65 €.

ARTICLE 2 : Pour l'exercice 2021, le montant global des charges et produits de la section hébergement de l'EHPAD DE L'HOPITAL DE CHEYLARD à Le Cheylard est autorisé comme suit :

TOTAL CHARGES AUTORISEES	1 750 819,90 €
TOTAL PRODUITS	1 750 819,90 €
• Dont Produits de la tarification	1 646 100,00 €

ARTICLE 3 : En cas d'absence pour hospitalisation ou autre motif de plus de 72h, le tarif hébergement est minoré du montant du forfait journalier hospitalier en vigueur.

ARTICLE 4 : L'aide sociale à l'hébergement servie par le Département de l'Ardèche est maintenue jusqu'à 60 jours consécutifs d'absence du bénéficiaire pour cause d'hospitalisation ou 35 jours consécutifs d'absence pour un autre motif.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69 433 LYON Cedex 03).

ARTICLE 6 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Monsieur Le Directeur de l'EHPAD EHPAD DE L'HOPITAL DE CHEYLARD à Le Cheylard sont chargé(e)s, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le **05 FEV. 2021**

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités
La Directrice Générale Adjointe Solidarités,


Géraldine MALATIER



Reçu à la Préfecture le 08/02/2021
Notifié le 11/02/2021
Identifiant de télétransmission : 186040

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Marie-Laure GRILLET
BP 737
07007 Privas Cedex
mlgrillet@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-144

Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à l'hébergement de la résidence "LE ROCHER DE MIDI" à MONTPEZAT-SOUS-BAUZON

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU le règlement départemental d'aide sociale de l'Ardèche en vigueur ;

VU la délibération de l'assemblée délibérante du Département de l'Ardèche en date du 22 juin 2020 portant délégation à la commission permanente de l'ensemble de ses attributions à l'exception de celles qui sont réservées au Conseil Départemental par les articles L. 3312-1 et L. 1612-12 à L. 1612-15 du CGCT ;

VU la délibération de la commission permanente en date du 7 septembre 2020, fixant le taux d'évolution maximum des tarifs moyens pour les établissements sociaux et médico-sociaux pour l'année 2021,

VU l'arrêté en date du 19 mai 2009 portant autorisation de création d'un logement-foyer délivrée au « CCAS DE MONTPEZAT-SOUS-BAUZON » pour le fonctionnement de la « RESIDENCE LE ROCHER DE MIDI » située à MONTPEZAT-SOUS-BAUZON;

VU les propositions budgétaires et tarifaires transmises par l'institution gestionnaire de l'établissement ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle retenue à 3 945 journées pour déterminer le tarif hébergement ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le tarif journalier hébergement permanent (par personne), applicable aux résidents de la RESIDENCE SERVICE "LE ROCHER DE MIDI" à Montpezat-sous-Bauzon est fixé ainsi qu'il suit :

	Tarifs applicables à compter du 1 ^{er} février 2021
Chambre simple	30,96 €
Chambre double	23,38 €

ARTICLE 2 : Les tarifs des repas applicables aux résidents de la RESIDENCE SERVICE "LE ROCHER DE MIDI" à Montpezat-sous-Bauzon sont fixés ainsi qu'il suit :

	Tarifs applicables à compter du 1 ^{er} février 2021
Petit déjeuner	1,53 €
Déjeuner	4,58 €
Diner	4,07 €
Total	10,18 €

Collation ou goûter	1,00 €
---------------------	--------

ARTICLE 3 : Pour l'exercice 2021, les produits de la tarification de la RESIDENCE SERVICE "LE ROCHER DE MIDI" à Montpezat-sous-Bauzon s'élèvent à **142 394,44 €**.

ARTICLE 4 : En cas d'absence pour hospitalisation ou autre motif de plus de 72h, le tarif hébergement est minoré du montant du forfait journalier hospitalier en vigueur.

ARTICLE 5 : L'aide sociale à l'hébergement servie par le Département de l'Ardèche est maintenue jusqu'à 60 jours consécutifs d'absence du bénéficiaire pour cause d'hospitalisation ou 35 jours consécutifs d'absence pour un autre motif.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69 433 LYON Cedex 03).

ARTICLE 7 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Monsieur Le Directeur de la RESIDENCE SERVICE "LE ROCHER DE MIDI" de Montpezat-sous-Bauzon sont chargé(e)s, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le

29 JAN. 2021

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités

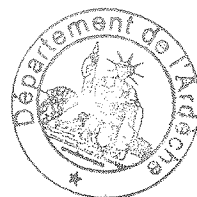
La Directrice Générale Adjointe Solidarités

Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le **08 FEV. 2021**

Notifié le **10 FEV. 2021**

Identifiant de télétransmission : 186101



DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Marie-Laure GRILLET
BP 737
07007 Privas Cedex
mlgrillet@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-162

Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à la dépendance et du forfait global dépendance de l'EHPAD "LES MURIERS" à SAINT SAUVEUR DE MONTAGUT

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU la délibération de l'assemblée délibérante du Département de l'Ardèche en date du 22 juin 2020 portant délégation à la commission permanente de l'ensemble de ses attributions à l'exception de celles qui sont réservées au Conseil Départemental par les articles L. 3312-1 et L. 1612-12 à L. 1612-15 du CGCT ;

VU la délibération de la commission permanente en date du 7 septembre 2020, fixant le taux d'évolution maximum des tarifs moyens pour les établissements sociaux et médico-sociaux pour l'année 2021,

VU l'arrêté n°2021-14 portant fixation, au titre de l'année 2021, de la valeur du point groupe iso-ressources (GIR) départemental ;

VU l'arrêté conjoint ARS n°2016-7447 et Conseil Départemental n°2017-82 en date du mardi 3 janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à ASSOCIATION "LES MURIERS" pour le fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées EHPAD "LES MURIERS" situé à Saint-Sauveur-de-Montagut,

VU l'arrêté n°2021-59 portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à la dépendance et du forfait global dépendance de l'EHPAD « LES MURIERS » à SAINT-SAUVEUR-DE-MONTAGUT ;

VU la convention du 11 décembre 2009 relative aux modalités de paiement de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie en établissements ardéchois et drômois, conclue entre les Départements de l'Ardèche et de la Drôme,

CONSIDERANT le Gir Moyen Pondéré de l'établissement fixé à 695 ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle « réelle » retenue à 28867 journées ;

CONSIDERANT la possibilité laissée à l'autorité de tarification de ne pas appliquer tout ou partie de la modulation de la part du forfait global relatif à la dépendance en fonction de l'activité ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°2021-59 du 5 janvier 2021 est retiré.

ARTICLE 2 : A compter du 1^{er} janvier 2021, le forfait global dépendance alloué à l'EHPAD "LES MURIERS" à Saint-Sauveur-de-Montagut est fixé comme suit :

Forfait Global Dépendance	507 796,85 €
Dont reprise de résultats antérieurs	0,00 €

ARTICLE 3 : Les tarifs afférents à la dépendance, applicables aux résidents âgés de 60 ans et plus de l'EHPAD "LES MURIERS" à Saint-Sauveur-de-Montagut sont fixés comme suit :

		Tarifs à compter du 1^{er} février 2021
Résident de plus de 60 ans	GIR 1 et 2	20,70 €
	GIR 3 et 4	13,14 €
	GIR 5 et 6 (ticket modérateur)	5,57 €

ARTICLE 4 : A compter du 1^{er} janvier 2021, la dotation globale afférente à la dépendance, apportée par le Conseil Départemental de l'Ardèche, est fixée comme suit :

Dotation globale annuelle	316 875,96 €
Quote-part mensuelle à verser par douzième	26 406,33 €
<i>Quote-part Ardèche</i>	<i>214 508,14 €</i>
<i>Quote-part Drôme</i>	<i>102 367,82 €</i>

Conformément aux dispositions prévues au II de l'article L. 232-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles, l'Allocation Personnalisée d'Autonomie, attribuée aux ressortissants du Département de l'Ardèche, sera versée directement à l'établissement d'accueil sous forme d'une dotation budgétaire globale afférente à la dépendance.

L'Allocation Personnalisée d'Autonomie, attribuée par les départements extérieurs à leurs ressortissants et servie de manière individualisée, sera également directement versée à l'établissement d'accueil, en application du 7^{ème} alinéa de l'article L. 232-8 susvisé.

ARTICLE 5 : En cas d'absence pour convenances personnelles, sous réserve d'information préalable conformément au délai défini au contrat de séjour, ou en cas d'absence pour hospitalisation avec hébergement, le tarif dépendance restant à la charge du résident n'est pas facturé.

ARTICLE 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69433 LYON CEDEX 03) dans le délai franc d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification.

ARTICLE 7 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Madame La Directrice de l'EHPAD "LES MURIERS" à Saint-Sauveur-de-Montagut, sont chargé(e)s, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le 16 FEV. 2021

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités


Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le 16/02/2021

Notifié le

Identifiant de télétransmission : 186574

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Marie-Laure GRILLET
BP 737
07007 Privas Cedex
mlgrillet@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-163

Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à l'hébergement de l'EHPAD "LES MURIERS" à SAINT-SAUVEUR-DE-MONTAGUT

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU le règlement départemental d'aide sociale de l'Ardèche en vigueur ;

VU la délibération de l'assemblée délibérante du Département de l'Ardèche en date du 22 juin 2020 portant délégation à la commission permanente de l'ensemble de ses attributions à l'exception de celles qui sont réservées au Conseil Départemental par les articles L. 3312-1 et L. 1612-12 à L. 1612-15 du CGCT ;

VU la délibération de la commission permanente en date du 7 septembre 2020, fixant le taux d'évolution maximum des tarifs moyens pour les établissements sociaux et médico-sociaux pour l'année 2021,

VU l'arrêté conjoint ARS n°2016-7447 et Conseil Départemental n°2017-82 en date du mardi 3 janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à ASSOCIATION "LES MURIERS" pour le fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées EHPAD "LES MURIERS" situé à Saint-Sauveur-de-Montagut;

VU les propositions budgétaires et tarifaires transmises par l'institution gestionnaire de l'établissement ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle retenue à 29474 journées pour déterminer le tarif hébergement ;

CONSIDERANT la procédure contradictoire suivie ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le tarif journalier hébergement (par personne), applicable aux résidents de l'EHPAD "LES MURIERS" à Saint-Sauveur-de-Montagut est fixé ainsi qu'il suit :

	Tarifs applicables à compter du 1er février 2021
Tarif journalier hébergement Permanent + de 60 ans. Chambre simple	51,46 €
Tarif journalier hébergement Permanent + de 60 ans. Chambre double	45,40 €
Tarif journalier hébergement Permanent + de 60 ans. Grande chambre	56,50 €
Tarif journalier hébergement Permanent moins de 60 ans*	69,09 €

*dont part hébergement 51,21 € et part dépendance 17,88 €.

ARTICLE 2 : Pour l'exercice 2021, le montant global des charges et produits de la section hébergement de l'EHPAD "LES MURIERS" à Saint-Sauveur-de-Montagut est autorisé comme suit :

TOTAL CHARGES AUTORISEES	1 631 694,10 €
TOTAL PRODUITS	1 631 694,10 €
• Dont Produits de la tarification	1 507 595,10 €

ARTICLE 3 : En cas d'absence pour hospitalisation ou autre motif de plus de 72h, le tarif hébergement est minoré du montant du forfait journalier hospitalier en vigueur.

ARTICLE 4 : L'aide sociale à l'hébergement servie par le Département de l'Ardèche est maintenue jusqu'à 60 jours consécutifs d'absence du bénéficiaire pour cause d'hospitalisation ou 35 jours consécutifs d'absence pour un autre motif.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69 433 LYON Cedex 03).

ARTICLE 6 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Madame La Directrice de l'EHPAD "LES MURIERS" à Saint-Sauveur-de-Montagut sont chargé(e)s, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le 16 FEV. 2021

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités



Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le 16/02/2021
Notifié le
Identifiant de télétransmission : 136440

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Delphine DORSO-GILLES
BP 737
07007 Privas Cedex
ddorsogilles@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-173

Modifiant l'arrêté n° 2021-101 portant, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à l'hébergement de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées (EHPA) "Les Jardins d'Helvie" à Alba la Romaine.

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU le règlement départemental d'aide sociale de l'Ardèche en vigueur ;

VU la délibération de l'assemblée délibérante du Département de l'Ardèche en date du 22 juin 2020 portant délégation à la commission permanente de l'ensemble de ses attributions à l'exception de celles qui sont réservées au Conseil Départemental par les articles L. 3312-1 et L. 1612-12 à L. 1612-15 du CGCT ;

VU la délibération de la commission permanente en date du 07 septembre 2020, fixant le taux d'évolution maximum des tarifs moyens pour les établissements sociaux et médico-sociaux pour l'année 2021,

VU les propositions budgétaires et tarifaires transmises par l'institution gestionnaire de l'établissement ;

VU l'arrêté 2021-101 portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à l'hébergement de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées (EHPA) « Les Jardins d'Helvie » à Alba la Romaine ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle retenue à 6 205 journées pour déterminer le tarif hébergement ;

CONSIDERANT le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens conclu entre l'Agence Régionale de Santé, le Département et MUTUALITE FRANÇAISE ARDECHE DROME gestionnaire de l'RA LES JARDINS D'HELVIE à Alba-la-Romaine pour la période 2015-2021 ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'article 1 de l'arrêté n° 2021-101 du 5 janvier 2021 est modifié comme il suit

	Tarifs applicables à compter du 1 ^{er} janvier 2021
F1 bis 1 personne	42,90 €
F1 bis 2 personnes	25,53 €
Moins de 60 ans	46,12 €

Les autres articles restent inchangés.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69 433 LYON Cedex 03).

ARTICLE 3 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Madame La Directrice de la RA LES JARDINS D'HELVIE de Alba-la-Romaine sont chargé(e)s, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le 8 février 2021

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités


Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le 16/02/2021
Notifié le 19/02/2021
Identifiant de télétransmission : 186514

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Delphine DORSO-GILLES
BP 737
07007 Privas Cedex
ddorsogilles@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-174

Modifiant l'arrêté n° 2021-133 portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à l'hébergement de la Résidence Autonomie "Saint-Antoine" à Aubenas.

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU le règlement départemental d'aide sociale de l'Ardèche en vigueur ;

VU la délibération de l'assemblée délibérante du Département de l'Ardèche en date du 22 juin 2020 portant délégation à la commission permanente de l'ensemble de ses attributions à l'exception de celles qui sont réservées au Conseil Départemental par les articles L. 3312-1 et L. 1612-12 à L. 1612-15 du CGCT ;

VU la délibération de la commission permanente en date du 07 septembre 2020, fixant le taux d'évolution maximum des tarifs moyens pour les établissements sociaux et médico-sociaux pour l'année 2021,

VU l'arrêté 2021-133 du 5 février 2021 portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à l'hébergement de la Résidence Autonomie « Saint-Antoine » à Aubenas ;

VU les propositions budgétaires et tarifaires transmises par l'institution gestionnaire de l'établissement ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle retenue à 27 375 journées pour déterminer le tarif hébergement ;

CONSIDERANT le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens conclu entre l'Agence Régionale de Santé, le Département et MUTUALITE FRANÇAISE ARDECHE DROME gestionnaire de l'EHPA RESIDENCE SAINT ANTOINE à Aubenas pour la période 2015-2021 ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'article 1 de l'arrêté n° 2021-133 du 5 janvier 2021 est modifié comme il suit :

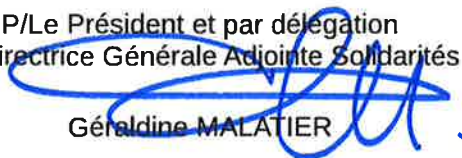
	Tarifs applicables à compter du 1 ^{er} janvier 2021
T1 1 personne	35,50 €
T1 bis 1 personne	40,21 €
T1 bis 2 personnes	28,41 €
T2 2 personnes	31,65 €
Moins de 60 ans	44,87 €

Les autres articles restent inchangés.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69 433 LYON Cedex 03).

ARTICLE 8 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Madame La Directrice de la EHPA RESIDENCE SAINT ANTOINE de Aubenas sont chargé(e)s, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le 8 février 2021

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités

Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le 16/02/2021
Notifié le 18/02/2021
Identifiant de télétransmission : 186 516

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Delphine DORSO-GILLES
BP 737
07007 Privas Cedex
ddorsogilles@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-175

Modifiant l'arrêté n° 2021-106 Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à l'hébergement de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées (EHPA) "Les Terrasses de l'Eyrieux" à Les Ollières sur Eyrieux.

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU le règlement départemental d'aide sociale de l'Ardèche en vigueur ;

VU la délibération de l'assemblée délibérante du Département de l'Ardèche en date du 22 juin 2020 portant délégation à la commission permanente de l'ensemble de ses attributions à l'exception de celles qui sont réservées au Conseil Départemental par les articles L. 3312-1 et L. 1612-12 à L. 1612-15 du CGCT ;

VU la délibération de la commission permanente en date du 07 septembre 2020, fixant le taux d'évolution maximum des tarifs moyens pour les établissements sociaux et médico-sociaux pour l'année 2021,

VU les propositions budgétaires et tarifaires transmises par l'institution gestionnaire de l'établissement ;

VU l'arrêté n° 2021-106 du 5 janvier 2021 portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à l'hébergement de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées (EHPA) « Les Terrasses de l'Eyrieux » à Les Ollières sur Eyrieux ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle retenue à 7 602 journées pour déterminer le tarif hébergement ;

CONSIDERANT le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens conclu entre l'Agence Régionale de Santé, le Département et MUTUALITE FRANÇAISE ARDECHE DROME gestionnaire de l'RA LES TERRASSES DE L'EYRIEUX à Les Ollières-sur-Eyrieux pour la période 2015-2021 ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'article 1 de l'arrêté 2021-106 du 5 janvier 2021 est modifié comme il suit :

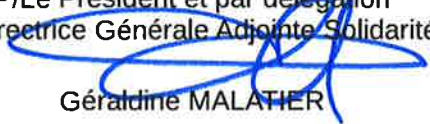
	Tarifs applicables à compter du 1 ^{er} janvier 2021
T1 1 personne	43,89 €
T2 2 personnes	32,17 €
Studio T1 jumelé	41,16 €
T1 bis 1 ou 2 pers	47,93 €
Accueil de jour	16,43 €
Moins de 60 ans	46,59 €

Les autres articles restent inchangés.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69 433 LYON Cedex 03).

ARTICLE 3 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Madame La Directrice de la RA LES TERRASSES DE L'EYRIEUX de Les Ollières-sur-Eyrieux sont chargé(e)s, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le 8 février 2021

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités

Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le 16/02/2021
Notifié le 19/02/2021
Identifiant de télétransmission : 186519

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Marie-Laure GRILLET
BP 737
07007 Privas Cedex
mlgrillet@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-176

Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à la dépendance et du forfait global dépendance de l'EHPAD "LES TAMARIS" à GUILHERAND-GRANGES

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU la délibération de l'assemblée délibérante du Département de l'Ardèche en date du 22 juin 2020 portant délégation à la commission permanente de l'ensemble de ses attributions à l'exception de celles qui sont réservées au Conseil Départemental par les articles L. 3312-1 et L. 3312-12 à L. 3312-15 du CGCT ;

VU la délibération de la commission permanente en date du 7 septembre 2020, fixant le taux d'évolution maximum des tarifs moyens pour les établissements sociaux et médico-sociaux pour l'année 2021,

VU l'arrêté n°2021-14 portant fixation, au titre de l'année 2021, de la valeur du point groupe iso-ressources (GIR) départemental ;

VU l'arrêté conjoint ARS n°2016-7450 et Conseil Départemental n° 2017-85 en date du mardi 3 janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à SA ORPEA - SIEGE SOCIAL pour le fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées EHPAD LES TAMARIS situé à Guilhaud-Granges,

VU la convention du 11 décembre 2009 relative aux modalités de paiement de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie en établissements ardéchois et drômois, conclue entre les Départements de l'Ardèche et de la Drôme,

CONSIDERANT le Gir Moyen Pondéré de l'établissement fixé à 796 ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle « réelle » retenue à 33208 journées ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 : A compter du 1^{er} janvier 2021, le forfait global dépendance alloué à l'EHPAD LES TAMARIS à Guilherand-Granges est fixé comme suit :

Forfait Global Dépendance	602 413,49 €
Dont reprise de résultats antérieurs	0,00 €

ARTICLE 2 : Les tarifs afférents à la dépendance, applicables aux résidents âgés de 60 ans et plus de l'EHPAD LES TAMARIS à Guilherand-Granges sont fixés comme suit :

		Tarifs à compter du 1^{er} mars 2021
Résident de plus de 60 ans	GIR 1 et 2	21,31 €
	GIR 3 et 4	13,52 €
	GIR 5 et 6 (ticket modérateur)	5,74 €

ARTICLE 3 : A compter du 1^{er} janvier 2021, la dotation globale afférente à la dépendance, apportée par le Conseil Départemental de l'Ardèche, est fixée comme suit :

Dotation globale annuelle	333 479,16 €
Quote-part mensuelle à verser par douzième	27 789,93 €
<i>Quote-part Ardèche</i>	<i>220 578,11 €</i>
<i>Quote-part Drôme</i>	<i>112 901,05 €</i>

Conformément aux dispositions prévues au II de l'article L. 232-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles, l'Allocation Personnalisée d'Autonomie, attribuée aux ressortissants du Département de l'Ardèche, sera versée directement à l'établissement d'accueil sous forme d'une dotation budgétaire globale afférente à la dépendance.


L'Allocation Personnalisée d'Autonomie, attribuée par les départements extérieurs à leurs ressortissants et servie de manière individualisée, sera également directement versée à l'établissement d'accueil, en application du 7^{ème} alinéa de l'article L. 232-8 susvisé.

ARTICLE 4 : En cas d'absence pour convenances personnelles, sous réserve d'information préalable conformément au délai défini au contrat de séjour, ou en cas d'absence pour hospitalisation avec hébergement, le tarif dépendance restant à la charge du résident n'est pas facturé.

ARTICLE 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69433 LYON CEDEX 03) dans le délai franc d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification.

ARTICLE 6 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Monsieur Le Directeur de l'EHPAD LES TAMARIS à Guilhaud-Granges, sont chargé(e)s, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le 16 FEV. 2021

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités

Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le 16/02/2021
Notifié le
Identifiant de télétransmission : 186522

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Delphine DORSO-GILLES
BP 737
07007 Privas Cedex
ddorsogilles@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-183

Portant fixation, au titre de l'année 2021, du prix de journée du Service d'Accompagnement à la Vie Sociale de la Croix-Rouge française à Beauchastel.

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, livre 3ème, notamment les articles L312-1, L 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, partie réglementaire, livre 3ème, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU la délibération de l'assemblée délibérante du Département de l'Ardèche en date du 22 juin 2020 portant délégation à la commission permanente de l'ensemble de ses attributions à l'exception de celles qui sont réservées au Conseil Départemental par les articles L. 3312-1 et L.1612-12 à L. 1612-15 du CGCT ;

VU la délibération de la commission permanente en date du 07 septembre 2020 fixant le taux d'évolution maximum des tarifs moyens pour les établissements sociaux et médico-sociaux pour l'année 2021,

VU l'arrêté portant autorisation de création ;

VU les propositions budgétaires et tarifaires présentées par les responsables de l'établissement ;

CONSIDERANT l'activité retenue à 5425 ;

CONSIDERANT la procédure contradictoire suivie ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2021, le montant global des charges et produits par groupe fonctionnel de SAVS DE BEAUCHASTEL situé à Beauchastel est autorisé comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montant (€)	Total (€)
Charges	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	3 697,00 €	92 686,00 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	74 825,00 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	14 164,00 €	
	Déficit	0,00 €	

	Groupes fonctionnels	Montant (€)	Total (€)
Produits	Groupe I Produit de la tarification hébergement	92 686,00 €	92 686,00 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent	0,00 €	

ARTICLE 2 :

Le tarif journalier applicable pour l'année 2021 est fixé à : 17,08 €

	Tarif proratisé applicable du 1 ^{er} mars 2021 au 31 décembre 2021	Tarif applicable à compter du 1 ^{er} janvier 2022, dans l'attente d'une nouvelle tarification
Tarif journalier SAVS DE BEAUCHASTEL	17,10 €	17,08 €

ARTICLE 3 : Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de la date de la présente notification auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (Cour administrative de Lyon – Palais des juridictions administratives - 184 rue Duguesclin – 69 433 Lyon Cedex 3).

ARTICLE 4 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, et Madame La Directrice du SAVS DE BEAUCHASTEL sont chargé(e)s, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le 22 février 2021

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités

Géraldine MALATIER



Reçu à la Préfecture le 23/02/2021
Notifié le 26/02/2021
Identifiant de télétransmission : 186600

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Delphine DORSO-GILLES
BP 737
07007 Privas Cedex
ddorsogilles@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-184

Portant fixation, au titre de l'année 2021, du prix de journée du Foyer de Vie pour Personnes Handicapées Veillissantes de la Croix-Rouge française à Beauchastel.

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, livre 3ème, notamment les articles L312-1, L 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, partie réglementaire, livre 3ème, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU la délibération de l'assemblée délibérante du Département de l'Ardèche en date du 22 juin 2020 portant délégation à la commission permanente de l'ensemble de ses attributions à l'exception de celles qui sont réservées au Conseil Départemental par les articles L. 3312-1 et L.1612-12 à L. 1612-15 du CGCT ;

VU la délibération de la commission permanente en date du 07 septembre 2020 fixant le taux d'évolution maximum des tarifs moyens pour les établissements sociaux et médico-sociaux pour l'année 2021,

VU l'arrêté portant autorisation de création ;

VU les propositions budgétaires et tarifaires présentées par les responsables de l'établissement ;

CONSIDERANT l'activité retenue à 10194 ;

CONSIDERANT la procédure contradictoire suivie ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2021, le montant global des charges et produits par groupe fonctionnel de FOYER DE VIE PHV situé à Beauchastel est autorisé comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montant (€)	Total (€)
Charges	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	236 689,00 €	1 361 416,00 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	903 079,00 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	221 648,00 €	
	Déficit	0,00 €	

	Groupes fonctionnels	Montant (€)	Total (€)
Produits	Groupe I Produit de la tarification hébergement	1 261 416,00 €	1 361 416,00 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	100 000,00 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent	0,00 €	

ARTICLE 2 :

Le tarif journalier applicable pour l'année 2021 est fixé à : 123,74 €

	Tarif proratisé applicable du 1 ^{er} mars 2021 au 31 décembre 2021	Tarif applicable à compter du 1 ^{er} janvier 2022, dans l'attente d'une nouvelle tarification
Tarif journalier FOYER DE VIE PHV	123,86 €	123,74 €

ARTICLE 3 : Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de la date de la présente notification auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (Cour administrative de Lyon – Palais des juridictions administratives - 184 rue Duguesclin – 69 433 Lyon Cedex 3).

ARTICLE 4 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, et Madame La Directrice du FOYER DE VIE PHV sont chargé(e)s, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le 22/02/2021

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités
Géraldine MALATIER



Reçu à la Préfecture le 23/02/2021
Notifié le 26/02/2021
Identifiant de télétransmission : 186602

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Marie-Laure GRILLET
BP 737
07007 Privas Cedex
mlgrillet@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-188

Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à la dépendance et du forfait global dépendance de l'EHPAD "CHALAMBELLE" à BURZET

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU la délibération de l'assemblée délibérante du Département de l'Ardèche en date du 22 juin 2020 portant délégation à la commission permanente de l'ensemble de ses attributions à l'exception de celles qui sont réservées au Conseil Départemental par les articles L. 3312-1 et L. 1612-12 à L. 1612-15 du CGCT ;

VU la délibération de la commission permanente en date du 7 septembre 2020, fixant le taux d'évolution maximum des tarifs moyens pour les établissements sociaux et médico-sociaux pour l'année 2021,

VU l'arrêté n°2020-345 portant fixation, au titre de l'année 2021, de la valeur du point groupe iso-ressources (GIR) départemental ;

VU l'arrêté conjoint ARS n°2019-14-0068 et Conseil Départemental n°2019-184 en date du mercredi 5 juin 2019 portant autorisation d'extension de capacité de 12 lits d'hébergement permanent à l'EHPAD LA CHALAMBELLE à Burzet ;

VU la convention du 11 décembre 2009 relative aux modalités de paiement de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie en établissements ardéchois et drômois, conclue entre les Départements de l'Ardèche et de la Drôme,

CONSIDERANT le Gir Moyen Pondéré de l'établissement fixé à 737 ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle « réelle » retenue à 18863 journées ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 : A compter du 1^{er} janvier 2021, le forfait global dépendance alloué à l'EHPAD "CHALAMBELLE" à Burzet est fixé comme suit :

Forfait Global Dépendance	320 799,38 €
Dont reprise de résultats antérieurs	0,00 €

ARTICLE 2 : Les tarifs afférents à la dépendance, applicables aux résidents âgés de 60 ans et plus de l'EHPAD "CHALAMBELLE" à Burzet sont fixés comme suit :

		Tarifs à compter du 1^{er} février 2021
Résident de plus de 60 ans	GIR 1 et 2	22,20 €
	GIR 3 et 4	14,09 €
	GIR 5 et 6 (ticket modérateur)	5,98 €

ARTICLE 3 : A compter du 1^{er} janvier 2021, la dotation globale afférente à la dépendance, apportée par le Conseil Départemental de l'Ardèche, est fixée comme suit :

Dotation globale annuelle	167 332,20 €
Quote-part mensuelle à verser par douzième	13 944,35 €
<i>Quote-part Ardèche</i>	<i>139 338,89 €</i>
<i>Quote-part Drôme</i>	<i>27 993,31 €</i>

Conformément aux dispositions prévues au II de l'article L. 232-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles, l'Allocation Personnalisée d'Autonomie, attribuée aux ressortissants du Département de l'Ardèche, sera versée directement à l'établissement d'accueil sous forme d'une dotation budgétaire globale afférente à la dépendance.

L'Allocation Personnalisée d'Autonomie, attribuée par les départements extérieurs à leurs ressortissants et servie de manière individualisée, sera également directement versée à l'établissement d'accueil, en application du 7^{ème} alinéa de l'article L. 232-8 susvisé.

ARTICLE 4 : En cas d'absence pour convenances personnelles, sous réserve d'information préalable conformément au délai défini au contrat de séjour, ou en cas d'absence pour hospitalisation avec hébergement, le tarif dépendance restant à la charge du résident n'est pas facturé.

ARTICLE 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69433 LYON CEDEX 03) dans le délai franc d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification.

ARTICLE 6 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Monsieur Le Directeur de l'EHPAD "CHALAMBELLE" à Burzet, sont chargé(e)s, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le **31 JAN. 2021**

Le Président,
Monsieur Laurent UGHETTO



Reçu à la Préfecture le **22 FEV. 2021**
Notifié le
Identifiant de télétransmission : *187041*

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Delphine DORSO-GILLES
BP 737
07007 Privas Cedex
ddorsogilles@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-191

Portant fixation, au titre de l'année 2021, du prix de journée du Foyer Hébergement de la Croix-Rouge française à Beauchastel.

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, livre 3ème, notamment les articles L312-1, L 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, partie réglementaire, livre 3ème, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU la délibération de l'assemblée délibérante du Département de l'Ardèche en date du 22 juin 2020 portant délégation à la commission permanente de l'ensemble de ses attributions à l'exception de celles qui sont réservées au Conseil Départemental par les articles L. 3312-1 et L.1612-12 à L. 1612-15 du CGCT ;

VU la délibération de la commission permanente en date du 07 septembre 2020 fixant le taux d'évolution maximum des tarifs moyens pour les établissements sociaux et médico-sociaux pour l'année 2021,

VU l'arrêté portant autorisation de création ;

VU les propositions budgétaires et tarifaires présentées par les responsables de l'établissement ;

CONSIDERANT l'activité retenue à 28 382 journées ;

CONSIDERANT la procédure contradictoire suivie ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2021, le montant global des charges et produits par groupe fonctionnel de FOYER HEBERGEMENT situé à Beauchastel est autorisé comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montant (€)	Total (€)
Charges	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	546 870,00 €	3 673 860,00 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	2 649 868,00 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	477 122,00 €	
	Déficit	0,00 €	

	Groupes fonctionnels	Montant (€)	Total (€)
Produits	Groupe I Produit de la tarification hébergement	3 411 508,00 €	3 673 860,00 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	262 352,00 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent	0,00 €	

ARTICLE 2 :

Le tarif journalier applicable pour l'année 2021 est fixé à : 120,20 €

	Tarif proratisé applicable du 1 ^{er} mars 2021 au 31 décembre 2021	Tarif applicable à compter du 1 ^{er} janvier 2022, dans l'attente d'une nouvelle tarification
Tarif journalier FOYER HEBERGEMENT	120,32 €	120,20 €


ARTICLE 3 : Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de la date de la présente notification auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (Cour administrative de Lyon – Palais des juridictions administratives - 184 rue Duguesclin – 69 433 Lyon Cedex 3).

ARTICLE 4 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, et Madame La Directrice du FOYER HEBERGEMENT sont chargé(e)s, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

25 FEV. 2021

Fait à Privas le

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités



Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le 25/02/2021

Notifié le 26/02/2021

Identifiant de télétransmission : 186660

**Direction Générale Adjointe Solidarités
Direction Enfance Santé-Famille
Service Ressources Enfance Famille**

Isabelle HACHE
Tél : 04.75.66.78.44
Fax : 04.75.66.78.36
Email : ihache@ardeche.fr

**ARRETE
portant autorisation de modification au
multi accueil « La Ribambelle »
2, impasse des Ecoles
07270 LAMASTRE**

Privas, le 9 février 2021

ANNULE ET REMPLACE LE PRECEDENT

LE PRESIDENT,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L.2324-1 à L.2324-4 et R.2324-16 à R.2324-48,

VU la demande de modification formulée par l'Association La Ribambelle, sise au 2 impasse des Ecoles, 07270 LAMASTRE, représentée par la Présidente de l'Association, Madame Caroline AMARGER, en date du 09 février 2021,

VU l'avis favorable du maire de la commune d'implantation le 5 mai 2010,

VU l'avis technique favorable de la puéricultrice coordinatrice de PMI en date du 26 novembre 2020,

ARRETE

ARTICLE 1 - Autorisation : Une autorisation d'ouverture de l'établissement susnommé à partir du 4 janvier 2021.

ARTICLE 2 - Capacité d'accueil maximale : Agrément modulé à 19 places maximum :

- 10 places entre 7h00 et 8h00
- 15 places entre 8h00 et 8h30
- 19 places entre 8h30 et 17h30
- 15 places entre 17h30 et 18h30
- 03 places entre 18h30 et 19h15

ARTICLE 3 - Age des enfants accueillis : de 2 mois et demi à 6 ans.

ARTICLE 4 - Modalités d'accueil : en accueil régulier et en accueil occasionnel.

ARTICLE 5 - Horaires d'ouverture et de fermeture :

Ouverture le lundi de 7h00 à 18h30 et du mardi au vendredi de 7h00 à 19h15.

Fermetures annuelles : le pont de l'Ascension, le lundi de la Pentecôte, 3 semaines en août et 1 semaine entre Noël et Jour de l'An.

ARTICLE 6 - Prestations proposées : accueil enfants handicapés, accueil urgence. Les repas et les couches sont fournis par les parents.

ARTICLE 7 - Effectif et qualifications du personnel : La Direction est assurée par Madame Nathalie ROCHE, Educatrice de Jeunes Enfants.

Le personnel d'encadrement des enfants comprend :

- 2 Educatrices de Jeunes Enfants
- 1 Educatrice Spécialisée
- 4 Auxiliaires de puériculture
- 2 Personnes titulaire du CAP Petite Enfance
- 1 Agent polyvalent

Le nombre de personnes présentes sera, au minimum de 1 personne pour 5 enfants qui ne marchent pas et 1 personne pour 8 enfants qui marchent, et plus au moment des repas. La présence simultanée de deux personnes est obligatoire quel que soit le nombre d'enfants accueillis.

La continuité de la fonction de direction devra être assurée par une personne physiquement présente et dont la qualification est définie par l'article R. 23-24-36-2 du Code de Santé Publique.

ARTICLE 8 - Modification de l'autorisation : Tout projet de modification de la présente autorisation doit être portée à ma connaissance par lettre recommandée avec demande d'acqué de réception. A défaut de réponse de ma part dans un délai d'un mois, la modification de la présente autorisation sera réputée acquise.

ARTICLE 9 : L'arrêté du 24 décembre 2020 est abrogé.

ARTICLE 10 - Recours : Le présent arrêté peut faire l'objet :

- D'un recours gracieux auprès de M. le Président du Département, à l'attention de la Direction Enfance Santé Famille, 2 bis rue de la recluse, BP 606, 07006 Privas Cedex
- Et/ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69433 LYON Cedex 03

dans le délai de 2 mois à compter de la réception du présent arrêté.

ARTICLE 11 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Le Président
Et par délégation,
La Puéricultrice Coordinatrice de PMI
Isabelle HACHE

REÇU A
LA PRÉFECTURE LE

10 FEV. 2021

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Loubna BOUNGUAB
BP 737
07007 Privas Cedex
lbounguab@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-151

Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à la dépendance et du forfait global dépendance pour l'EHPAD "LE MONTOULON" du Centre Hospitalier Du VALS D'ARDECHE à PRIVAS.

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU la délibération de l'assemblée délibérante du Département de l'Ardèche en date du 22 juin 2020 portant délégation à la commission permanente de l'ensemble de ses attributions à l'exception de celles qui sont réservées au Conseil Départemental par les articles L. 3312-1 et L. 1612-12 à L. 1612-15 du CGCT ;

VU la délibération de la commission permanente en date du 07 septembre 2020, fixant le taux d'évolution maximum des tarifs moyens pour les établissements sociaux et médico-sociaux pour l'année 2021,

VU l'arrêté n°2021-14 portant fixation, au titre de l'année 2021, de la valeur du point groupe iso-ressources (GIR) départemental ;

VU l'arrêté conjoint ARS et Conseil Départemental en date du dimanche 1er janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à CH DES VALS D'ARDECHE pour le fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées EHPAD LE MONTOULON situé à Privas,

VU la convention du 11 décembre 2009 relative aux modalités de paiement de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie en établissements ardéchois et drômois, conclue entre les Départements de l'Ardèche et de la Drôme,

CONSIDERANT le Gir Moyen Pondéré de l'établissement fixé à 778 ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle « réelle » retenue à 7599 journées ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 : A compter du 1^{er} janvier 2021, le forfait global dépendance alloué à l'EHPAD LE MONTOULON à Privas est fixé comme suit :

Forfait Global Dépendance	135 227,05 €
Dont reprise de résultats antérieurs	0,00 €

ARTICLE 2 : Les tarifs afférents à la dépendance, applicables aux résidents âgés de 60 ans et plus de l'EHPAD LE MONTOULON à Privas sont fixés comme suit :

		Tarifs à compter du 1^{er} février 2021
Résident de plus de 60 ans	GIR 1 et 2	19,55 €
	GIR 3 et 4	12,41 €
	GIR 5 et 6 (ticket modérateur)	5,26 €

ARTICLE 3 : A compter du 1^{er} janvier 2021, la dotation globale afférente à la dépendance, apportée par le Conseil Départemental de l'Ardèche, est fixée comme suit :

Dotation globale annuelle	95 485,44 €
Quote-part mensuelle à verser par douzième	7 957,12 €
<i>Quote-part Ardèche</i>	<i>90 584,22 €</i>
<i>Quote-part Drôme</i>	<i>4 901,22 €</i>

Conformément aux dispositions prévues au II de l'article L. 232-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles, l'Allocation Personnalisée d'Autonomie, attribuée aux ressortissants du Département de l'Ardèche, sera versée directement à l'établissement d'accueil sous forme d'une dotation budgétaire globale afférente à la dépendance.

L'Allocation Personnalisée d'Autonomie, attribuée par les départements extérieurs à leurs ressortissants et servie de manière individualisée, sera également directement versée à l'établissement d'accueil, en application du 7^{ème} alinéa de l'article L. 232-8 susvisé.

ARTICLE 4 : En cas d'absence pour convenances personnelles, sous réserve d'information préalable conformément au délai défini au contrat de séjour, ou en cas d'absence pour hospitalisation avec hébergement, le tarif dépendance restant à la charge du résident n'est pas facturé.

ARTICLE 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69433 LYON CEDEX 03) dans le délai franc d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter

de la date de notification.

ARTICLE 6 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Monsieur Le Directeur de l'EHPAD LE MONTOLON à Privas, sont chargé(e)s, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le **05 FEV. 2021**

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités


~~La Directrice Générale Adjointe Solidarités,~~

Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le 8/02/2021
Notifié le 10.02.2021
Identifiant de télétransmission : 186168



DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Jean-Michel BADEL
BP 737
07007 Privas Cedex
jmbadel@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-104

**Portant fixation, au titre l'année 2021, des tarifs afférents à l'hébergement de l'EHPAD La
Résidence du Lac au Lac d'Issarlès**

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU le règlement départemental d'aide sociale de l'Ardèche en vigueur ;

VU la délibération de l'assemblée délibérante du Département de l'Ardèche en date du 22 juin 2020 portant délégation à la commission permanente de l'ensemble de ses attributions à l'exception de celles qui sont réservées au Conseil Départemental par les articles L. 3312-1 et L. 1612-12 à L. 1612-15 du CGCT ;

VU la délibération de la commission permanente en date du 07 septembre 2020, fixant le taux d'évolution maximum des tarifs moyens pour les établissements sociaux et médico-sociaux pour l'année 2021,

VU l'arrêté conjoint ARS et Conseil Départemental en date du 3 janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à MAIRIE DU LAC D'ISSARLES pour le fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées EHPAD RESIDENCE DU LAC situé à Le Lac-d'Issarlès;

VU les propositions budgétaires et tarifaires transmises par l'institution gestionnaire de l'établissement ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle retenue à 18540 journées pour déterminer le tarif hébergement ;

CONSIDERANT le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens conclu entre l'Agence Régionale de Santé, le Département et MAIRIE DU LAC D'ISSARLES gestionnaire de l'EHPAD RESIDENCE DU LAC à Le Lac-d'Issarlès pour la période 2018-2022 ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le tarif journalier hébergement (par personne), applicable aux résidents de l'EHPAD RESIDENCE DU LAC à Le Lac-d'Issarlès est fixé ainsi qu'il suit :

	Tarifs applicables à compter du 1er février 2021
Tarif journalier hébergement Permanent + de 60 ans.	46,65 €
Tarif journalier hébergement Permanent moins de 60 ans*	62,89 €

*dont part hébergement 46,65 € et part dépendance 16,24 €.

ARTICLE 2 : Pour l'exercice 2021, les produits de la tarification hébergement de l'EHPAD RESIDENCE DU LAC à Le Lac-d'Issarlès s'élèvent à **863 964,00 €**.

ARTICLE 3 : En cas d'absence pour hospitalisation ou autre motif de plus de 72h, le tarif hébergement est minoré du montant du forfait journalier hospitalier en vigueur.

ARTICLE 4 : L'aide sociale à l'hébergement servie par le Département de l'Ardèche est maintenue jusqu'à 60 jours consécutifs d'absence du bénéficiaire pour cause d'hospitalisation ou 35 jours consécutifs d'absence pour un autre motif.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69 433 LYON Cedex 03).

ARTICLE 6 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Monsieur Le Directeur de l'EHPAD EHPAD RESIDENCE DU LAC à Le Lac-d'Issarlès sont chargé(e)s, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le

29 JAN. 2021



P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités


Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le **29 JAN. 2021**
Notifié le **30/01/21**
Identifiant de télétransmission : **185 287**

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Jean-Michel BADEL
BP 737
07007 Privas Cedex
jmbadel@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-105

**Portant fixation, au titre l'année 2021, des tarifs afférents à l'hébergement de l'EHPAD
Marcel Coulet à Guilherand Granges**

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU le règlement départemental d'aide sociale de l'Ardèche en vigueur ;

VU la délibération de l'assemblée délibérante du Département de l'Ardèche en date du 22 juin 2020 portant délégation à la commission permanente de l'ensemble de ses attributions à l'exception de celles qui sont réservées au Conseil Départemental par les articles L. 3312-1 et L. 1612-12 à L. 1612-15 du CGCT ;

VU la délibération de la commission permanente en date du 07 septembre 2020, fixant le taux d'évolution maximum des tarifs moyens pour les établissements sociaux et médico-sociaux pour l'année 2021,

VU l'arrêté conjoint ARS et Conseil Départemental en date du 3 janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à CCAS GUILHERAND GRANGES pour le fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées EHPAD MARCEL COULET situé à Guilherand-Granges;

VU les propositions budgétaires et tarifaires transmises par l'institution gestionnaire de l'établissement ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle retenue à 28972 journées pour déterminer le tarif hébergement ;

CONSIDERANT le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens conclu entre l'Agence Régionale de Santé, le Département et CCAS GUILHERAND GRANGES gestionnaire de l'EHPAD MARCEL COULET à Guilherand-Granges pour la période 2018-2022 ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le tarif journalier hébergement (par personne), applicable aux résidents de l'EHPAD MARCEL COULET à Guilhaud-Granges est fixé ainsi qu'il suit :

	Tarifs applicables à compter du 1er février 2021
Tarif journalier hébergement Permanent + de 60 ans.	55,01 €
Tarif journalier hébergement Permanent moins de 60 ans*	69,51 €

*dont part hébergement 55,01 € et part dépendance 14,50 €.

ARTICLE 2 : Pour l'exercice 2021, les produits de la tarification hébergement de l'EHPAD MARCEL COULET à Guilhaud-Granges s'élèvent à **1 592 011,40 €**.

ARTICLE 3 : En cas d'absence pour hospitalisation ou autre motif de plus de 72h, le tarif hébergement est minoré du montant du forfait journalier hospitalier en vigueur.

ARTICLE 4 : L'aide sociale à l'hébergement servie par le Département de l'Ardèche est maintenue jusqu'à 60 jours consécutifs d'absence du bénéficiaire pour cause d'hospitalisation ou 35 jours consécutifs d'absence pour un autre motif.

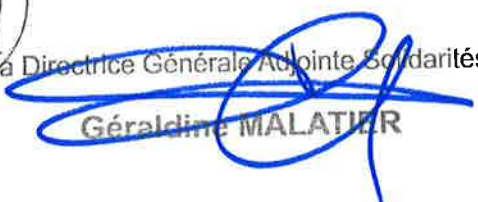
ARTICLE 5 : Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69 433 LYON Cedex 03).

ARTICLE 6 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Madame La Directrice de l'EHPAD EHPAD MARCEL COULET à Guilhaud-Granges sont chargé(e)s, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le **29 JAN, 2021**



P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités

La Directrice Générale Adjointe Solidarités,

Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le **29 JAN, 2021**
Notifié le **01/02/21**
Identifiant de télétransmission : **185289**

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Loubna BOUNGUAB
BP 737
07007 Privas Cedex
lbounguab@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-155

Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs afférents à l'hébergement de L'EHPAD ' LE MONTOULON' du Centre Hospitalier du VALS D'ARDECHE à PRIVAS.

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU le règlement départemental d'aide sociale de l'Ardèche en vigueur ;

VU la délibération de l'assemblée délibérante du Département de l'Ardèche en date du 22 juin 2020 portant délégation à la commission permanente de l'ensemble de ses attributions à l'exception de celles qui sont réservées au Conseil Départemental par les articles L. 3312-1 et L. 1612-12 à L. 1612-15 du CGCT ;

VU la délibération de la commission permanente en date du 07 septembre 2020, fixant le taux d'évolution maximum des tarifs moyens pour les établissements sociaux et médico-sociaux pour l'année 2021,

VU l'arrêté conjoint ARS et Conseil Départemental en date du dimanche 1er janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à CH DES VALS D'ARDECHE pour le fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées EHPAD LE MONTOULON situé à Privas;

VU les propositions budgétaires et tarifaires transmises par l'institution gestionnaire de l'établissement ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle retenue à 7790 journées pour déterminer le tarif hébergement ;

CONSIDERANT le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens conclu entre l'Agence Régionale de Santé, le Département et CH DES VALS D'ARDECHE gestionnaire de l'EHPAD LE MONTOULON à Privas pour la période 2019-2022 ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le tarif journalier hébergement (par personne), applicable aux résidents de l'EHPAD LE MONTOULON à Privas est fixé ainsi qu'il suit :

	Tarifs applicables à compter du 1er février 2021
Tarif journalier hébergement Permanent + de 60 ans. Chambre simple	49,17 €
Tarif journalier hébergement Permanent moins de 60 ans*	66,00 €

*dont part hébergement 49,17 € et part dépendance 16,83 €.

ARTICLE 2 : Pour l'exercice 2021, les produits de la tarification hébergement de l'EHPAD LE MONTOULON à Privas s'élèvent à **382 800,60 €**.

ARTICLE 3 : En cas d'absence pour hospitalisation ou autre motif de plus de 72h, le tarif hébergement est minoré du montant du forfait journalier hospitalier en vigueur.

ARTICLE 4 : L'aide sociale à l'hébergement servie par le Département de l'Ardèche est maintenue jusqu'à 60 jours consécutifs d'absence du bénéficiaire pour cause d'hospitalisation ou 35 jours consécutifs d'absence pour un autre motif.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69 433 LYON Cedex 03).

ARTICLE 6 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Monsieur Le Directeur de l'EHPAD EHPAD LE MONTOULON à Privas sont chargé(e)s, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le **05 FEV. 2021**

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités

La Directrice Générale Adjointe Solidarités,

Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le 8/02/2021
Notifié le 10-02-2021
Identifiant de télétransmission : 186196



DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Enfance, Santé et Famille

Paturel Julie
04.75.66.78.68
jpaturel@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-157

Portant fixation du prix de journée pour l'exercice 2021 du service "Passerelle" géré par l'association OXYGENE - 13200 ARLES

LE PRESIDENT,

VU le Code général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 1111-2 et l'article L 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment les articles L312-1 et R. 314-1 et suivants;

VU l'arrêté n° 2013-74 du Président du Conseil Général du 10 décembre 2013 portant autorisation de création d'un dispositif expérimental de prise en charge des mineurs en grande difficulté géré par l'Association Oxygène sise 29 rue de Chartrouse – 13200 ARLES ;

VU l'arrêté n° 2019-59 portant renouvellement de l'autorisation pour la création d'un dispositif expérimental de prise en charge des mineurs en grande difficulté ;

VU l'arrêté n° 2019-361 portant renouvellement de l'autorisation pour la création d'un dispositif à caractère expérimental de prise en charge des mineurs en grande difficulté ;

VU les propositions budgétaires et tarifaires transmises par l'institution gestionnaire de l'établissement ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle retenue de 2 832 journées ;

CONSIDERANT la procédure contradictoire suivie ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités ;

(Signature)

ARRETE

ARTICLE 1^{er} – Pour l'exercice budgétaire 2021 les recettes et les dépenses prévisionnelles du service Passerelle –Oxygène sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montant retenu	Total retenu
Dépenses	Groupe 1 Dépenses afférentes à l'exploitation	92 004,78 €	476 452,71 €
	Groupe 2 Dépenses afférentes au personnel	372 490,72 €	
	Groupe 3 Dépenses afférentes à la structure	11 957,21 €	
Recettes	Groupe 1 Produits de la tarification	472 452,92 €	476 452,71 €
	Groupe 3 Produits financiers et produits non encaissables	3 999,79€	

ARTICLE 2 – A compter du 1^{er} janvier 2021, la tarification des prestations du service enfance OXYGENE est fixé comme suit :

$$476\,452,71\text{ €} - 3\,999,78\text{ € (recettes en atténuation)} - 17\,809,63\text{ € (reprise sur excédent)} = \\ 454\,643,30 / 2\,832\text{ journées (97\% de taux d'occupation sur 8 places)} = \underline{\underline{160,53\text{ €}}}$$

Le prix de journée est fixé pour l'année 2021 à 160,53 €

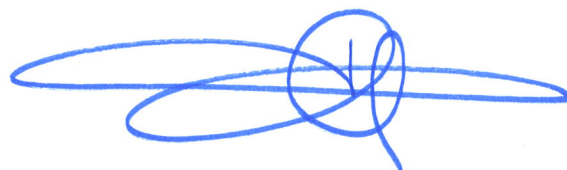
ARTICLE 3 – Les recours contentieux contre présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la tarification sanitaire et sociale, 119 Avenue de Saxe – 69003 LYON, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification.

ARTICLE 4 – Madame la Directrice générale Adjointe Solidarités et Monsieur le Président de l'Association OXYGENE sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Ardèche.

Fait à Privas le

15 FEV. 2021

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités



Arrêté permanent n° DRM S 2021 24 011 P

Portant limitation de vitesse

Le Président,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu le Code de la route,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992, et modifiée par les textes subséquents,

Vu l'arrêté n° 2020-325 de M. le Président du Département de l'Ardèche en date du 18/11/2020 portant délégations de signature,

Considérant la nécessité d'assurer la sécurité des usagers de la route départementale n°24 dans la traversée du lieu-dit «le Suchet » situé sur la commune de Joannas ,

ARRETE :

Article 1 :

La vitesse de tous les véhicules est limitée à 50 km/h sur la route départementale n°24 du PR 3+310 au PR 3+720, hors agglomération de Joannas.

Article 2 :

La signalisation réglementaire, conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle du 6 novembre 1992, sera mise en place et maintenue en permanence en bon état par les soins et à la charge par les services du Département de l'Ardèche – Territoire Sud-Ouest

Article 3 :

Les dispositions de l'article 1 et 2 du présent arrêté entreront en vigueur dès la mise en place de la signalisation réglementaire.

Article 4 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux sur le site www.telerecours.fr ou devant le Président du Département de l'Ardèche et/ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69433 LYON Cedex 03, dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

Article 5 :

Sont chargés de l'exécution du présent arrêté, chacun en ce qui le concerne :

- M. le Président (DRM/Territoire Sud-Ouest),
- M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie de l'Ardèche à Privas,

Fait à Privas le

03 FEV. 2021

Pour le Président et par délégation,

Le Directeur des Routes et des Mobilités,

Yann BACCONNIER

DIFFUSION :

Commune de Joannas

Le Territoire Sud-Ouest. - SO Montréal
DRM/GDP
Chrono

Affiché au Territoire Sud-Ouest
Secteur opérationnel de Montréal le

Transmis pour insertion au recueil des actes administratifs

Géo-référence consultable à l'adresse suivante
http://geo.geoardeche.fr/portail_routes/index.html

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Juliette LEMAIRE
BP 737
07007 Privas Cedex
jlemaire@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-126

Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à la dépendance et du forfait global dépendance de l'EHPAD "ST JOSEPH" à ANNONAY

LE PRÉSIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU la délibération de l'assemblée délibérante du Département de l'Ardèche en date du 22 juin 2020 portant délégation à la commission permanente de l'ensemble de ses attributions à l'exception de celles qui sont réservées au Conseil Départemental par les articles L. 3312-1 et L. 1612-12 à L. 1612-15 du CGCT ;

VU la délibération de la commission permanente en date du 07 septembre 2020, fixant le taux d'évolution maximum des tarifs moyens pour les établissements sociaux et médico-sociaux pour l'année 2021,

VU l'arrêté n°2021-14 portant fixation, au titre de l'année 2021, de la valeur du point groupe iso-ressources (GIR) départemental ;

VU l'arrêté conjoint ARS et Conseil Départemental en date du lundi 3 juillet 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à ASSOCIATION DE LA MAISON DE RETRAITE ST JOSEPH pour le fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées EHPAD "MAISON DE RETRAITE" ST JOSEPH situé à Annonay,

VU la convention du 11 décembre 2009 relative aux modalités de paiement de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie en établissements ardéchois et drômois, conclue entre les Départements de l'Ardèche et de la Drôme,

CONSIDERANT le Gir Moyen Pondéré de l'établissement fixé à 752 ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle « réelle » retenue à 21 493 journées ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 : A compter du 1^{er} janvier 2021, le forfait global dépendance alloué à l'EHPAD "MAISON DE RETRAITE" ST JOSEPH à Annonay est fixé comme suit :

Forfait Global Dépendance	407 711,57 €
Dont reprise de résultats antérieurs	0,00 €

ARTICLE 2 : Les tarifs afférents à la dépendance, applicables aux résidents âgés de 60 ans et plus de l'EHPAD "MAISON DE RETRAITE" ST JOSEPH à Annonay sont fixés comme suit :

		Tarifs à compter du 1 ^{er} février 2021
Résident de plus de 60 ans	GIR 1 et 2	22,26 €
	GIR 3 et 4	14,13 €
	GIR 5 et 6 (ticket modérateur)	5,99 €

		Tarifs à compter du 1 ^{er} février 2021
Accueil de jour	GIR 1 et 2	17,16 €
	GIR 3 et 4	17,16 €

ARTICLE 3 : A compter du 1^{er} janvier 2021, la dotation globale afférente à la dépendance, apportée par le Conseil Départemental de l'Ardèche, est fixée comme suit :

Dotation globale annuelle	238 238,40 €
Quote-part mensuelle à verser par douzième	19 853,20 €
Quote-part Ardèche	232 417,47 €
Quote-part Drôme	5 820,93 €

Conformément aux dispositions prévues au II de l'article L. 232-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles, l'Allocation Personnalisée d'Autonomie, attribuée aux ressortissants du Département de l'Ardèche, sera versée directement à l'établissement d'accueil sous forme d'une dotation budgétaire globale afférente à la dépendance.

L'Allocation Personnalisée d'Autonomie, attribuée par les départements extérieurs à leurs ressortissants et servie de manière individualisée, sera également directement versée à l'établissement d'accueil, en application du 7^{ème} alinéa de l'article L. 232-8 susvisé.

ARTICLE 4 : En cas d'absence pour convenances personnelles, sous réserve d'information préalable conformément au délai défini au contrat de séjour, ou en cas d'absence pour hospitalisation avec hébergement, le tarif dépendance restant à la charge du résident n'est pas facturé.

ARTICLE 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69433 LYON CEDEX 03) dans le délai franc d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification.

ARTICLE 6 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Madame La Directrice de l'EHPAD "MAISON DE RETRAITE" ST JOSEPH à Annonay, sont chargé(e)s, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le 05 fév. 2021

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités

La Directrice Générale Adjointe Solidarités,

Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le 8/2/2021

Notifié le 10/02/2021

Identifiant de télétransmission : 185710



DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Juliette LEMAIRE
BP 737
07007 Privas Cedex
jlemaire@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-140

Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à la dépendance et du forfait global dépendance de l'EHPAD DU CH D'ANNONAY à ANNONAY

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU la délibération de l'assemblée délibérante du Département de l'Ardèche en date du 22 juin 2020 portant délégation à la commission permanente de l'ensemble de ses attributions à l'exception de celles qui sont réservées au Conseil Départemental par les articles L. 3312-1 et L. 1612-12 à L. 1612-15 du CGCT ;

VU la délibération de la commission permanente en date du 07 septembre 2020, fixant le taux d'évolution maximum des tarifs moyens pour les établissements sociaux et médico-sociaux pour l'année 2021,

VU l'arrêté n°2021-14 portant fixation, au titre de l'année 2021, de la valeur du point groupe iso-ressources (GIR) départemental ;

VU l'arrêté conjoint ARS et Conseil Départemental en date du mardi 3 janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à CH ARDECHE NORD pour le fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées « EHPAD DU CH D'ANNONAY » situé à Annonay,

VU la convention du 11 décembre 2009 relative aux modalités de paiement de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie en établissements ardéchois et drômois, conclue entre les Départements de l'Ardèche et de la Drôme,

CONSIDERANT le Gir Moyen Pondéré de l'établissement fixé à 795 ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle « réelle » retenue à 70 048 journées ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 : A compter du 1^{er} janvier 2021, le forfait global dépendance alloué à l'EHPAD DU CH D'ANNONAY à Annonay est fixé comme suit :

Forfait Global Dépendance	1 423 481,06 €
Dont reprise de résultats antérieurs	0,00 €

ARTICLE 2 : Les tarifs afférents à la dépendance, applicables aux résidents âgés de 60 ans et plus de l'EHPAD DU CH D'ANNONAY à Annonay sont fixés comme suit :

		Tarifs à compter du 1^{er} février 2021
Résident de plus de 60 ans	GIR 1 et 2	22,81 €
	GIR 3 et 4	14,48 €
	GIR 5 et 6 (ticket modérateur)	6,14 €

ARTICLE 3 : A compter du 1^{er} janvier 2021, la dotation globale afférente à la dépendance, apportée par le Conseil Départemental de l'Ardèche, est fixée comme suit :

Dotation globale annuelle	817 383,00 €
Quote-part mensuelle à verser par douzième	68 115,25 €
<i>Quote-part Ardèche</i>	<i>715 266,45 €</i>
<i>Quote-part Drôme</i>	<i>102 116,55 €</i>

Conformément aux dispositions prévues au II de l'article L. 232-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles, l'Allocation Personnalisée d'Autonomie, attribuée aux ressortissants du Département de l'Ardèche, sera versée directement à l'établissement d'accueil sous forme d'une dotation budgétaire globale afférente à la dépendance.

L'Allocation Personnalisée d'Autonomie, attribuée par les départements extérieurs à leurs ressortissants et servie de manière individualisée, sera également directement versée à l'établissement d'accueil, en application du 7^{ème} alinéa de l'article L. 232-8 susvisé.

ARTICLE 4 : En cas d'absence pour convenances personnelles, sous réserve d'information préalable conformément au délai défini au contrat de séjour, ou en cas d'absence pour hospitalisation avec hébergement, le tarif dépendance restant à la charge du résident n'est pas facturé.

ARTICLE 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69433 LYON CEDEX 03) dans le délai franc d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification.

ARTICLE 6 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Monsieur Le Directeur de l'EHPAD DU CH D'ANNONAY à Annonay, sont chargé(e)s, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le **05 FEV. 2021**

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités


La Directrice Générale Adjointe Solidarités,

Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le 08/02/2021
Notifié le 10/02/2021
Identifiant de télétransmission : 186020



DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Juliette LEMAIRE
BP 737
07007 Privas Cedex
jlemaire@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-141

Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à la dépendance et du forfait global dépendance de l'EHPAD "Les Opalines" à Viviers

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU la délibération de l'assemblée délibérante du Département de l'Ardèche en date du 22 juin 2020 portant délégation à la commission permanente de l'ensemble de ses attributions à l'exception de celles qui sont réservées au Conseil Départemental par les articles L. 3312-1 et L. 1612-12 à L. 1612-15 du CGCT ;

VU la délibération de la commission permanente en date du 07 septembre 2020, fixant le taux d'évolution maximum des tarifs moyens pour les établissements sociaux et médico-sociaux pour l'année 2021,

VU l'arrêté n°2021-14 portant fixation, au titre de l'année 2021, de la valeur du point groupe iso-ressources (GIR) départemental ;

VU l'arrêté conjoint ARS et Conseil Départemental en date du mardi 3 janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à SAS "LES OPALINES VIVIERS" pour le fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées EHPAD RESIDENCE "LES OPALINES VIVIERS" situé à Viviers,

VU la convention du 11 décembre 2009 relative aux modalités de paiement de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie en établissements ardéchois et drômois, conclue entre les Départements de l'Ardèche et de la Drôme,

CONSIDERANT le Gir Moyen Pondéré de l'établissement fixé à 796 ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle « réelle » retenue à 25 137 journées ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 : A compter du 1^{er} janvier 2021, le forfait global dépendance alloué à l'EHPAD RESIDENCE "LES OPALINES VIVIERS" à Viviers est fixé comme suit :

Forfait Global Dépendance	470 490,69 €
Dont reprise de résultats antérieurs	0,00 €

ARTICLE 2 : Les tarifs afférents à la dépendance, applicables aux résidents âgés de 60 ans et plus de l'EHPAD RESIDENCE "LES OPALINES VIVIERS" à Viviers sont fixés comme suit :

		Tarifs à compter du 1^{er} février 2021
Résident de plus de 60 ans	GIR 1 et 2	21,72 €
	GIR 3 et 4	13,78 €
	GIR 5 et 6 (ticket modérateur)	5,85 €
Résident de moins de 60 ans		17,98 €

ARTICLE 3 : A compter du 1^{er} janvier 2021, la dotation globale afférente à la dépendance, apportée par le Conseil Départemental de l'Ardèche, est fixée comme suit :

Dotation globale annuelle	251 618,76 €
Quote-part mensuelle à verser par douzième	20 968,23 €
<i>Quote-part Ardèche</i>	<i>74 969,76 €</i>
<i>Quote-part Drôme</i>	<i>176 649,00 €</i>

Conformément aux dispositions prévues au II de l'article L. 232-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles, l'Allocation Personnalisée d'Autonomie, attribuée aux ressortissants du Département de l'Ardèche, sera versée directement à l'établissement d'accueil sous forme d'une dotation budgétaire globale afférente à la dépendance.

L'Allocation Personnalisée d'Autonomie, attribuée par les départements extérieurs à leurs ressortissants et servie de manière individualisée, sera également directement versée à l'établissement d'accueil, en application du 7^{ème} alinéa de l'article L. 232-8 susvisé.

ARTICLE 4 : En cas d'absence pour convenances personnelles, sous réserve d'information préalable conformément au délai défini au contrat de séjour, ou en cas d'absence pour hospitalisation avec hébergement, le tarif dépendance restant à la charge du résident n'est pas facturé.

ARTICLE 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69433 LYON CEDEX 03) dans le délai franc d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification.

ARTICLE 6 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Monsieur Le Directeur de l'EHPAD RESIDENCE "LES OPALINES VIVIERS" à Viviers, sont chargé(e)s, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le **05 FEV. 2021**

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités


La Directrice Générale Adjointe Solidarités,

Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le 08/02/2021
Notifié le 10/02/2021
Identifiant de télétransmission : 186 035



DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Juliette LEMAIRE
BP 737
07007 Privas Cedex
jlemaire@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-150

Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à la dépendance et du forfait global dépendance de l'EHPAD "Mon Sourire" à SAINT FELICIEN

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU la délibération de l'assemblée délibérante du Département de l'Ardèche en date du 22 juin 2020 portant délégation à la commission permanente de l'ensemble de ses attributions à l'exception de celles qui sont réservées au Conseil Départemental par les articles L. 3312-1 et L. 1612-12 à L. 1612-15 du CGCT ;

VU la délibération de la commission permanente en date du 07 septembre 2020, fixant le taux d'évolution maximum des tarifs moyens pour les établissements sociaux et médico-sociaux pour l'année 2021,

VU l'arrêté n°2021-14 portant fixation, au titre de l'année 2021, de la valeur du point groupe iso-ressources (GIR) départemental ;

VU l'arrêté conjoint ARS et Conseil Départemental en date du mardi 3 janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée au CH DE SAINT FELICIEN pour le fonctionnement de l'EHPAD DE L'HOPITAL DE SAINT-FELICIEN situé à Saint-Félicien,

VU la convention du 11 décembre 2009 relative aux modalités de paiement de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie en établissements ardéchois et drômois, conclue entre les Départements de l'Ardèche et de la Drôme,

CONSIDERANT le Gir Moyen Pondéré de l'établissement fixé à 749 ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle « réelle » retenue à 36 619 journées ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 : A compter du 1^{er} janvier 2021, le forfait global dépendance alloué à l'EHPAD DE L'HOPITAL DE SAINT-FELICIEN à Saint-Félicien est fixé comme suit :

Forfait Global Dépendance	717 816,25 €
Dont reprise de résultats antérieurs	0,00 €

ARTICLE 2 : Les tarifs afférents à la dépendance, applicables aux résidents âgés de 60 ans et plus de l'EHPAD DE L'HOPITAL DE SAINT-FELICIEN à Saint-Félicien sont fixés comme suit :

		Tarifs à compter du 1^{er} février 2021
Résident de plus de 60 ans	GIR 1 et 2	22,51 €
	GIR 3 et 4	14,28 €
	GIR 5 et 6 (ticket modérateur)	6,06 €

ARTICLE 3 : A compter du 1^{er} janvier 2021, la dotation globale afférente à la dépendance, apportée par le Conseil Départemental de l'Ardèche, est fixée comme suit :

Dotation globale annuelle	472 521,48 €
Quote-part mensuelle à verser par douzième	39 376,79 €
<i>Quote-part Ardèche</i>	446 206,63 €
<i>Quote-part Drôme</i>	26 314,85 €

Conformément aux dispositions prévues au II de l'article L. 232-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles, l'Allocation Personnalisée d'Autonomie, attribuée aux ressortissants du Département de l'Ardèche, sera versée directement à l'établissement d'accueil sous forme d'une dotation budgétaire globale afférente à la dépendance.

L'Allocation Personnalisée d'Autonomie, attribuée par les départements extérieurs à leurs ressortissants et servie de manière individualisée, sera également directement versée à l'établissement d'accueil, en application du 7^{ème} alinéa de l'article L. 232-8 susvisé.

ARTICLE 4 : En cas d'absence pour convenances personnelles, sous réserve d'information préalable conformément au délai défini au contrat de séjour, ou en cas d'absence pour hospitalisation avec hébergement, le tarif dépendance restant à la charge du résident n'est pas facturé.

ARTICLE 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69433 LYON CEDEX 03) dans le délai franc d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification.

ARTICLE 6 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Monsieur Le Directeur de l'EHPAD DE L'HOPITAL DE SAINT-FELICIEN à Saint-Félicien, sont chargé(e)s, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le **05 FEV. 2021**

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités


La Directrice Générale Adjointe Solidarités,

Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le 08/02/2021
Notifié le 10/02/2021
Identifiant de télétransmission : 186154



DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Juliette LEMAIRE
BP 737
07007 Privas Cedex
jlemaire@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-139

Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à la dépendance et du forfait global dépendance de l'EHPAD "Montalivet" à ANNONAY

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU la délibération de l'assemblée délibérante du Département de l'Ardèche en date du 22 juin 2020 portant délégation à la commission permanente de l'ensemble de ses attributions à l'exception de celles qui sont réservées au Conseil Départemental par les articles L. 3312-1 et L. 1612-12 à L. 1612-15 du CGCT ;

VU la délibération de la commission permanente en date du 07 septembre 2020, fixant le taux d'évolution maximum des tarifs moyens pour les établissements sociaux et médico-sociaux pour l'année 2021,

VU l'arrêté n°2021-14 portant fixation, au titre de l'année 2021, de la valeur du point groupe iso-ressources (GIR) départemental ;

VU l'arrêté conjoint ARS et Conseil Départemental en date du mardi 3 janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à ASSOCIATION BIENFAISANCE PROTESTANTS pour le fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées MAISON DE RETRAITE PROTESTANTE DE MONTALIVET situé à Annonay ;

VU la convention du 11 décembre 2009 relative aux modalités de paiement de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie en établissements ardéchois et drômois, conclue entre les Départements de l'Ardèche et de la Drôme ;

VU l'arrêté 2021-50 portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à la dépendance et du forfait global dépendance de l'EHPAD « Montalivet » à ANNONAY ;

CONSIDERANT le Gir Moyen Pondéré de l'établissement fixé à 752 ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle « réelle » retenue à 29 991 journées ;

CONSIDERANT l'erreur constatée sur le GMP retenu dans l'arrêté 2021-50 ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté 2021-50 du 5 janvier 2021 est retiré.

ARTICLE 2 : A compter du 1^{er} janvier 2021, le forfait global dépendance alloué à la MAISON DE RETRAITE PROTESTANTE DE MONTALIVET à Annonay est fixé comme suit :

Forfait Global Dépendance	526 909,37 €
Dont reprise de résultats antérieurs	0,00 €

ARTICLE 3 : Les tarifs afférents à la dépendance, applicables aux résidents âgés de 60 ans et plus de la MAISON DE RETRAITE PROTESTANTE DE MONTALIVET à Annonay sont fixés comme suit :

		Tarifs à compter du 1^{er} janvier 2021
Résident de plus de 60 ans	GIR 1 et 2	20,72 €
	GIR 3 et 4	13,15 €
	GIR 5 et 6 (ticket modérateur)	5,58 €

ARTICLE 4 : A compter du 1^{er} janvier 2021, la dotation globale afférente à la dépendance, apportée par le Conseil Départemental de l'Ardèche, est fixée comme suit :

Dotation globale annuelle	332 199,48 €
Quote-part mensuelle à verser par douzième	27 683,29 €
<i>Quote-part Ardèche</i>	326 728,64 €
<i>Quote-part Drôme</i>	5 470,84 €

Conformément aux dispositions prévues au II de l'article L. 232-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles, l'Allocation Personnalisée d'Autonomie, attribuée aux ressortissants du Département de l'Ardèche, sera versée directement à l'établissement d'accueil sous forme d'une dotation budgétaire globale afférente à la dépendance.

L'Allocation Personnalisée d'Autonomie, attribuée par les départements extérieurs à leurs ressortissants et servie de manière individualisée, sera également directement versée à l'établissement d'accueil, en application du 7^{ème} alinéa de l'article L. 232-8 susvisé.

ARTICLE 5 : En cas d'absence pour convenances personnelles, sous réserve d'information préalable conformément au délai défini au contrat de séjour, ou en cas d'absence pour hospitalisation avec hébergement, le tarif dépendance restant à la charge du résident n'est pas facturé.

ARTICLE 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69433 LYON CEDEX 03) dans le délai franc d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification.

ARTICLE 7 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Monsieur Le Directeur de la MAISON DE RETRAITE PROTESTANTE DE MONTALIVET à Annonay, sont chargé(e)s, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le **05 FEV. 2021**

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités


La Directrice Générale Adjointe Solidarités,

Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le 08/02/2021
Notifié le 10/02/2021
Identifiant de télétransmission : 186015



DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Juliette LEMAIRE
BP 737
07007 Privas Cedex
jlemaire@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-127

Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à l'hébergement de l'Etablissement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) "ST JOSEPH" à ANNONAY.

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU le règlement départemental d'aide sociale de l'Ardèche en vigueur ;

VU la délibération de l'assemblée délibérante du Département de l'Ardèche en date du 22 juin 2020 portant délégation à la commission permanente de l'ensemble de ses attributions à l'exception de celles qui sont réservées au Conseil Départemental par les articles L. 3312-1 et L. 1612-12 à L. 1612-15 du CGCT ;

VU la délibération de la commission permanente en date du 07 septembre 2020, fixant le taux d'évolution maximum des tarifs moyens pour les établissements sociaux et médico-sociaux pour l'année 2021,

VU l'arrêté conjoint ARS et Conseil Départemental en date du lundi 3 juillet 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à ASSOCIATION DE LA MAISON DE RETRAITE ST JOSEPH pour le fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées EHPAD "MAISON DE RETRAITE" ST JOSEPH situé à Annonay;

VU les propositions budgétaires et tarifaires transmises par l'institution gestionnaire de l'établissement ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle retenue à 21 791 journées pour déterminer le tarif hébergement ;

CONSIDERANT la procédure contradictoire suivie ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le tarif journalier hébergement (par personne), applicable aux résidents de l'EHPAD "MAISON DE RETRAITE" ST JOSEPH à Annonay est fixé ainsi qu'il suit :

	Tarifs applicables à compter du 1er février 2021
Tarif journalier hébergement Permanent + de 60 ans. Chambre Simple	61,05 €
Tarif journalier hébergement Permanent + de 60 ans. Cantou	62,58 €
Tarif journalier hébergement Permanent moins de 60 ans*	79,93 €
Tarif journalier Accueil de Jour	17,69 €

*dont part hébergement 61,31 € et part dépendance 18,62 €.

ARTICLE 2 : Pour l'exercice 2021, le montant global des charges et produits de la section hébergement de l'EHPAD "MAISON DE RETRAITE" ST JOSEPH à Annonay est autorisé comme suit :

TOTAL CHARGES AUTORISEES	1 661 076,01 €
TOTAL PRODUITS	1 661 076,01 €
• Dont Produits de la tarification	1 363 564,01 €

ARTICLE 3 : En cas d'absence pour hospitalisation ou autre motif de plus de 72h, le tarif hébergement est minoré du montant du forfait journalier hospitalier en vigueur.

ARTICLE 4 : L'aide sociale à l'hébergement servie par le Département de l'Ardèche est maintenue jusqu'à 60 jours consécutifs d'absence du bénéficiaire pour cause d'hospitalisation ou 35 jours consécutifs d'absence pour un autre motif.

ARTICLE 5: Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69 433 LYON Cedex 03).

ARTICLE 6 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Madame La Directrice de l'EHPAD EHPAD "MAISON DE RETRAITE" ST JOSEPH à Annonay sont chargé(e)s, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le **05 FEV. 2021**

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités


La Directrice Générale Adjointe Solidarités,

Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le **08/02/2021**
Notifié le **10/02/2021**
Identifiant de télétransmission : **185714**



DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Juliette LEMAIRE
BP 737
07007 Privas Cedex
jlemaire@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-148

Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à l'hébergement de l'Etablissement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) "Mon sourire" à SAINT FELICIEN

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU le règlement départemental d'aide sociale de l'Ardèche en vigueur ;

VU la délibération de l'assemblée délibérante du Département de l'Ardèche en date du 22 juin 2020 portant délégation à la commission permanente de l'ensemble de ses attributions à l'exception de celles qui sont réservées au Conseil Départemental par les articles L. 3312-1 et L. 1612-12 à L. 1612-15 du CGCT ;

VU la délibération de la commission permanente en date du 07 septembre 2020, fixant le taux d'évolution maximum des tarifs moyens pour les établissements sociaux et médico-sociaux pour l'année 2021,

VU l'arrêté conjoint ARS et Conseil Départemental en date du mardi 3 janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée au CH DE SAINT FELICIEN pour le fonctionnement de l'EHPAD DE L'HOPITAL DE SAINT-FELICIEN situé à Saint-Félicien;

VU les propositions budgétaires et tarifaires transmises par l'institution gestionnaire de l'établissement ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle retenue à 37 186 journées pour déterminer le tarif hébergement ;

CONSIDERANT le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens conclu entre l'Agence Régionale de Santé, le Département et le CH DE SAINT FELICIEN gestionnaire de l'EHPAD DE L'HOPITAL DE SAINT-FELICIEN à Saint-Félicien pour la période 2019-2023 ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le tarif journalier hébergement (par personne), applicable aux résidents de l'EHPAD DE L'HOPITAL DE SAINT-FELICIEN à Saint-Félicien est fixé ainsi qu'il suit :

	Tarifs applicables à compter du 1er février 2021
Tarif journalier hébergement Permanent + de 60 ans.	54,95 €
Tarif journalier hébergement Permanent moins de 60 ans*	73,94 €
Tarif journalier Hébergement Temporaire	54,95 €

*dont part hébergement 54,95 € et part dépendance 18,99 €.

ARTICLE 2 : Pour l'exercice 2021, les produits de la tarification hébergement de l'EHPAD DE L'HOPITAL DE SAINT-FELICIEN à Saint-Félicien s'élèvent à **2 097 237,12 €**.

ARTICLE 3 : En cas d'absence pour hospitalisation ou autre motif de plus de 72h, le tarif hébergement est minoré du montant du forfait journalier hospitalier en vigueur.

ARTICLE 4 : L'aide sociale à l'hébergement servie par le Département de l'Ardèche est maintenue jusqu'à 60 jours consécutifs d'absence du bénéficiaire pour cause d'hospitalisation ou 35 jours consécutifs d'absence pour un autre motif.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69 433 LYON Cedex 03).

ARTICLE 6 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Monsieur Le Directeur de l'EHPAD EHPAD DE L'HOPITAL DE SAINT-FELICIEN à Saint-Félicien sont chargé(e)s, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le **05 FEV. 2021**

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités

La Directrice Générale Adjointe Solidarités,

Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le 08/02/2021
Notifié le 10/02/2021
Identifiant de télétransmission : 186149



DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Dir Appui et Pilotage DGAS
Appui et Pilotage DGAS

Naima MABLI
BP 737
07007 PRIVAS CEDEX
Tél 04.75.66.78.72
nmabli@ardeche.fr

DÉCISION n°2021-96

RENOUVELLEMENT DE L'ADHESION A L'ASSOCIATION MAISON DE SANTE PLURIDISCIPLINAIRE AU PAYS DE VERNOUX POUR L'ANNEE 2021

LE PRESIDENT,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 3211-2,

Vu la délibération du Conseil départemental n° 1.6.1 du 11 mars 2019 portant sur l'adhésion à l'association maison de santé pluridisciplinaire du Pays de Vernoux,

Vu la délibération du Conseil départemental n° 6.17.2 du 17 juin 2019 donnant délégation au Président du Conseil départemental,

Vu le budget départemental 2021,

Considérant la convention d'occupation de locaux de la maison de santé pluridisciplinaire du Pays de Vernoux du 18 mai 2017 entre la communauté d'agglomération Privas Centre Ardèche et le Département de l'Ardèche,

Considérant que Le Département (CMS) a un intérêt général à devenir membre de cette association, notamment par l'engagement visible dans l'association, la légitimité du Département à intervenir dans les projets internes de la MSSP, la mise en commun de compétences pour porter des projets interdisciplinaires de prévention auprès de la population, et également la porte d'entrée pour des actions locales relevant du développement social local.

Considérant que l'adhésion du Département à cette association présente à cet égard un intérêt départemental.

DECIDE

Article 1 : Le Département renouvelle son adhésion à l'association maison de santé pluridisciplinaire du Pays de Vernoux pour l'année 2021.

Article 2 : La présente décision pourra faire l'objet :

o d'un recours gracieux

o d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lyon

(184 rue Duguesclin – 69433 LYON Cedex 03)

dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

Article 3 : Le Directeur Général des Services Départementaux est chargé de la mise en œuvre de la présente décision, qui sera notifiée à ladite association et publiée au recueil des actes administratifs du Département

Fait à Privas le 1 janvier 2021

Le Président,
Monsieur Laurent UGHETTO

Reçu à la Préfecture le

Affiché en l'Hôtel du département le

Identification: 185665

15 FEV. 2021

15 FEV. 2021

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Dir Appui et Pilotage DGAS
Appui et Pilotage DGAS

Naima MABLI
BP 737
07007 PRIVAS CEDEX
Tél : 04.75.66.78.72

DÉCISION n°2021-99

RENOUVELLEMENT DE L'ADHESION A L'ASSOCIATION DES TERRITOIRES POUR DES SOLUTIONS SOLIDAIRES POUR L'ANNEE 2021

LE PRESIDENT,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 3211-2,

Vu la délibération du Conseil départemental n° 6.12.10 du 28 octobre 2019 portant sur l'adhésion à l'association des territoires pour des solutions solidaires,

Vu la délibération du Conseil départemental n° 6.17.2 du 17 juin 2019 donnant délégation au Président du Conseil départemental,

Vu le budget départemental 2021,

Considérant que l'association a pour mission de mettre en valeur et de favoriser la mise en œuvre de solutions nouvelles en matière de solidarités, par la mise à disposition d'une plateforme ainsi que l'organisation de journées solutions solidaires,

Considérant que Le Département souhaite s'engager dans l'action à l'initiative solutions solidaires.

Considérant que l'adhésion du Département à cette association présente à cet égard un intérêt départemental.

DECIDE

Article 1 : Le Département renouvelle son adhésion à l'association « des territoires pour des solutions solidaires » pour l'année 2021.

Article 2 : La présente décision pourra faire l'objet :

- o d'un recours gracieux
- o d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lyon
(184 rue Duguesclin – 69433 LYON Cedex 03)

dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

Article 3 : Le Directeur Général des Services Départementaux est chargé de la mise en œuvre de la présente décision, qui sera notifiée à ladite association et publiée au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Privas le 1 janvier 2021

Le Président,
Monsieur Laurent UGHETTO

Reçu à la Préfecture le

Affiché en l'Hôtel du département le

Identi fi ant : 185 666

15 FEV. 2021

15 FEV. 2021

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Dir Appui et Pilotage DGAS
Appui et Pilotage DGAS

Naima MABLI
BP 737
07007 PRIVAS CEDEX
Tél : 04.75.66.78.72
nmabli@ardeche.fr

DÉCISION n°2021-112

Renouvellement de l'adhésion à l'association Stop aux violences Sexuelles Drôme Ardèche pour l'année 2021

LE PRESIDENT,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 3211-2,

Vu la délibération du Conseil départemental n° 1.8.1 du 08 juin 2020 portant sur l'adhésion à l'association Stop aux Violences Sexuelles Drome Ardèche,

Vu la délibération du Conseil départemental n° 6.17.2 du 17 juin 2019 donnant délégation au Président du Conseil départemental,

Vu le budget départemental 2021,

Considérant que l'association Stop aux Violences Sexuelles est un organisme d'intérêt général une activité non lucrative dont l'objet est d'organiser toute réunion, séminaire, conférence pour soutenir l'objet de l'association, de former des personnes et des équipes qui pourront intervenir dans la stratégie d'éradication.

Considérant que cette adhésion permettra aux agents du Département de participer aux formations proposées par cette association sur les violences sexuelles.

Considérant que l'adhésion du Département à cette association présente à cet égard un intérêt départemental.

DECIDE

Article 1 : Le Département renouvelle son adhésion à l'association « Stop aux violences sexuelles Drome Ardèche » pour l'année 2021.

Article 2 : La présente décision pourra faire l'objet :

- o d'un recours gracieux
 - o d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lyon
- (184 rue Duguesclin – 69433 LYON Cedex 03)

dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

Article 3 : Le Directeur Général des Services Départementaux est chargé de la mise en œuvre de la présente décision, qui sera notifiée à ladite association et publiée au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Privas le 1 janvier 2021

Le Président,
Monsieur Laurent UGHETTO

Reçu à la Préfecture le 15 FEV. 2021
Affiché en l'Hôtel du département le 15 FEV. 2021
Identifiant: 185664

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Dir Appui et Pilotage DGAS
Appui et Pilotage DGAS

Naima MABLI
BP 737
07007 PRIVAS
Tél : 04.75.66.78.72
nmabli@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-122

RENOUVELLEMENT DE L'ADHESION A L'ASSOCIATION DE COOPERATION SANITAIRE SYSTEME D'INFORMATION DE SANTE RHÔNE-ALPES POUR L'ANNEE 2021

LE PRESIDENT,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 3211-2,

Vu la délibération du Conseil départemental n° 5.4.1 du 25 juin 2015 portant sur l'adhésion au groupement de coopération sanitaire des systèmes d'information de santé Rhône-Alpes GCS SARA,

Vu la délibération du Conseil départemental n° 6.17.2 du 17 juin 2019 donnant délégation au Président du Conseil départemental,

Vu le budget départemental 2021,

Considérant que le GCS SARA met à disposition du Département de l'Ardèche l'application informatique « Viatrajectoire » qui permet d'informatiser et de numériser la demande unique d'entrée en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes, favorisant ainsi la fluidité du parcours entre l'usager et ses proches aidants, le médecin traitant, l'hôpital et l'établissement,

Considérant que le Département de l'Ardèche souhaite soutenir la dématérialisation des demandes d'entrée en établissement afin de favoriser la coordination des parcours des personnes âgées, faciliter les démarches pour les familles et les professionnels, et améliorer la gestion des listes d'attentes et des demandes,

Considérant que l'adhésion du Département à ce groupement présente à cet égard un intérêt départemental.

ARRETE

Article 1 : Le Département renouvelle son adhésion au Groupement de coopération sanitaire SARA pour l'année 2021.

Article 2 : La présente décision pourra faire l'objet :

o d'un recours gracieux

o d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lyon
(184 rue Duguesclin – 69433 LYON Cedex 03)

dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

Article 3 : Le Directeur Général des Services Départementaux est chargé de la mise en œuvre de la présente décision, qui sera notifiée à ladite association et publiée au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Privas le 1 janvier 2021

Le Président,
Monsieur Laurent UGHETTO



Reçu à la Préfecture le 15 FEV. 2021
Affiché en l'Hôtel du département le 15 FEV. 2021
Identifiant de télétransmission : 185668

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Dir Appui et Pilotage DGAS
Appui et Pilotage DGAS

Naima MABLI
BP 737
07007 PRIVAS CEDEX
Tél : 04.75.66.78.72
nmabli@ardeche.fr

DÉCISION n°2021-123

RENOUVELLEMENT DE L'ADHESION A L'ASSOCIATION "GROUPEMENT ANIMATEURS EN GERONTOLOGIE"

LE PRESIDENT,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 3211-2,

Vu la délibération du Conseil départemental n° 5.20.1 du 7 novembre 2016 portant sur l'adhésion à l'association « groupement national des animateurs en gérontologie » et l'ouverture de sa plateforme « Culturavie »,

Vu la délibération du Conseil départemental n° 6.17.2 du 17 juin 2019 donnant délégation au Président du Conseil départemental,

Vu le budget départemental 2021,

Considérant que l'association nationale « groupement des animateurs en gérontologie » assure l'ouverture d'une plateforme de contenu d'animation en faveur des établissements d'hébergement pour personnes âgées du Département,

Considérant que le Département souhaite favoriser les pratiques innovantes et culturelles en faveur des publics accueillis dans les établissements pour personnes âgées,

Considérant que l'adhésion du Département à cette association présente à cet égard un intérêt départemental.

DECIDE

Article 1 : Le Département renouvelle son adhésion à l'association « groupement national des animateurs en gérontologie » pour l'année 2021.

Article 2 : La présente décision pourra faire l'objet :

- o d'un recours gracieux
 - o d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lyon
- (184 rue Duguesclin – 69433 LYON Cedex 03)

dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

Article 3 : Le Directeur Général des Services Départementaux est chargé de la mise en œuvre de la présente décision, qui sera notifiée à ladite association et publiée au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Privas le 1 janvier 2021

Le Président,
Monsieur Laurent UGHETTO

Reçu à la Préfecture le 15 FEV. 2021

Affiché en l'Hôtel du département le 15 FEV. 2021

Identifiant : 485671

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Dir Appui et Pilotage DGAS
Appui et Pilotage DGAS

Naima MABLI
BP 737
07007 PRIVAS CEDEX
Tél : 04.75.66.78.72
nmabli@ardeche.fr

DÉCISION n°2021-124

RENOUVELLEMENT DE ADHÉSION A L'ASSOCIATION AGIR POUR L'ANNEE 2021

LE PRESIDENT,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 3211-2,

Vu la délibération du Conseil général n° 8.38.1 du 7 juillet 2014 autorisation l'adhésion à l'association AGIR,

Vu la délibération du Conseil départemental n°6.17.2 du 17 juin 2020 donnant délégation au Président du Conseil départemental,

Vu les crédits inscrits au budget départemental 2021 (imputation chapitre 935 - fonction 821 - nature 6281 - enveloppe 28482)

Considérant que l'association AGIR bénéficie d'une expertise juridique, technique et favorise les échanges d'expériences entre autorités organisatrices de transports, pour le transport des élèves handicapés.

Considérant que l'adhésion du Département à cette association présente à cet égard un intérêt départemental.

DECIDE

Article 1er : Le Département renouvelle son adhésion à l'Association AGIR pour l'année 2021, pour le transport des élèves handicapés.

Article 2 : La présente décision pourra faire l'objet :

- d'un recours gracieux
- d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lyon (184 rue Duguesclin – 69433 LYON Cedex 03)

dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

Article 3 : Le Directeur Général des Services Départementaux est chargé de la mise en œuvre de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Privas le 1 janvier 2021

Le Président,
Monsieur Laurent UGHETTO



Reçu à la Préfecture le

Affiché en l'Hôtel du département le

Identifiant : 185676

15 FEV. 2021

15 FEV. 2021

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Loubna BOUNGUAB
BP 737
07007 Privas Cedex
lbounguab@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-128

Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à la dépendance et du forfait global dépendance pour l'EHPAD "Les Chataigniers" à Vallée d'Antraigues-Asperjoc.

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU la délibération de l'assemblée délibérante du Département de l'Ardèche en date du 22 juin 2020 portant délégation à la commission permanente de l'ensemble de ses attributions à l'exception de celles qui sont réservées au Conseil Départemental par les articles L. 3312-1 et L. 1612-12 à L. 1612-15 du CGCT ;

VU la délibération de la commission permanente en date du 07 septembre 2020, fixant le taux d'évolution maximum des tarifs moyens pour les établissements sociaux et médico-sociaux pour l'année 2021,

VU l'arrêté n°2021-14 portant fixation, au titre de l'année 2021, de la valeur du point groupe iso-ressources (GIR) départemental ;

VU l'arrêté conjoint ARS et Conseil Départemental en date du mardi 20 octobre 2020 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à SARL LES CHATAIGNIERS pour le fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées EHPAD LES CHATAIGNIERS situé à Vallée d'Antraigues-Asperjoc,

VU la convention du 11 décembre 2009 relative aux modalités de paiement de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie en établissements ardéchois et drômois, conclue entre les Départements de l'Ardèche et de la Drôme,

CONSIDERANT le Gir Moyen Pondéré de l'établissement fixé à 761 ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle « réelle » retenue à 15224 journées ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 : A compter du 1^{er} janvier 2021, le forfait global dépendance alloué à l'EHPAD LES CHATAIGNIERS à Vallée d'Antraigues-Asperjoc est fixé comme suit :

Forfait Global Dépendance	324 244,20 €
Dont reprise de résultats antérieurs	0,00 €

ARTICLE 2 : Les tarifs afférents à la dépendance, applicables aux résidents âgés de 60 ans et plus de l'EHPAD LES CHATAIGNIERS à Vallée d'Antraigues-Asperjoc sont fixés comme suit :

		Tarifs à compter du 1^{er} février 2021
Résident de plus de 60 ans	GIR 1 et 2	24,43 €
	GIR 3 et 4	15,50 €
	GIR 5 et 6 (ticket modérateur)	6,58 €

ARTICLE 3 : A compter du 1^{er} janvier 2021, la dotation globale afférente à la dépendance, apportée par le Conseil Départemental de l'Ardèche, est fixée comme suit :

Dotation globale annuelle	62 806,56 €
Quote-part mensuelle à verser par douzième	5 233,88 €
<i>Quote-part Ardèche</i>	<i>38 444,88 €</i>
<i>Quote-part Drôme</i>	<i>24 361,68 €</i>

Conformément aux dispositions prévues au II de l'article L. 232-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles, l'Allocation Personnalisée d'Autonomie, attribuée aux ressortissants du Département de l'Ardèche, sera versée directement à l'établissement d'accueil sous forme d'une dotation budgétaire globale afférente à la dépendance.

L'Allocation Personnalisée d'Autonomie, attribuée par les départements extérieurs à leurs ressortissants et servie de manière individualisée, sera également directement versée à l'établissement d'accueil, en application du 7^{ème} alinéa de l'article L. 232-8 susvisé.

ARTICLE 4 : En cas d'absence pour convenances personnelles, sous réserve d'information préalable conformément au délai défini au contrat de séjour, ou en cas d'absence pour hospitalisation avec hébergement, le tarif dépendance restant à la charge du résident n'est pas facturé.

ARTICLE 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69433 LYON CEDEX 03) dans le délai franc d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification.

ARTICLE 6 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Madame La Directrice de l'EHPAD LES CHATAIGNIERS à Vallée d'Antraigues-Asperjoc, sont chargé(e)s, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le **05 FEV. 2021**

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités


La Directrice Générale Adjointe Solidarités,

Géraldine MALATIER



Reçu à la Préfecture le **8/02/2021**
Notifié le **10.02.2021**
Identifiant de télétransmission : **185790**

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Loubna BOUNGUAB
BP 737
07007 Privas Cedex
lbounguab@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-153

Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs journaliers afférents à la dépendance et du forfait global dépendance pour l'EHPAD "RIVOLY" du Centre Hospitalier Du VALS D'ARDECHE à PRIVAS.

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU la délibération de l'assemblée délibérante du Département de l'Ardèche en date du 22 juin 2020 portant délégation à la commission permanente de l'ensemble de ses attributions à l'exception de celles qui sont réservées au Conseil Départemental par les articles L. 3312-1 et L. 1612-12 à L. 1612-15 du CGCT ;

VU la délibération de la commission permanente en date du 07 septembre 2020, fixant le taux d'évolution maximum des tarifs moyens pour les établissements sociaux et médico-sociaux pour l'année 2021,

VU l'arrêté n°2021-14 portant fixation, au titre de l'année 2021, de la valeur du point groupe iso-ressources (GIR) départemental ;

VU l'arrêté conjoint ARS et Conseil Départemental en date du mardi 3 janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à CH DES VALS D'ARDECHE pour le fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées EHPAD DE L'HOPITAL DE LA VOULTE situé à La Voulte-sur-Rhône,

VU la convention du 11 décembre 2009 relative aux modalités de paiement de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie en établissements ardéchois et drômois, conclue entre les Départements de l'Ardèche et de la Drôme,

CONSIDERANT le Gir Moyen Pondéré de l'établissement fixé à 774 ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle « réelle » retenue à 63650 journées ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 : A compter du 1^{er} janvier 2021, le forfait global dépendance alloué à l'EHPAD DE L'HOPITAL DE LA VOULTE à La Voulte-sur-Rhône est fixé comme suit :

Forfait Global Dépendance	1 188 343,41 €
Dont reprise de résultats antérieurs	0,00 €

ARTICLE 2 : Les tarifs afférents à la dépendance, applicables aux résidents âgés de 60 ans et plus de l'EHPAD DE L'HOPITAL DE LA VOULTE à La Voulte-sur-Rhône sont fixés comme suit :

		Tarifs à compter du 1^{er} février 2021
Résident de plus de 60 ans	GIR 1 et 2	20,74 €
	GIR 3 et 4	13,16 €
	GIR 5 et 6 (ticket modérateur)	5,58 €

ARTICLE 3 : A compter du 1^{er} janvier 2021, la dotation globale afférente à la dépendance, apportée par le Conseil Départemental de l'Ardèche, est fixée comme suit :

Dotation globale annuelle	771 005,64 €
Quote-part mensuelle à verser par douzième	64 250,47 €
<i>Quote-part Ardèche</i>	<i>601 862,93 €</i>
<i>Quote-part Drôme</i>	<i>169 142,71 €</i>

Conformément aux dispositions prévues au II de l'article L. 232-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles, l'Allocation Personnalisée d'Autonomie, attribuée aux ressortissants du Département de l'Ardèche, sera versée directement à l'établissement d'accueil sous forme d'une dotation budgétaire globale afférente à la dépendance.

L'Allocation Personnalisée d'Autonomie, attribuée par les départements extérieurs à leurs ressortissants et servie de manière individualisée, sera également directement versée à l'établissement d'accueil, en application du 7^{ème} alinéa de l'article L. 232-8 susvisé.


ARTICLE 4 : En cas d'absence pour convenances personnelles, sous réserve d'information préalable conformément au délai défini au contrat de séjour, ou en cas d'absence pour hospitalisation avec hébergement, le tarif dépendance restant à la charge du résident n'est pas facturé.

ARTICLE 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69433 LYON CEDEX 03) dans le délai franc d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification.

ARTICLE 6 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Monsieur Le Directeur de l'EHPAD DE L'HOPITAL DE LA VOULTE à La Voulte-sur-Rhône, sont chargé(e)s, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le **05 FEV. 2021**

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités


La Directrice Générale Adjointe Solidarités,
Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le 8/02/2021
Notifié le 10.02.2021
Identifiant de télétransmission : 186172



DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Loubna BOUNGUAB
BP 737
07007 Privas Cedex
lbounguab@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2021-154

Portant fixation, au titre de l'année 2021, des tarifs afférents à l'hébergement de L'EHPAD ' RIVOLY' du Centre Hospitalier du VALS D'ARDECHE à PRIVAS.

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU le règlement départemental d'aide sociale de l'Ardèche en vigueur ;

VU la délibération de l'assemblée délibérante du Département de l'Ardèche en date du 22 juin 2020 portant délégation à la commission permanente de l'ensemble de ses attributions à l'exception de celles qui sont réservées au Conseil Départemental par les articles L. 3312-1 et L. 1612-12 à L. 1612-15 du CGCT ;

VU la délibération de la commission permanente en date du 07 septembre 2020, fixant le taux d'évolution maximum des tarifs moyens pour les établissements sociaux et médico-sociaux pour l'année 2021,

VU l'arrêté conjoint ARS et Conseil Départemental en date du mardi 3 janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à CH DES VALS D'ARDECHE pour le fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées EHPAD DE L'HOPITAL DE LA VOULTE situé à La Voulte-sur-Rhône;

VU les propositions budgétaires et tarifaires transmises par l'institution gestionnaire de l'établissement ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle retenue à 65101 journées pour déterminer le tarif hébergement ;

CONSIDERANT le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens conclu entre l'Agence Régionale de Santé, le Département et CH DES VALS D'ARDECHE gestionnaire de l'EHPAD DE L'HOPITAL DE LA VOULTE à La Voulte-sur-Rhône pour la période 2019-2022 ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le tarif journalier hébergement (par personne), applicable aux résidents de l'EHPAD DE L'HOPITAL DE LA VOULTE à La Voulte-sur-Rhône est fixé ainsi qu'il suit :

	Tarifs applicables à compter du 1er février 2021
Tarif journalier hébergement Permanent + de 60 ans. CHAMBRE SIMPLE	54,33 €
Tarif journalier hébergement Permanent moins de 60 ans*	71,57 €

*dont part hébergement 54,33 € et part dépendance 17,24 €.

ARTICLE 2 : Pour l'exercice 2021, les produits de la tarification hébergement de l'EHPAD DE L'HOPITAL DE LA VOULTE à La Voulte-sur-Rhône s'élèvent à **3 534 333,29 €**.

ARTICLE 3 : En cas d'absence pour hospitalisation ou autre motif de plus de 72h, le tarif hébergement est minoré du montant du forfait journalier hospitalier en vigueur.

ARTICLE 4 : L'aide sociale à l'hébergement servie par le Département de l'Ardèche est maintenue jusqu'à 60 jours consécutifs d'absence du bénéficiaire pour cause d'hospitalisation ou 35 jours consécutifs d'absence pour un autre motif.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69 433 LYON Cedex 03).

ARTICLE 6 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Monsieur Le Directeur de l'EHPAD EHPAD DE L'HOPITAL DE LA VOULTE à La Voulte-sur-Rhône sont chargé(e)s, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le **05 FEV. 2021**

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités


La Directrice Générale Adjointe Solidarités,

Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le 8/02/2021
Notifié le 10.02.2021 -
Identifiant de télétransmission : 186182



**POUR COPIE CONFORME AUX ORIGINAUX
DÉPOSÉS À LA DIRECTION GÉNÉRALE
DES SERVICES DÉPARTEMENTAUX**

**Pour le Président,
Le Directeur Général
des Services Départementaux**

Antonin JIMENEZ